

### III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR MESURE

#### 1) GÉNÉRALITÉS

1. Le régime commercial du Canada, qui n'a guère été modifié depuis le dernier examen du Canada en 2003, est très libéral et transparent, à quelques exceptions près. Le Canada applique au moins le traitement tarifaire NPF à tous les Membres de l'OMC. Le niveau moyen des droits NPF appliqués a diminué légèrement, passant de 6,8 pour cent en 2002 à 6,5 pour cent en 2006. Environ 53 pour cent du total des positions tarifaires ont fait l'objet d'une franchise de droits en 2006. La même année, le droit moyen appliqué aux produits agricoles (définition de l'OMC) a été de 22,4 pour cent, contre 3,8 pour cent pour les autres produits. Les produits agricoles dont l'offre est régulée, qui couvrent les produits laitiers, les poulets, les dindes, les œufs et les œufs d'incubation de poulet à rôtir, bénéficient de la protection tarifaire la plus élevée (chapitre IV 2)). Il existe une progressivité des droits entre les demi-produits et les produits finis. En vertu de décrets de remise, des réductions tarifaires sont accordées pour des produits spécifiques utilisés à certaines fins.

2. Le Canada accorde des préférences tarifaires unilatéralement et dans le cadre d'accords de libre-échange avec le Chili, le Costa Rica, Israël, et avec le Mexique et les États-Unis; il accorde également des préférences à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande pour quelques produits. Le Canada applique un traitement en franchise de droits et sans contingent pour presque toutes les importations en provenance des pays les moins avancés, à l'exception du Myanmar. Comme pour beaucoup d'autres Membres de l'OMC, la participation du Canada à des accords commerciaux préférentiels et aux négociations en la matière soulève des préoccupations quant aux ressources qui sont ainsi détournées du système commercial multilatéral. Les règles d'origine préférentielles appliquées par le Canada varient selon les accords; comme les autorités canadiennes l'ont indiqué, ces règles tiennent compte des intérêts et des sensibilités spécifiques des parties à chaque accord.

3. Les taxes intérieures frappent autant les importations que les produits nationaux, sauf en ce qui concerne le vin produit à partir de raisin canadien, qui est exempté des droits d'accise fédéraux, et la production initiale de bière des brasseurs nationaux, qui bénéficie de droits d'accise moins élevés que pour la bière importée. Le Canada accorde des allégements fiscaux et tarifaires pour les marchandises exportées.

4. Les restrictions quantitatives à l'importation et les prescriptions en matière de licences ont principalement été mises en place par le Canada pour des raisons non économiques. Des licences sont nécessaires pour importer des produits agricoles au taux de droit appliqué dans le cadre du contingent, et les importations de gaz naturel font l'objet d'une autorisation. Le Canada interdit aussi l'importation de véhicules automobiles d'occasion, à l'exception des véhicules d'occasion qui proviennent des États-Unis et satisfont aux normes canadiennes de sécurité.

5. Le recours à des mesures contingentes a nettement diminué pendant la période à l'examen. On comptait 48 mesures antidumping en vigueur à la fin de juin 2006, contre 91 mesures en 2003; 54 pour cent des droits antidumping visaient les produits primaires de l'acier. Cinq mesures compensatoires étaient aussi en vigueur, dont deux applicables aux produits primaires de l'acier. Le Canada a ouvert deux enquêtes globales en matière de sauvegardes pendant la période allant de janvier 2003 à juin 2006, et une enquête spécifique en matière de sauvegardes concernant la Chine. Aucune de ces enquêtes n'a entraîné l'imposition de mesures de sauvegarde.

6. En vertu du régime fédéral canadien, le gouvernement fédéral, ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux, sont habilités à promulguer des règlements techniques et des mesures

sanitaires et phytosanitaires. Le Canada a notifié à l'OMC de nombreux règlements et mesures pendant la période à l'examen, y compris un règlement technique au niveau provincial/territorial. Il examine actuellement des solutions pour faciliter la notification en temps opportun des règlements techniques infranationaux appropriés.

7. À la fin de 2006, le Canada a imposé des droits d'exportation sur les produits du tabac de fabrication canadienne et, à compter du 12 octobre, sur les bois d'œuvre résineux à destination des États-Unis. Dans ce dernier cas, il s'agissait d'un accord conclu entre le Canada et les États-Unis, qui est entré en vigueur en octobre 2006, dans le cadre d'un différend de longue date concernant les exportations canadiennes de bois d'œuvre résineux. Des mesures de contrôle peuvent être appliquées aux exportations vers certains pays qui figurent dans la Liste des pays visés établie par le Canada. Au milieu de 2006, le Myanmar était le seul pays mentionné dans cette liste, car l'Angola en avait été rayé en 2003.

8. Exportation développement Canada (EDC), une société d'État, est l'organisme canadien de crédit à l'exportation; il offre des financements et des assurances à l'exportation au Canada. En 2005, le volume des transactions soutenues par des programmes d'EDC a atteint 58 milliards de dollars canadiens. En 2002, un groupe spécial de l'OMC a conclu que, bien qu'il ait été constaté que le programme lui-même était conforme, certaines opérations financières de l'EDC constituaient une subvention à l'exportation prohibée. Après que le Canada eut indiqué qu'il n'estimait pas devoir prendre de nouvelles mesures pour se conformer à la recommandation de l'ORD concernant les opérations déjà effectuées, le Brésil a été autorisé à prendre des mesures de rétorsion à l'encontre du Canada.

9. Le Canada figure en bonne place parmi les pays qui facilitent les opérations commerciales, et le gouvernement canadien continue de mener des initiatives pour rendre l'environnement commercial plus efficace et transparent. L'impôt fédéral sur les sociétés a été ramené à 21 pour cent en 2004 (contre 28 pour cent en 2000) et des réductions fiscales en faveur des petites entreprises ont également été mises en place.

10. Le gouvernement canadien fournit des renseignements sur l'aide publique aux entreprises dans le rapport "Dépenses fiscales et évaluations". Comme les dépenses fiscales reflètent les avantages dont peuvent bénéficier les entreprises (et les individus) sur une base sélective, ce rapport renforce la transparence et la responsabilité. En 2006, le gouvernement a estimé les dépenses fiscales à environ 17 milliards de dollars canadiens. Les gouvernements provinciaux offrent également divers crédits d'impôt.

11. La valeur des marchés publics fédéraux canadiens s'est élevée à environ 19 milliards de dollars canadiens en 2004, soit une augmentation substantielle par rapport aux années précédentes due principalement à des dépenses plus élevées en matière de défense. Le Canada est partie à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics; cela exclut toutefois les marchés au niveau infrafédéral, qui ont représenté près de 9 milliards de dollars canadiens en 2003-2004.

12. Les entreprises commerciales d'État canadiennes n'ont pas changé au cours de la période à l'examen. Elles comprennent la Commission canadienne du blé, la Commission canadienne du lait, l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, les 12 régies provinciales et territoriales des alcools, et la Commission ontarienne de commercialisation des haricots.

13. S'agissant de la propriété intellectuelle, la Loi sur les brevets a été modifiée en 2005 afin de mettre en œuvre la décision du 30 août concernant l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. En

outre, le Règlement sur les médicaments brevetés (avis de conformité), ainsi que les dispositions sur la protection des données figurant dans le Règlement sur les aliments et drogues, ont été modifiés en octobre 2006 pour assurer aux médicaments nouveaux et innovants une période minimale garantie de huit ans d'exclusivité sur le marché et pour répondre aux préoccupations concernant la date de l'entrée sur le marché des médicaments génériques après l'expiration des brevets pertinents. La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce a également été modifiée, en 2004, afin d'éliminer progressivement l'utilisation des noms de vins et spiritueux européens sur les étiquettes canadiennes.

## **2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS**

### **i) Procédures**

14. Les principales lois régissant les procédures douanières au Canada sont la Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada<sup>1</sup> et la Loi sur les douanes.<sup>2</sup> Tous les importateurs de marchandises commerciales doivent être enregistrés auprès de l'Agence du revenu du Canada pour obtenir un numéro d'entreprise, qui comprend le compte des importations-exportations. Le numéro d'entreprise doit figurer sur les documents douaniers pertinents. Tous les importateurs canadiens de fruits et légumes frais doivent obtenir une licence auprès de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Le Règlement sur la délivrance de permis et l'arbitrage précise certaines exemptions relatives à cette obligation.

15. L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), créée en décembre 2003<sup>3</sup>, est chargée des opérations douanières; elle relève du Ministre de la sécurité publique et de la protection civile.<sup>4</sup> Les transporteurs doivent déclarer leurs expéditions en utilisant un document homologué de contrôle des marchandises ou grâce à l'échange de données informatisées (EDI).<sup>5</sup> En vertu de la Loi sur les douanes, l'ASFC est habilitée à contrôler les expéditions de manière aléatoire pour vérifier leur conformité. Toutes les demandes de mise en libre pratique des expéditions commerciales sont examinées. Environ 2 pour cent des expéditions sont contrôlées physiquement: la fréquence des contrôles dépend des antécédents douaniers de l'importateur et du type de marchandises importées. Les marchandises le plus systématiquement contrôlées incluent les produits alimentaires pouvant être porteurs de maladies, les produits ou déchets dangereux, les produits chimiques ou biologiques, et les produits dont l'offre est régulée (pour le respect des contingents tarifaires, voir le chapitre IV 2)).

---

<sup>1</sup> Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/C-1.4/index.html>.

<sup>2</sup> Loi sur les douanes. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/C-52.b/index.html>.

<sup>3</sup> Les douanes relevaient auparavant de l'Agence canadienne des douanes et du revenu.

<sup>4</sup> Renseignements en ligne de l'ASFC. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/agency/who-qui-e-.html>.

<sup>5</sup> Dans la plupart des cas, il s'agit de: deux exemplaires du document de contrôle du fret; deux exemplaires de la facture; deux exemplaires du formulaire B3, "Douanes Canada - Formule de codage", dûment rempli; des licences d'importation, certificats sanitaires ou formulaires exigés par d'autres gouvernements fédéraux; et, le cas échéant, du formulaire A, "Certificat d'origine". Il est possible d'envoyer des versions sur papier de ces documents ou, si cela est autorisé, de transmettre les renseignements par le biais de l'EDI (ASFC, non daté b).

16. Les réformes récentes visant à faciliter les importations comprennent la mise en œuvre du Programme d'autocotisation des douanes (PAD). Le PAD prévoit un processus de déclaration et de paiement simplifié pour toutes les marchandises importées par des importateurs approuvés au préalable. Il offre aussi une option de dédouanement accéléré, selon laquelle les expéditions entrant au Canada par le biais d'importateurs, de transporteurs et de chauffeurs approuvés au préalable sont dédouanées immédiatement à la frontière une fois que l'importateur a été identifié. Selon les autorités, la participation au PAD est de plus en plus fréquente; en novembre 2006, les importations au titre du PAD ont représenté 20 pour cent du commerce canadien (selon la valeur en douane). Les transporteurs par voie terrestre, ferroviaire ou maritime participent au programme, et deux transporteurs maritimes transnationaux ont demandé à en faire partie.

17. Comme l'indique le rapport du Secrétariat concernant le dernier examen du Canada, diverses techniques de gestion des risques sont utilisées pour les négociants qui ne sont pas approuvés au titre du PAD et pour cibler les chargements à risque plus élevé et inconnu; ces techniques comprennent le partage des renseignements et l'usage accru des technologies.<sup>6</sup>

18. Les options visant à accélérer les délais exigés par les douanes pour accorder la mainlevée des marchandises commerciales incluent le Système d'examen avant l'arrivée (SEA) et le Système de mainlevée pour les importateurs fréquents (SMIF).<sup>7</sup> D'après les autorités, 47 pour cent en moyenne du total des importations sont mises en libre pratique au titre du SEA, contre 2 pour cent au titre du SMIF. Le SEA permet aux importateurs de présenter les documents d'importation requis au plus tôt 30 jours et au plus tard une heure avant que les marchandises n'arrivent au Canada, si bien que les autorités disposent des recommandations concernant la mainlevée au moment où l'expédition arrive. Les expéditions sont mises en libre pratique en quelques minutes, sauf si un contrôle est exigé.

19. Des procédures douanières accélérées pour les produits faisant l'objet d'échanges entre les États-Unis et le Canada sont également prévues par le programme des Expéditions rapides et sécuritaires (EXPRES), une initiative conjointe de l'ASFC et du Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis. Ce programme permet aux importateurs canadiens et à ceux des États-Unis de dédouaner leurs marchandises dans l'un des 19 sites prévus avant qu'elles n'arrivent à la frontière. Les importateurs, les transporteurs ainsi que les chauffeurs enregistrés doivent être approuvés au préalable au titre du programme Partenaires en protection (PEP).<sup>8</sup>

20. Les nouvelles initiatives visant à renforcer la sécurité du mouvement des marchandises commerciales par air et par mer comprennent le programme de l'Information préalable sur les expéditions commerciales (IPEC). Les transporteurs aériens et maritimes doivent transmettre à l'ASFC dans les délais prévus, par le biais de l'EDI, des données concernant le fret et le mode de transport avant l'arrivée des marchandises au Canada.<sup>9</sup> D'après les autorités, cela permet à l'ASFC

<sup>6</sup> Document de l'OMC WT/TPR/S/112/Rev.1 du 19 mars 2003.

<sup>7</sup> Pour de plus amples renseignements sur les programmes SEA et SMIF, voir le Mémoire D17-1-5, "Importation de marchandises commerciales". Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d17-1-5/d17-1-5-e.pdf#search=Memorandum%20D1715>.

<sup>8</sup> Renseignements en ligne de l'ASFC. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/general/enforcement/partners/menu-e.html>.

<sup>9</sup> Pour les délais concernant les transports maritimes, voir les Avis des douanes N-542 et N-565. Adresse consultée: [http://www.cbsa-asfc.gc.ca/import/advance/marmode\\_menu-e.html](http://www.cbsa-asfc.gc.ca/import/advance/marmode_menu-e.html). Pour les délais concernant les transports aériens, voir l'Avis des douanes 630. Adresse consultée: [http://www.cbsa-asfc.gc.ca/import/advance/airmode\\_menu-e.html](http://www.cbsa-asfc.gc.ca/import/advance/airmode_menu-e.html).

d'identifier les menaces pour la santé, la sûreté et la sécurité au Canada. Une prolongation du programme de l'IPEC est l'Initiative relative à la sécurité des conteneurs (IRSC), mise en place par les États-Unis.<sup>10</sup> Au titre de l'IRSC, le Canada peut déployer des agents de l'ASFC dans les ports maritimes étrangers afin de cibler et d'examiner les conteneurs avant leur expédition vers le Canada. À la fin de 2006, aucun agent canadien n'était déployé dans un pays étranger au titre de l'IRSC (toutefois, des agents canadiens avaient été envoyés aux États-Unis dans le cadre d'un programme distinct, l'Initiative conjointe de ciblage). En octobre 2005, le Canada a signé un Partenariat pour l'Initiative relative à la sécurité des conteneurs avec les États-Unis.<sup>11</sup>

21. En cas d'infraction à la Loi sur les douanes, au Tarif des douanes et aux accords en matière de licences, des sanctions pécuniaires sont appliquées au titre du Régime de sanctions pécuniaires administratives (RSAP), qui relève de la Loi sur les douanes. Ce régime est devenu pleinement opérationnel en octobre 2002.<sup>12</sup> Les sanctions dépendent du type, de la fréquence et de la gravité de l'infraction. Depuis octobre 2002, plus de 50 000 sanctions ont été appliquées, représentant au total plus de 36 millions de dollars canadiens. Les principaux types d'infractions commises par les importateurs étaient les suivants: défaut de paiement des droits de douane; défaut de communication de renseignements véridiques, exacts et complets; non-respect, par un importateur au titre du PAD, des délais concernant la déclaration; et défaut de communication d'une licence ou de renseignements avant la mainlevée. Les principaux types d'infractions commises par les transporteurs étaient les suivants: ne pas amener les passagers et le personnel jusqu'aux douanes; déplacer, livrer ou exporter des marchandises sans autorisation; et retirer des marchandises d'un entrepôt d'attente ou d'un bureau de douane avant que la mainlevée ne soit autorisée.

22. Les importateurs peuvent demander un réexamen des décisions de l'ASFC concernant le classement tarifaire, l'origine ou la valeur en douane des produits importés. Depuis 2003, 10 577 demandes ont été présentées aux fins d'une révision du classement tarifaire, de l'origine ou de la valeur en douane; parmi ces demandes, 6 019 ont été approuvées en totalité, et 1 603 en partie. Il peut être fait appel des décisions résultant du réexamen auprès du Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE).<sup>13</sup> La décision du TCCE peut être contestée en appel auprès de la Cour d'appel fédérale.

## ii) Règles d'origine

23. Le Canada applique des règles d'origine préférentielles et non préférentielles. Les règles d'origine NPF (non préférentielles) ont pour but de distinguer les importations NPF de celles qui relèvent du Tarif général (voir la section iv)). Les produits sont considérés comme originaires d'un pays bénéficiaire du tarif NPF si au moins 50 pour cent du coût de production est encouru par la branche de production d'un ou de plusieurs pays bénéficiaires du tarif NPF, ou par la branche de

---

<sup>10</sup> Renseignements en ligne du Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis. Adresse consultée: [http://www.cbp.gov/xp/cgov/border\\_security/international\\_activities/csi/csi\\_in\\_brief.xml](http://www.cbp.gov/xp/cgov/border_security/international_activities/csi/csi_in_brief.xml).

<sup>11</sup> Renseignements en ligne de l'ASFC. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/newsroom/release-communique/2005/1020washington-e.html>.

<sup>12</sup> Mémoire D22-1-1, "Régime de sanctions pécuniaires administratives". Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d22-1-1>.

<sup>13</sup> ASFC (non daté b).

production canadienne.<sup>14</sup> Toutefois, aucun certificat d'origine n'est exigé. En outre, une règle distincte en matière de marquage s'applique à quelques produits importés.<sup>15</sup>

24. Le Canada maintient des règles d'origine préférentielles au titre d'accords de libre-échange et de concessions tarifaires unilatérales. En vertu des accords de libre-échange qu'il a conclus avec les États-Unis et le Mexique (ALENA), le Chili (ALECC), Israël (ALECI) et le Costa Rica (ALECCR), l'origine est basée sur un changement de classification tarifaire. Dans certains cas, une prescription relative à la teneur en valeur régionale peut s'appliquer en sus ou à la place d'un changement de classification tarifaire. Certains produits font l'objet de règles d'origine spécifiques.<sup>16</sup>

25. Au cours de la période à l'examen, des progrès ont été accomplis en vue de libéraliser les règles d'origine de l'ALENA pour certains produits.<sup>17</sup>

26. Pour les bénéficiaires du Tarif de préférence général (TPG), du Tarif des pays les moins développés (TMD) et du Tarif applicable aux pays des Caraïbes membres du Commonwealth (CARIBCAN), l'origine des produits contenant des matières non originaires est fondée sur un certain pourcentage du prix départ usine des produits originaires de pays bénéficiaires ou du Canada. En vertu du TPG et du CARIBCAN, au moins 60 pour cent du prix départ usine des produits doit avoir été encouru dans un ou plusieurs pays bénéficiaires du TPG ou du CARIBCAN, ou au Canada. En vertu du TMD, sauf pour certains textiles et vêtements, au moins 40 pour cent du coût de production doit avoir été encouru dans un ou plusieurs pays bénéficiaires du TMD ou au Canada; ces 40 pour cent peuvent comprendre jusqu'à 20 pour cent du prix départ usine des produits provenant d'autres pays bénéficiaires du TPG. Certains textiles et vêtements, qui ne pouvaient pas bénéficier antérieurement du TMD, sont désormais admis en franchise au titre de l'Initiative canadienne d'accès aux marchés pour les pays les moins développés.<sup>18</sup>

---

<sup>14</sup> Mémoire D11-4-3 de l'ASFC, "Règles d'origine aux fins du tarif de la nation la plus favorisée". Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d11-4-3/d11-4-3-e.pdf#search=Memorandum%20D1143%20Rules%20of%20Origin>.

<sup>15</sup> Mémoire D11-3-1 de l'ASFC, "Marquage des marchandises importées".

<sup>16</sup> ALECC, Annexe D-01; ALECCR, Annexe IV.1; ALECI, Annexe 3.1; et ALENA, Annexe 401.

<sup>17</sup> Il s'agit notamment des produits suivants: certaines boissons alcooliques, huiles de pétrole et résidus de première distillation, esters du glycérol, bijoux en perle, casques d'écoute avec microphones, châssis équipés de moteurs et photocopieurs (janvier 2003); thé, épices, assaisonnements, carraghénane, métaux précieux, régulateurs de vitesse et leurs assemblages de circuits imprimés, haut-parleurs, appareils électroménagers, thermostats, pièces d'équipement et de machineries, et jouets (janvier 2005); certaines matières textiles "dont il y a pénurie" (juillet 2005 (Canada et États-Unis uniquement)); et préparations de cacao, jus de canneberges, minerais, scories et cendres, cuir, liège, certains produits textiles, plumes d'oiseaux, verre et ouvrages de verre, cuivre et autres métaux, téléviseurs et instruments pour la régulation ou le contrôle automatique (juillet 2006). Voir aussi les renseignements en ligne d'Affaires étrangères et commerce international Canada. Adresse consultée: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/nafta-alena/tech-rect-en.asp>.

<sup>18</sup> Mémoire D11-4-4, 4 septembre 2003. Adresse consultée: <http://cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d11-4-4/d11-4-4-e.html>.

27. Pour les traitements tarifaires accordés à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, les règles d'origine sont similaires aux règles d'origine NPF canadiennes.<sup>19</sup> Les produits sont considérés comme originaires d'Australie si au moins 50 pour cent du coût de production est encouru par la branche de production australienne ou canadienne et si les produits ont été finis en Australie sous la forme dans laquelle ils sont importés au Canada. Il en va de même pour la Nouvelle-Zélande.

### iii) Évaluation en douane

28. Les règles canadiennes d'évaluation en douane sont contenues dans la Partie III de la Loi sur les douanes<sup>20</sup>, dans le Règlement sur la détermination de la valeur en douane, et dans d'autres Mémoires D-13 des douanes canadiennes.<sup>21</sup> Le Président de l'ASFC est chargé de publier les règles relatives à la détermination de la valeur en douane.

29. Le Canada applique des droits de douane basés sur la valeur transactionnelle des marchandises si ces marchandises sont vendues pour exportation au Canada à un acheteur au Canada et si le prix payé ou à payer pour ces marchandises peut être déterminé, ainsi que d'autres conditions stipulées.<sup>22</sup> L'article 48 5) de la Loi sur les douanes énonce les produits qui doivent être inclus ou non dans le prix des marchandises. Au cas où la méthode de la valeur transactionnelle ne peut pas être utilisée (pour environ 5 pour cent des importations), les autres méthodes visant à déterminer la valeur des marchandises tiennent compte de la hiérarchie indiquée dans l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC.<sup>23</sup> L'ordre d'application de la méthode déductive et de la méthode de la valeur calculée peut être inversé sur la base d'une demande écrite présentée par l'importateur.

30. Les autorités donnent des interprétations concernant la valeur en douane pour certaines importations ou des questions spécifiques en matière d'évaluation.<sup>24</sup> La valeur en douane des marchandises importées au Canada doit être exprimée en monnaie canadienne; les valeurs exprimées

---

<sup>19</sup> Mémoire D11-4-6, 17 février 2005. Adresse consultée: <http://www.cbsa.gc.ca/E/pub/cm/d11-4-6/d11-4-6-e.pdf#search='D1146'>.

<sup>20</sup> Renseignements en ligne du Ministère canadien de la justice. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/C-52.6/232434.html>.

<sup>21</sup> Mémoires D13 concernant la politique de l'établissement de la valeur. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/import/valuation/policy-e.html>.

<sup>22</sup> Le Mémoire 13-4-1 (avril 2001) expose la "méthode de la valeur transactionnelle" mentionnée à l'article 48 de la Loi sur les douanes. Le Mémoire D13-4-2 (avril 2001) donne une interprétation de la signification et de l'application de l'expression "vendues pour exportation au Canada", et le Mémoire D13-4-3 explique les types de paiements qui font partie du prix payé ou à payer, aux fins de la détermination de la valeur transactionnelle, en vertu de la Loi sur les douanes.

<sup>23</sup> Des renseignements sur les méthodes d'évaluation figurent dans le Mémoire D13-3-1, "Méthodes de détermination de la valeur en douane". Voir aussi AFSC (non daté c).

<sup>24</sup> Y compris pour les produits suivants: marchandises usagées; automobiles, véhicules à moteur et autres embarcations d'occasion; marchandises vendues au Canada, après avoir été importées temporairement, à des fins de conventions et d'exhibitions; certains produits d'information; articles de papier imprimés ou lithographiés; matériel promotionnel et logiciels; et importations destinées à être utilisées dans l'assemblage, la construction ou la fabrication d'une installation ou d'une machine dont le contrat de vente comprend la mise en place. Voir les renseignements en ligne de l'ASFC pour des interprétations spécifiques. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/import/valuation/issue-e.html>.

en monnaie étrangère sont multipliées par le taux de change en vigueur à la date à laquelle les marchandises entreprennent leur voyage direct et continu vers le Canada.<sup>25</sup> Les taux de change sont basés principalement sur le dernier taux de change communiqué au Ministre par la Banque du Canada.<sup>26</sup>

31. Les importateurs doivent déclarer une valeur en douane pour toutes les marchandises importées au Canada. Des agents des douanes désignés déterminent la valeur en douane des marchandises importées, en général en procédant après l'importation à une vérification fondée sur les risques des livres comptables et des registres de l'importateur; ils peuvent aussi effectuer de nouvelles déterminations dans un délai de quatre ans. Les agents des douanes doivent notifier leurs décisions aux importateurs ainsi que les raisons de ces décisions. Les importateurs peuvent demander une nouvelle détermination de la valeur en douane dans un délai de 90 jours, ce délai pouvant être prorogé dans certaines circonstances. Il peut être fait appel des décisions du Président de l'ASFC auprès du Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) dans un délai de 90 jours. Les décisions du TCCE peuvent être contestées auprès de la Cour d'appel fédérale et, ultérieurement, auprès de la Cour suprême du Canada.

#### iv) Droits de douane

32. Le Canada perçoit des droits de douane sur la valeur f.a.b. des importations au point d'expédition directe vers le Canada.<sup>27</sup>

33. Le Tarif des douanes a été adopté en décembre 1997 et est entré en vigueur en janvier 1998. Il est basé sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH). L'Agence des services frontaliers du Canada publie régulièrement des versions actualisées du Tarif des douanes contenant les modifications précédemment apportées.<sup>28</sup> Le Tarif des douanes de 2006 tient compte des modifications apportées au SH en 2002. Il comprend 8 455 lignes tarifaires au niveau des positions à huit chiffres du SH (chapitres 1 à 97).

34. Le Tarif des douanes canadien contient des dispositions qui arrondissent automatiquement les droits NPF et préférentiels *ad valorem* au demi-point de pourcentage inférieur (sauf pour certains véhicules automobiles et châssis) et qui éliminent tous les taux de droits inférieurs à 2 pour cent, le tout sur une base annuelle.<sup>29</sup>

---

<sup>25</sup> Avis des douanes N-557, mars 2004. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/cn557/cn557-e.pdf>.

<sup>26</sup> Mémorandum D13-2-3, "Taux de change à appliquer aux fins du calcul de la valeur en douane en vertu de la Loi sur les douanes". Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d13-2-3/d13-2-3-e.pdf>.

<sup>27</sup> Article 48 5) de la Loi sur les douanes.

<sup>28</sup> Adresse consultée: [http://www.cbsa.gc.ca/general/publications/customs\\_tariff-e.html](http://www.cbsa.gc.ca/general/publications/customs_tariff-e.html).

<sup>29</sup> Article 30 7) et suivants du Tarif des douanes.

a) Taux de droits NPF appliqués<sup>30</sup>

35. Les droits d'importation ont représenté 1,5 pour cent du total des recettes du gouvernement fédéral en 2005-2006.<sup>31</sup>

36. Le Canada applique au moins le traitement tarifaire NPF à tous les Membres de l'OMC. Parmi les non-Membres, la République démocratique populaire de Corée et la Libye ne bénéficient pas du traitement tarifaire NPF; elles sont assujetties, en vertu du Tarif général, à un droit de 35 pour cent sur tous les produits sauf ceux qui sont soumis à des taux NPF dépassant 35 pour cent, auquel cas le taux NPF est appliqué.<sup>32</sup> Le traitement tarifaire NPF a été étendu au Timor oriental en avril 2006.<sup>33</sup>

37. Le niveau moyen des droits NPF appliqués a été ramené de 6,8 pour cent en 2002 à 6,5 pour cent en 2006 (tableau AIII.1). En 2006, la moyenne des droits appliqués aux produits agricoles (définition de l'OMC) est passée à 22,4 pour cent (contre 21,7 pour cent en 2002); et celle des droits appliqués aux produits non agricoles est tombée à 3,8 pour cent (contre 4,2 pour cent en 2002). Cette baisse a résulté de réductions tarifaires pour 1 123 produits, faisant suite à la mise en œuvre d'engagements dans le cadre de l'OMC, qui ont entraîné une diminution des taux de droits appliqués et, en même temps, des taux de droits consolidés. En 2006, les lignes exemptées de droits représentaient 52,7 pour cent du total des lignes tarifaires (tableau III.1).

38. La proportion des lignes tarifaires faisant l'objet de droits non *ad valorem* est pratiquement la même qu'en 2002 (tableau III.1). En moyenne, les droits non *ad valorem* assurent une protection sensiblement plus élevée que les droits *ad valorem*: en 2006, le niveau moyen des équivalents *ad valorem* des taux de droits non *ad valorem* a été de 72,1 pour cent, contre 3,8 pour cent pour les taux de droits *ad valorem*. Environ 96 pour cent des taux de droits non *ad valorem* s'appliquent à des produits agricoles (définition de l'OMC).

**Tableau III.1**  
Structure du tarif douanier, 2002 et 2006  
(Pourcentage)

	2002	2006
Nombre total de lignes tarifaires <sup>a</sup>	8 364	8 455
Droits non <i>ad valorem</i> (en pourcentage du total des lignes tarifaires)	3,9	3,8

<sup>30</sup> L'analyse figurant dans cette sous-section est basée sur le Tarif des douanes de 2006, tel qu'il a été communiqué par le Canada pour la base de données intégrée (BDI) de l'OMC. Elle comprend des équivalents *ad valorem* de taux de droits non *ad valorem*, estimés par le Secrétariat sur la base des valeurs unitaires pour 2005. Les données utilisées pour estimer les valeurs unitaires proviennent de la communication présentée par le Canada pour la BDI. Les équivalents *ad valorem* n'ont pas pu être estimés pour 23 lignes tarifaires. Il n'en a pas été tenu compte dans le calcul des moyennes tarifaires et des écarts-types. Pour 20 autres lignes tarifaires assujetties à des droits non *ad valorem*, des équivalents *ad valorem* ont été estimés en utilisant l'élément *ad valorem* de ces droits. Pour les produits faisant l'objet de contingents tarifaires, l'analyse est basée, sauf indication contraire, sur les taux de droits hors contingent.

<sup>31</sup> Ministère des finances (2006 b).

<sup>32</sup> Le Tarif général est appliqué aux importations en provenance des pays qui ne figurent pas dans la Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés, une annexe du Tarif des douanes (voir l'article 29 du Tarif des douanes).

<sup>33</sup> *Gazette du Canada* n° 140 8), 19 avril 2006.

	2002	2006
Droits non <i>ad valorem</i> sans équivalent <i>ad valorem</i> (en pourcentage du total des lignes tarifaires)	0,5	0,5
Contingents tarifaires (en pourcentage du total des lignes tarifaires)	2,2	2,1
Lignes tarifaires bénéficiant de l'admission en franchise de droits (en pourcentage du total des lignes tarifaires)	49,0	52,7
Taux de droit moyen applicable aux lignes passibles de droits (en pourcentage)	13,3	13,7
"Crêtes" tarifaires intérieures (en pourcentage du total des lignes tarifaires) <sup>b</sup>	1,6	1,8
"Crêtes" tarifaires internationales (en pourcentage du total des lignes tarifaires) <sup>c</sup>	9,9	6,5
Lignes tarifaires consolidées (en pourcentage du total des lignes tarifaires)	99,7	99,7

a Y compris 23 lignes pour lesquelles les équivalents *ad valorem* n'ont pas pu être estimés.

b Les crêtes tarifaires intérieures correspondent aux droits supérieurs au triple de la moyenne globale des taux appliqués.

c Les crêtes tarifaires internationales correspondent aux droits supérieurs à 15 pour cent.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, fondés sur des données communiquées par les autorités canadiennes.

39. En 2006, environ 1,6 pour cent des lignes tarifaires étaient visées par des taux de droits NPF supérieurs à 20 pour cent; 6,5 pour cent par des taux supérieurs à 15 pour cent; 13,5 pour cent par des taux supérieurs à 10 pour cent; 35,6 pour cent par des taux supérieurs à 5 pour cent; et 47,1 pour cent par des taux supérieurs à 0 pour cent. Les produits soumis aux taux de droits *ad valorem* ou aux équivalents *ad valorem* les plus élevés étaient l'albumine d'œufs séchés (532,3 pour cent), les farines préparées à partir de volailles (377,8 pour cent) et les matières grasses du lait (313,5 pour cent). Le lait et la crème étaient assujettis à un taux de 292,5 pour cent.

40. Environ 2 pour cent des lignes tarifaires font l'objet de contingents tarifaires, qui visent tous des produits agricoles (chapitre IV 2) ii)).

41. La progressivité des droits n'est pas systématique: la moyenne des taux appliqués aux demi-produits est moins élevée que pour les matières premières, et celle des taux appliqués aux produits finis est plus élevée que pour les matières premières et les demi-produits (tableau AIII.1).

#### b) Consolidations dans le cadre de l'OMC

42. Le Canada a consolidé toutes ses lignes tarifaires à l'exception de 22 d'entre elles aux chapitres 1 à 97.<sup>34</sup> Les lignes non consolidées concernent les huiles minérales, les combustibles minéraux et l'énergie électrique (neuf lignes relevant du SH 27); les paquebots, les bateaux-citernes, les remorqueurs, les bateaux de forage et les bateaux plate-forme (12 lignes relevant du SH 89); et les timbres-poste (SH 9704.0000). Le taux de droit moyen consolidé est de 8,2 pour cent. Le taux de droit NPF appliqué aux navires de guerre (SH 8906.1000) est de 25 pour cent, soit un taux supérieur de dix points de pourcentage au taux de droit consolidé.

43. En janvier 2004, toutes les lignes tarifaires ont atteint leur taux de droit NPF consolidé final, conformément aux engagements pris par le Canada dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Les produits bénéficiant des réductions des droits NPF consolidés finals en janvier 2004 comprenaient les textiles et les vêtements, les chaussures, les produits chimiques, les matières plastiques, les articles en papier et carton et les produits sidérurgiques.

<sup>34</sup> En outre, trois lignes tarifaires sont partiellement consolidées (SH 2710.1999, SH 2710.9199 et SH 2710.9999).

44. Le Canada a communiqué à l'OMC une liste des positions tarifaires affectées par les modifications apportées au SH en 2002. Le Canada est visé par la dérogation collective du Conseil général suspendant l'application des disciplines contraignantes du GATT afin de permettre aux Membres de l'OMC de mettre en œuvre les modifications du SH 2002 au niveau national en attendant de les incorporer dans leurs listes de concessions.<sup>35</sup> Cette dérogation a expiré en décembre 2006.

c) Droits de douane préférentiels

45. Des préférences tarifaires peuvent être accordées par le Canada, soit unilatéralement soit dans le contexte d'accords commerciaux préférentiels.

*Préférences tarifaires unilatérales*

46. Le Canada accorde unilatéralement un traitement tarifaire préférentiel en vertu du Tarif de préférence général (TPG), du Tarif des pays les moins développés (TMD) et du Tarif applicable aux pays des Caraïbes membres du Commonwealth (CARIBCAN). Le TPG offre des préférences tarifaires en faveur de la plupart des pays en développement. La Mongolie en bénéficie depuis juin 2003, et l'Oman depuis mai 2006.<sup>36</sup> Lorsque Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie ont adhéré aux CE en mai 2004, le Canada a retiré les avantages du TPG à ces pays.<sup>37</sup> Les produits laitiers, la volaille, les œufs, le sucre raffiné et la plupart des textiles, des vêtements et des chaussures ne peuvent pas bénéficier du traitement tarifaire préférentiel. Environ 67 pour cent des lignes tarifaires sont admises en franchise au titre du TPG (tableau AIII.2). La moyenne simple des droits en vertu du TPG a été de 5,2 pour cent en 2006, soit à peu près la même qu'en 2002. Le TPG a été prolongé jusqu'en juin 2014.<sup>38</sup>

47. Le TMD accorde l'accès en franchise de droits aux importations en provenance des pays les moins avancés, tels qu'ils sont définis par l'ONU, à l'exception du Myanmar. Depuis l'élargissement du TMD en janvier 2003, près de 99 pour cent des lignes tarifaires bénéficient de l'admission en franchise (tableau AIII.2).<sup>39</sup> Le reste, soit 1 pour cent, est assujéti à un droit moyen d'environ 224 pour cent et couvre des droits hors contingent pour les produits laitiers, la volaille et les produits à base d'œufs, qui sont exclus du traitement préférentiel au titre du TMD (voir aussi le chapitre IV 2) ii)). La moyenne simple des droits au titre du TMD était tombée à 2,5 pour cent en 2006, contre 4,1 pour cent en 2002. Le TMD a été prolongé jusqu'en juin 2014.<sup>40</sup>

<sup>35</sup> Documents de l'OMC WT/L/469 du 17 mai 2002; WT/L/511 du 20 janvier 2003; WT/L/562 du 13 février 2004; WT/L/598 du 14 décembre 2004; et WT/L/638 du 6 décembre 2005.

<sup>36</sup> Agence des douanes et du revenu du Canada, Avis des douanes N-537, 22 septembre 2003, et Agence des services frontaliers du Canada, Avis de modification tarifaire TN-15, 15 juin 2006.

<sup>37</sup> Agence des services frontaliers du Canada, Avis des douanes N-569, 28 avril 2004.

<sup>38</sup> Projet de loi C-21, "Loi modifiant le Tarif des douanes", 29 avril 2004.

<sup>39</sup> Agence des services frontaliers du Canada, Avis des douanes CN-361, Décret portant modification de l'annexe du Tarif des douanes (Tarif des pays les moins développés), Réglementations modifiant le Tarif de préférence général, et Règlement modifiant le Règlement sur les règles d'origine applicables des pays les moins développés.

<sup>40</sup> Projet de loi C-21, "Loi modifiant le Tarif des douanes", 29 avril 2004.

48. Aucun changement important n'a affecté le niveau ou la portée des préférences tarifaires au titre du CARIBCAN. Ce programme accorde des réductions tarifaires aux pays et aux territoires des Caraïbes.<sup>41</sup> En 2006, le droit moyen appliqué aux importations en provenance des pays bénéficiaires du CARIBCAN était de 4,3 pour cent. Environ 87 pour cent des lignes tarifaires étaient exemptées de droits.

*Accords de libre-échange et autres arrangements*

49. Le Canada accorde un traitement tarifaire préférentiel aux produits admissibles en vertu d'accords avec l'Australie, le Chili, le Costa Rica, Israël, la Nouvelle-Zélande, et avec le Mexique et les États-Unis dans le cadre de l'ALENA (tableau AIII.2 et chapitre II 5) ii)).

50. En vertu de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, les droits de douane ont été supprimés pour tous les produits importés en provenance du Chili, sauf pour 98 lignes tarifaires visant principalement la volaille et les produits laitiers. Ces produits sont assujettis à une moyenne simple des droits de près de 220 pour cent. En 2006, la moyenne simple des droits appliqués aux importations en provenance du Chili était de 2,5 pour cent.

51. En vertu de l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica, la moyenne simple des droits appliqués aux importations en provenance du Costa Rica est tombée de 4,2 pour cent en 2002 à 3,5 pour cent en 2006. Environ 1 210 lignes tarifaires visant les importations en provenance du Costa Rica étaient encore assujetties à des droits de douane à la fin de 2006. Outre la volaille et les produits laitiers, ces lignes visaient les boissons, les textiles, les vêtements et les chaussures. La moyenne simple des taux de droits appliqués aux produits soumis à des droits était de 24,5 pour cent.

52. Les droits appliqués aux importations en provenance d'Israël ont été en moyenne de 3,1 pour cent en 2006. Des droits s'appliquaient à 594 lignes tarifaires, y compris la volaille et les produits laitiers, le poisson, les fruits et légumes, les céréales, les boissons et le tabac. La moyenne simple des droits appliqués aux produits soumis à des droits était de 44,6 pour cent. En novembre 2003, le Canada et Israël ont mis en œuvre des concessions tarifaires additionnelles pour les produits agricoles au titre de cet accord.

53. En vertu de l'ALENA, les droits sur les importations en provenance des États-Unis ont été supprimés, sauf pour 98 lignes tarifaires qui sont assujetties à des droits de 222,5 pour cent en moyenne. Ces droits reflètent principalement les droits hors contingent élevés qui s'appliquent à la volaille et aux produits laitiers. Les importations en provenance du Mexique ont été exemptées de droits pour 98,3 pour cent du total des lignes tarifaires en 2006, contre 93,8 pour cent en 2002. La moyenne des droits pour les 140 lignes tarifaires soumises à des droits était de 155,7 pour cent. Les produits concernés étaient sensiblement les mêmes que pour les États-Unis.

54. En vertu de l'Accord commercial Canada-Australie et de l'Accord de coopération commerciale et économique avec la Nouvelle-Zélande, la moyenne simple des droits appliqués aux importations a été de 6,1 pour cent en 2006. Ce taux est légèrement inférieur à la moyenne des taux de droits NPF, car les réductions ultérieures des taux de droits NPF ont érodé les préférences accordées en vertu de ces deux accords.

---

<sup>41</sup> Les bénéficiaires sont les suivants: Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Dominique, Grenade, Guyana, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges britanniques, Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago.

d) Remises de droits

55. En vertu du Tarif des douanes, le gouverneur en conseil peut adopter des décrets de remises accordant des réductions tarifaires pour des produits importés qui sont utilisés à certaines fins ou dans certaines conditions, tout en maintenant l'applicabilité générale des droits (chapitre IV 4)).<sup>42</sup> Neuf nouveaux décrets de remises pour des droits de douane ont été adoptés entre le milieu de 2002 et le milieu de 2006.

56. En outre, le Canada applique un report des droits (article 3) vi)). Dans le cadre de ce programme, les importations peuvent être placées dans un entrepôt de stockage des douanes sans versement de droits de douane ou de taxes, normalement pour une période de quatre ans au maximum.<sup>43</sup> Les droits sont payables une fois que les produits entrent sur le marché intérieur. Quelques activités peuvent être effectuées dans un entrepôt de stockage, parmi lesquelles le remontage, le marquage, l'étiquetage, l'emballage, le calibrage, la dilution et la démonstration. On comptait environ 400 entrepôts de stockage au Canada au milieu de 2006, qui étaient exploités à moitié par le secteur privé et à moitié par les pouvoirs publics.

v) **Autres impositions touchant les importations**

a) TPS/TVH et taxes de vente provinciales

57. La taxe sur les produits et services (TPS), prélevée au titre de la Loi sur la taxe d'accise<sup>44</sup>, constitue l'impôt indirect le plus important du Canada en termes de recettes, avec près de 30 milliards de dollars canadiens pour l'exercice financier 2004-2005 (contre 25 milliards de dollars canadiens pour l'exercice financier 2001-2002), soit 15 pour cent environ du total des recettes du budget fédéral. Elle s'applique à la plupart des produits et services au taux de 6 pour cent, après avoir été réduite d'un point de pourcentage à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006.<sup>45</sup> Certains produits en sont exemptés.<sup>46</sup> En Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve, la TPS a été fusionnée avec la taxe de vente provinciale. Cette taxe de vente harmonisée (TVH) s'applique, au taux de 14 pour cent, aux biens et services qui sont fournis dans la province ou qui y sont importés.

58. La TPS/TVH est payable sur la valeur après paiement des droits de douane des produits importés, plus les droits de douane et les taxes perçues au titre du Tarif des douanes, de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi de 2001 sur l'accise ou de toute autre loi relative aux douanes. L'application de la TPS/TVH n'établit aucune distinction entre les fournisseurs nationaux et étrangers.

---

<sup>42</sup> Article 115 du Tarif des douanes.

<sup>43</sup> Voir les renseignements en ligne de l'Agence des services frontaliers du Canada, "Importer dans un entrepôt de stockage". Adresse consultée: [http://www.cbsa.gc.ca/import/duty\\_deferral/tab9-e.html](http://www.cbsa.gc.ca/import/duty_deferral/tab9-e.html).

<sup>44</sup> Loi sur la taxe d'accise. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/E-15/index.html>.

<sup>45</sup> Renseignements en ligne de l'Agence du revenu du Canada. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/agency/budget/2006/gstratega-f.html>.

<sup>46</sup> On peut citer, par exemple: les loyers d'habitation de longue durée, les acquisitions de logements anciens, la plupart des services médicaux et dentaires, les services de garde d'enfants, la plupart des services d'enseignement; les services municipaux de transport; et la plupart des services financiers - notamment les prêts, hypothèques et assurances.

59. Les taxes de vente sont perçues par six provinces qui n'appliquent pas la TVH; l'Alberta et le Nunavut n'ont pas de taxe de vente. Les taux des taxes de vente pratiqués par les provinces sont présentés dans le tableau III.2. Il est des cas où des produits et services spécifiques bénéficient de remboursements et d'exonérations. Dans d'autres, un taux d'imposition plus élevé frappe tel ou tel bien. C'est le cas, par exemple, de l'Ontario pour les spiritueux (10 et 12 pour cent) et de la Colombie britannique pour l'alcool (10 pour cent) et les véhicules de tourisme de plus de 55 000 dollars canadiens (8-10 pour cent). En général, la taxe de vente provinciale est assise sur la valeur après paiement des droits de douane des produits importés. Le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard appliquent des taxes de vente provinciales sur la valeur TPS incluse.

**Tableau III.2**  
**Taxes de vente des provinces, novembre 2006**

Province/territoire	Taux généralement applicable aux importations	Source
Alberta	Pas de taxe de vente	
Colombie-britannique	7%	<a href="http://www.rev.gov.bc.ca/ctb/publications/brochures/SmallBusinessGuide.pdf">http://www.rev.gov.bc.ca/ctb/publications/brochures/SmallBusinessGuide.pdf</a>
Manitoba	7%	<a href="http://www.gov.mb.ca/finance/taxation/taxes/retail.html">http://www.gov.mb.ca/finance/taxation/taxes/retail.html</a>
Nouveau-Brunswick	8%	TVH
Terre-Neuve	8%	TVH
Territoires du Nord-Ouest	Pas de taxe de vente	<a href="http://www.fin.gov.nt.ca/taxrates.shtml">http://www.fin.gov.nt.ca/taxrates.shtml</a>
Nouvelle-Écosse	8%	TVH
Nunavut	Pas de taxe de vente	
Ontario	8%	<a href="http://www.trd.fin.gov.on.ca/userfiles/HTML/cma_3_4381_1.html">http://www.trd.fin.gov.on.ca/userfiles/HTML/cma_3_4381_1.html</a>
Île-du-Prince-Édouard	10%	<a href="http://www.gov.pe.ca/pt/taxandland/index.php3?number=76948&amp;lang=E">http://www.gov.pe.ca/pt/taxandland/index.php3?number=76948&amp;lang=E</a>
Québec	7,5%	<a href="http://www.revenu.gouv.qc.ca/eng/travailleur_autonome/oblig-fiscales/tvq-tps/info.asp">http://www.revenu.gouv.qc.ca/eng/travailleur_autonome/oblig-fiscales/tvq-tps/info.asp</a>
Saskatchewan	6%	<a href="http://www.gov.sk.ca/finance/revenue/pst/bulletins/pstnotice.pdf">http://www.gov.sk.ca/finance/revenue/pst/bulletins/pstnotice.pdf</a>
Yukon	Pas de taxe de vente	

Source: Gouvernement canadien.

#### b) Taxes et droits d'accise

60. Des droits d'accise fédéraux sont imposés sur la bière à titre de prélèvement à la production pour les produits de fabrication nationale et d'importation en vertu de la Loi sur l'accise.<sup>47</sup> La bière brassée au Canada, mais pas la bière importée, bénéficie de taux d'imposition réduits et progressifs.<sup>48</sup> Les taux appliqués à la bière, au vin, aux spiritueux et au tabac ont été modifiés tout récemment à la suite de l'adoption du budget fédéral le 12 mai 2006.<sup>49</sup>

61. Les droits d'accise sur les vins non exemptés varient de 0,0205 à 0,62 dollar canadien le litre selon la teneur en alcool: les vins entièrement canadiens (y compris les cidres, les "coolers"

<sup>47</sup> Loi sur l'accise. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/E-14/51156.html>.

<sup>48</sup> Avis sur les droits d'accise EDBN8, juillet 2006. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/F/pub/em/edbn8/edbn8-f.pdf>.

<sup>49</sup> Avis sur les droits d'accise de mai 2006. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/E/pub/em/edn9/edn9-e.pdf>.

(boissons) à base de vin, les vins de fruit et le saké) emballés le 1<sup>er</sup> juillet 2006 ou après sont exonérés. La demande d'exonération doit être accompagnée de la preuve que les vins sont fabriqués entièrement à partir de produits cultivés au Canada.<sup>50</sup>

62. Des droits d'accise fédéraux sur les spiritueux et le tabac sont imposés à titre de prélèvement à la production en vertu de la Loi de 2001 sur l'accise.<sup>51</sup> Un droit spécial de 0,12 dollar canadien par litre d'alcool éthylique absolu est également prélevé sur les spiritueux d'importation fournis à un utilisateur titulaire de licence ou importés par lui.

63. Comme indiqué dans le rapport du Secrétariat concernant le précédent examen de la politique commerciale du Canada, la Loi de 2001 sur l'accise a été l'aboutissement de l'examen, entrepris par le gouvernement en 1993, des cadres législatif et administratif de la fiscalité fédérale sur les boissons alcooliques et les produits du tabac. Les caractéristiques essentielles de cette loi comprennent le maintien d'un prélèvement à la production sur les boissons alcooliques et le tabac, le remplacement du prélèvement à la vente des vins par un prélèvement à la production à un taux équivalent, des dispositions administratives modernes et une structure d'application renforcée.

64. Aux droits d'accise s'ajoutent des taxes d'accise imposées en vertu de la Loi sur la taxe d'accise en tant que prélèvement à la vente. Les produits suivants sont assujettis à des taxes d'accise fédérales: essence, gazole et carburant d'aviation, véhicules automobiles lourds, climatiseurs pour véhicules automobiles et primes d'assurance. La taxe d'accise sur la bijouterie a été supprimée en mai 2006<sup>52</sup>; et les taxes d'accise sur les produits du tabac et les vins ont été abrogées et remplacées par un droit d'accise en juin 2003.<sup>53</sup>

65. Toutes les provinces imposent également des taxes d'accise sur certains produits, en général le carburant et le tabac, à un taux qui varie d'une province à l'autre.

#### **vi) Restrictions quantitatives et régime de licences**

66. Au Canada, les prescriptions en matière de licences et les restrictions quantitatives répondent le plus souvent à des préoccupations non économiques (tableau III.3 et section 2) ix)). La dernière réponse du Secrétariat au questionnaire de l'OMC sur les procédures de licences d'importation a été soumise en octobre 2006.<sup>54</sup> Les autorités font savoir que les produits ci-après font l'objet de restrictions quantitatives non encore notifiées à l'OMC: chanvre (SH 5302); allumettes au phosphore blanc (SH 9897.0000); matelas usagés (SH 9897.0000); et ouvrages obscènes ou incitant à la haine (SH 9899.0000). Les diamants bruts importés au Canada doivent être accompagnés d'un Certificat du

<sup>50</sup> Avis sur les droits d'accise EDN11 de mai 2006. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/E/pub/em/edn11/edn11-e.pdf>; et Avis sur les droits d'accise EDN15 de juin 2006. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/E/pub/em/edn15/edn15-e.pdf>.

<sup>51</sup> Loi de 2001 sur l'accise. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/E-14.1/index.html>.

<sup>52</sup> Avis de l'ADRC ET/SL-060. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/E/pub/et/etsl60/etsl60-e.pdf>.

<sup>53</sup> Avis de l'ADRC ET/SL-0049. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/E/pub/et/etsl49/etsl49-e.pdf>; et Avis de l'ADRC ET/SL-0048. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/E/pub/et/etsl48/etsl48-e.pdf>.

<sup>54</sup> Document de l'OMC G/LIC/N/3/CAN/5 du 26 octobre 2006.

processus de Kimberley validé par un gouvernement étranger participant aussi au régime de certification prévu par le processus de Kimberley.

**Tableau III.3**  
**Importations assujetties au régime de licences pour raisons non économiques, 2006**

Produits	Régime de licence destiné à réduire le volume des importations	Fondement juridique	Objet (selon les indications des autorités canadiennes)
Substances réglementées (par exemple amphetamine, métamphetamine et acides barbituriques), stupéfiants et drogues soumises à restrictions (utilisées uniquement pour la recherche et non destinées à la vente dans le commerce) et précurseurs chimiques	Oui	Loi réglementant certaines drogues et autres substances	Limiter au minimum le détournement tout en veillant à ce que les importations ne dépassent pas les besoins nationaux dans les domaines médical, scientifique et industriel; assurer le respect des obligations internationales
Explosifs, notamment les explosifs de mine, détonateurs, propulseurs, cartouches pour fusil de chasse et usages industriels, feux d'artifices et articles de pyrotechnie	Non	Loi sur les explosifs	Faire en sorte que les explosifs importés ne présentent pas de risques pour la sécurité
Matériel et documentation nucléaires, appareils radioactifs et matières fissiles (par exemple le deutérium, le thorium, l'uranium et leurs dérivés et composés respectifs; les radionucléides; les matières capables de libérer de l'énergie nucléaire; les sous-produits radioactifs de l'exploitation, la production ou l'utilisation d'énergie nucléaire; et les matières radioactives utilisées pour l'exploitation, la production ou l'utilisation d'énergie nucléaire)	Non	Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires	Veiller à ce que les produits assujettis au régime de licences soient destinés aux personnes ou organisations autorisées et à ce que leur utilisation ne présente pas de risques excessifs pour la santé, la sécurité et l'environnement; honorer les obligations internationales
Produits en aciers au carbone, s'entendant des: demi-produits en acier (lingots, blooms, billettes, brames et largets), tôles fortes, tôles minces et bandes, fil machine, fils et produits tréfilés, éléments de voies ferrées, barres, profilés et éléments de construction et tuyaux et tubes; et produits en aciers spéciaux, s'entendant des: produits laminés plats en aciers inoxydables (tôles minces, bandes et tôles fortes), barres en aciers inoxydables, tuyaux et tubes en aciers inoxydables, fils et produits tréfilés en aciers inoxydables, aciers alliés à outils, aciers à moules et aciers à coupe rapide.	Non	Loi sur les licences d'exportation et d'importation	Surveiller le volume et l'origine des importations des produits en aciers au carbone et en aciers spéciaux.
Parasites des végétaux, végétaux et produits végétaux	Non	Loi sur la protection des végétaux	Se protéger contre l'introduction de parasites des végétaux
En provenance de pays autres que les États-Unis: animaux (à l'exception des chiens et des chats domestiques, de certains rongeurs, des reptiles autres que les tortues et leurs œufs, et des amphibiens), sperme d'animaux (à l'exception du sperme d'animaux de l'espèce canine), embryons, produits biologiques vétérinaires obtenus par la biotechnologie et certains produits d'origine animale et leurs sous-produits, selon l'espèce et le pays d'origine; et en provenance des États-Unis: sperme d'animaux (à l'exception du sperme d'animaux des espèces chevaline et canine), embryons, produits biologiques vétérinaires, psittacidés autres que les oiseaux de compagnie, tortues de mer, tortues, mouffettes, renards et rats laveurs, certains ruminants et porcins, abeilles mellifères, chiens (cargaisons commerciales), et certains produits d'origine animale et leurs sous-produits selon l'espèce	Non	Loi sur la santé des animaux	Se protéger contre l'introduction de maladies

Produits	Régime de licence destiné à réduire le volume des importations	Fondement juridique	Objet (selon les indications des autorités canadiennes)
Produits alimentaires d'origine animale ou végétale	Non	Loi sur les aliments et drogues et autres statuts administrés par l'ACIA	Faire en sorte que les produits alimentaires importés répondent aux normes canadiennes en matière de sécurité, qualité et étiquetage
Spécimens des espèces et leurs sous-produits figurant aux annexes I et II de la Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial	Oui	Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial	Autoriser l'importation des espèces menacées d'extinction et de leurs sous-produits dans des conditions convenues à l'échelon international; dans le cas des espèces figurant à l'annexe II, assurer qu'il existe des sauvegardes et des mesures de sécurité suffisantes pour empêcher les échappées dans la nature
Produits de santé naturels	Non	Règlements sur les aliments et drogues et Règlements sur les produits de santé naturels	Faire en sorte que les substances importées répondent aux normes canadiennes en matière de sécurité, qualité et étiquetage

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements communiqués par le Canada.

67. Une licence est requise pour importer des produits agricoles au taux de droit contingentaire (chapitre IV 2) ii)).

68. L'importation de gaz naturel est soumise à autorisation<sup>55</sup>, la demande devant être présentée à l'Office nationale de l'énergie. L'autorisation est accordée au cas par cas en fonction de l'incidence sur l'industrie du gaz canadienne, le coût à la consommation, la distribution, etc.<sup>56</sup> Pour de gros volumes et des importations à long terme, l'autorisation est accordée sous la forme d'une licence. Dans ce cas, la procédure prévoit une audience publique et prend quatre mois au minimum; l'approbation du gouverneur en conseil est également requise.

69. Le Tarif des douanes (SH 9897.0000) interdit l'importation des véhicules automobiles usagés ou d'occasion, à l'exception, notamment, des véhicules usagés ou d'occasion de 15 ans ou plus, et de ceux en provenance des États-Unis, pour autant qu'ils répondent aux normes de sécurité du Canada.<sup>57</sup>

70. Le régime de licences utilisé pour appliquer les restrictions quantitatives sur les importations de textiles et de vêtements a été aboli après la suppression en 2005 des dernières de ces restrictions dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements.<sup>58</sup>

<sup>55</sup> Loi sur l'Office national de l'énergie, section 116; et Règlement de l'Office national de l'énergie concernant le gaz et le pétrole (partie VI de la Loi), section 5.

<sup>56</sup> Document de l'OMC G/LIC/N/3/CAN/5 du 26 octobre 2006.

<sup>57</sup> Voir aussi Agence des services frontaliers du Canada, Mémoire D9-1-11, Importation des véhicules automobiles usagés ou d'occasion, 2 juillet 1998.

<sup>58</sup> *Gazette du Canada* 139(7) du 6 avril 2005.

**vii) Mesures contingentes**

**a) Mesures antidumping et mesures compensatoires**

71. La Loi sur les mesures spéciales d'importation (LMSI) constitue, avec le Règlement et les Directives qui l'accompagnent<sup>59</sup>, le principal instrument juridique du Canada régissant le recours aux mesures antidumping et aux mesures compensatoires. Le Président de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) sont chargés de l'administration de la LMSI.<sup>60</sup> Le rôle de l'ASFC est d'examiner les plaintes déposées par les milieux professionnels canadiens et, si elles sont justifiées, d'ouvrir des enquêtes pour déterminer si les importations incriminées ont fait l'objet de mesures de dumping et de subventionnement. Le TCCE a pour mandat d'établir les déterminations préliminaires et finales quant à la question de savoir si les importations ayant fait l'objet de mesures de dumping ou de subventionnement ont causé, ou menacent de causer, un dommage à l'industrie canadienne. L'ASFC peut imposer des droits provisoires sur les importations à compter de la date de sa détermination préliminaire. Le TCCE estime que les droits imposés au titre des mesures antidumping et des mesures compensatoires depuis 1994 n'ont concerné qu'une petite fraction (moins de 0,5 pour cent) des importations canadiennes de marchandises.

72. Les décisions du TCCE peuvent faire l'objet d'une révision judiciaire par la Cour d'appel fédérale. Les décisions finales de l'ASFC peuvent faire l'objet d'une révision judiciaire par la Cour d'appel fédérale tandis que ses autres décisions peuvent faire l'objet d'une révision judiciaire par la Cour fédérale. De janvier 2003 à novembre 2006, cinq décisions du TCCE ont été contestées devant la Cour d'appel fédérale. Sur la même période, trois décisions de l'ASFC l'ont également été devant la Cour d'appel fédérale et six devant la Cour fédérale. Pour ce qui est des marchandises en provenance des États-Unis et du Mexique, une révision judiciaire par un groupe spécial binational peut être demandée dans la cadre de l'ALENA.

73. Les plaintes sont le plus souvent déposées par les milieux professionnels canadiens ou en leur nom; cependant, dans un petit nombre de cas, le Président de l'ASFC peut ouvrir une enquête de sa propre initiative. Dans certaines circonstances, le TCCE peut conseiller au Président de l'ASFC d'ouvrir une enquête. Au cours de la période considérée, les enquêtes ouvertes l'ont toutes été à la suite de procédures engagées par les milieux professionnels canadiens.

74. Après une détermination préliminaire, les exportateurs ou gouvernements étrangers disposent d'un délai maximum de 60 jours pour proposer des engagements visant à éliminer le dumping/subventionnement ou le dommage causé à la branche de production canadienne. Les engagements ne sont acceptés que s'ils sont soumis par des exportateurs ou des gouvernements étrangers représentant la totalité ou l'essentiel du commerce du produit faisant l'objet de l'enquête, ce

---

<sup>59</sup> Voir LMSI, et Règlement et Directives de la LMSI. Source: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/sima/act-regs-e.html>.

<sup>60</sup> ASFC, Programme des droits antidumping et compensateurs, Direction des programmes commerciaux. Source: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/sima/menu-e.html>.

qui signifie pour l'ASFC ceux qui représentent normalement 85 pour cent du volume des importations au Canada qui font l'objet d'un dumping ou d'un subventionnement.<sup>61</sup>

75. Le Canada applique un système prospectif dans lequel les exportateurs étrangers sont informés des valeurs normales des produits qu'ils exportent vers le Canada. Si les ventes futures se font à des niveaux de prix égaux ou supérieurs à la valeur normale du produit, aucun droit n'est perçu.

76. Des enquêtes pour motifs de dumping ou de subventionnement peuvent être engagées de front, et les mêmes produits peuvent faire l'objet à la fois de droits antidumping et de mesures compensatoires. À la fin juin 2006, c'était le cas des pièces d'attache en acier en provenance de Chine (constatation du 7 janvier 2005); des planchers laminés en provenance de Chine (constatation du 16 juin 2005); des tôles d'acier au carbone laminées à chaud en provenance d'Inde (constatation du 17 août 2001); du sucre raffiné en provenance des CE (droits compensatoires) et du Danemark, des Pays-Bas et du Royaume-Uni (droits antidumping) (constatations des 6 novembre 1995, 3 novembre 2000 et 2 novembre 2005).

77. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, les marchandises en provenance du Chili sont soustraites à la législation antidumping.<sup>62</sup> Le Chili n'échappe toutefois pas aux mesures compensatoires.

78. À la fin juin 2006, le Canada maintenait en vigueur 48 mesures antidumping, auxquelles s'ajoutait un engagement en matière de prix (pour les tubes de papier à cigarette en provenance de la France)<sup>63</sup>, ce qui représente une diminution sensible par rapport aux 91 mesures en place lors du dernier examen de la politique commerciale de Canada (en 2003) et des 85 mesures à l'époque de celui de l'année 2000. Quelque 24 pays et territoires douaniers sont touchés par ces mesures. Ceux qui font l'objet du plus grand nombre d'actions sont la Chine (12), les CE (6) et les États-Unis (4). Une trentaine de droits frappent des produits de l'acier.

79. Sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 30 juin 2006, 36 enquêtes antidumping ont été menées, dont près de la moitié visait des produits de la sidérurgie. Trente de ces enquêtes se sont soldées par l'imposition de droits provisoires. Dans 18 de ces cas, aucune mesure définitive n'a été appliquée: dans quatre, la marge de dumping était insignifiante; quatre affaires ont été classées, le volume des importations incriminées étant négligeable; dans huit, aucun dommage n'a été constaté; et dans un, le dumping n'était pas constitué (tableau III.4).

80. Les ordonnances et les constatations viennent à expiration au terme d'un délai de cinq ans si elles ne sont pas réexaminées et prorogées par l'ASFC et le TCCE dans l'intervalle. Si le TCCE décide de procéder à un réexamen<sup>64</sup>, l'ASFC doit déterminer si la mesure de dumping risque d'être

<sup>61</sup> Mémorandum D14-1-9 de l'ASFC sur les renseignements ayant trait à l'acceptation, à l'exécution et au renouvellement des engagements dans les enquêtes sur le dumping et le subventionnement. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d14-1-9/README.html>.

<sup>62</sup> Règlement soustrayant les marchandises du Chili aux mesures antidumping. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/s-15/SOR-97-326/text.html>. Le texte porte sur les enquêtes, les réexamens, les demandes de renseignements, les droits et/ou les mesures.

<sup>63</sup> Document de l'OMC G/ADP/N/145/CAN du 1<sup>er</sup> septembre 2006.

<sup>64</sup> Le TCCE peut réexaminer ses constatations de sa propre initiative ou à la demande du Ministre des finances, du Président de l'ASFC, de tout autre personne ou de tout gouvernement. Le Ministre des finances peut aussi demander au Tribunal de réexaminer une constatation à la lumière d'une recommandation de l'ORD de l'OMC.

maintenue ou réintroduite et le TCCE est chargé de déterminer s'il y a un dommage ou un risque de dommage pour la branche d'activité nationale. De juillet 2002 à août 2006, l'ASFC (et auparavant l'ACDR) ont engagé et réalisé 18 réexamens relatifs à l'expiration: 12 constatations ou ordonnances, touchant 21 pays, ont été annulées, un grand nombre d'entre elles visant des produits de l'acier.<sup>65</sup> À la fin juin 2006, 21 droits définitifs antidumping étaient en place depuis plus de cinq ans.

**Tableau III.4**  
**Ouverture d'enquêtes antidumping, 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 30 juin 2006**

Pays/ territoire douanier	Produit	Date d'ouverture	Dates des mesures provisoires, marge de dumping	Date d'imposition du droit définitif, marge de dumping	Absence de mesure finale	Volume des échanges	Importations faisant l'objet d'un dumping en % de la consommation intérieure
Afrique du Sud	Acier structurel creux	21.05.03	19.08.03, 0,5-41,8%	23.12.03, 9,5-88,7%		CF	CF
Allemagne	Planchers laminés	04.10.04	16.02.05, 0,0%-8,7%		17.05.05 <sup>a</sup>	..	CF
Autriche	Planchers laminés	04.10.04	16.02.05, 4,7%		17.05.05 <sup>a</sup>	..	CF
Belgique	Planchers laminés	04.10.04	16.02.05, 6,6%		17.05.05 <sup>a</sup>	..	CF
Bulgarie	Tôles d'acier au carbone laminées à chaud	13.06.03	11.09.03, 74,6%	09.01.04, 74,6%		CF	CF
Chine	Accessoires de tuyauterie en cuivre	08.06.06				1 805 712 kg	
	Éléments d'attache en acier	28.04.04	10.09.04, 0,06%-94%	07.01.05 0,04%-187% <sup>c</sup>	07.01.05 <sup>b</sup>	39 241 532 kg	2%
	Planchers laminés	04.10.04	16.02.05, 26,6%	16.06.05, 0,0%-17,0%		..	CF
	Réservoirs d'essence (acier)	19.12.03	03.05.04, 0,3%-83,4%		31.08.04 <sup>d</sup>	CF	CF
	Barbecues	13.04.04	27.08.04, 0,0%-87,4%		19.11.04 <sup>a</sup>	380105 unités	15,2%
	Stores vénitiens et lamelles en bois	21.11.03	19.02.04, 120%	18.06.04, 28%, 120%	18.06.04 <sup>d</sup> stores	..	..
	Raccords de tuyaux, manchons et raccords d'adaptateur en acier	18.12.02	18.03.03, 1%-333%	16.07.03, 4% -158%		CF	CF
	Xanthates	21.06.02	04.11.02, 3% -49%	04.03.03, 44,7%		429 690 kg	11%
Corée, Rép. de	Accessoires de tuyauterie en cuivre	08.06.06				959 310 kg	
États-Unis	Maïs-grain	16.09.05	15.12.05 0,58 dollar EU par boisseau		18.04.06 <sup>d</sup>	92,1 (en millions de boisseaux)	20%

<sup>65</sup> Renseignements en ligne de l'AFSC sur les réexamens relatifs à l'expiration. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/sima/expiry-e.html>. Les constatations et les ordonnances qui ont été annulées concernaient les produits suivants: certains aliments préparés pour bébés; isolant préformé en fibre de verre pour tuyaux avec pare-vapeur; certaines tôles d'acier au carbone; certaines feuilles d'acier laminées à chaud; certains produits de tôle d'acier résistant à la corrosion; certains produits de tôle d'acier laminés à froid; barres d'armature pour béton; bottes pour dames; tubes soudés en acier au carbone; certaines tôles d'acier laminées à chaud; certains lave-vaisselle et sècheuses; et l'ail. Lignes directrices sur le rôle de l'AFSC dans les réexamens relatifs à l'expiration, adresse consultée: [http://www.cbsa-asfc.gc.ca/sima/ expiryguide-e.html](http://www.cbsa-asfc.gc.ca/sima/expiryguide-e.html); et Lignes directrices du TCCE sur les réexamens relatifs à l'expiration, adresse consultée: [http://www.citt-tcce.gc.ca/doc/english/Publicat/dump\\_e.pdf](http://www.citt-tcce.gc.ca/doc/english/Publicat/dump_e.pdf).

Pays/ territoire douanier	Produit	Date d'ouverture	Dates des mesures provisoires, marge de dumping	Date d'imposition du droit définitif, marge de dumping	Absence de mesure finale	Volume des échanges	Importations faisant l'objet d'un dumping en % de la consommation intérieure
France	Tubes en polyéthylène réticulé	03.03.06	01.06.06, 213%			109 121 kg	CF
	Accessoires de tuyauterie en cuivre	08.06.06				2 207 095 kg	
	Fils en acier inoxydable	21.11.03	02.04.04, 0,1%-149%	30.07.04 <sup>c</sup>		2 079 893 kg	CF
	Planchers laminés	01.10.04	16.02.05, 7,5%	16.06.05, 7,0%			CF
	Produits de pizzas	02.01.04	17.05.04, 0,3%-199,5%		18.08.04 <sup>d</sup>	CF	CF
Hong Kong, Chine	Chaussures étanches	26.04.02	09.09.02, 42%-187%		07.01.03 <sup>b</sup>	CF	CF
Inde	Fils en acier inoxydable	21.11.03	02.04.04, 108%	30.07.04 <sup>c</sup>		163 893 kg	CF
	Acier structurel creux	21.05.03	19.08.03, 44%	23.12.03, 89%		CF	CF
	Fil en acier inoxydable	21.11.03			02.04.04 <sup>e</sup>		
Luxembourg	Planchers laminés	04.10.04			16.02.05 <sup>b</sup>	..	
Macao, Chine	Chaussures étanches	26.04.02	09.09.02, 26%-187%		07.01.03 <sup>d</sup>	CF	CF
Mexique	Stores vénitiens et lamelles en bois	21.11.03	19.02.04, 120%	18.06.04, 1%-120%	18.06.04 (stores) <sup>d</sup>	..	..
Pologne	Planchers laminés	04.10.04	16.02.05, 4,0%		17.05.05 <sup>e</sup>	..	0,0%
Roumanie	Tôles d'acier au carbone laminées à chaud	13.06.03	11.09.03, 40,9%-74,6%	09.01.04, 39,3%-74,6%		CF	CF
Suisse	Fils en acier inoxydable	21.11.03	02.04.04, 108%	30.07.04 <sup>c</sup>		133 400 kg	CF
Taipei chinois	Éléments d'attache en acier	28.04.04	10.09.04, 0,01%-118%	07.01.05, 0,04%-260% <sup>c</sup>		132 664 862 kg	46%
	Réservoirs d'essence (acier)	19.12.03	03.05.04, 83,4%		31.08.04 <sup>d</sup>	CF	CF
	Fils en acier inoxydable	21.11.03			02.04.04 <sup>b</sup>	73 631 kg	CF
République tchèque	Tôles d'acier au carbone laminées à chaud	13.06.03	11.09.03, 74,6%	09.01.04, 74,6%		CF	CF
Turquie	Acier structurel creux	21.05.03	19.08.03, 0,4-43,7%	23.12.03, 0,9-43,3%		CF	CF
Viet Nam	Chaussures étanches	26.04.02	09.09.02, 72%-187%		07.01.03 <sup>d</sup>	CF	CF

a Absence de mesure finale: marge de dumping insignifiante.

b Absence de mesure finale: volume négligeable.

c Absence de mesure finale: certains produits exclus.

d Absence de mesure finale: pas de dommage.

e Absence de mesure finale: pas de dumping.

CF Données confidentielles.

Source: Documents de l'OMC: G/ADP/N/145/CAN du 1<sup>er</sup> septembre 2006; G/ADP/N/139/CAN du 9 mars 2006; G/ADP/N/132/CAN du 12 août 2005; G/ADP/N/126/CAN du 25 février 2005; G/ADP/N/119/CAN du 13 août 2004; G/ADP/N/112/CAN du 27 janvier 2004; G/ADP/N/105/CAN du 18 août 2003; G/ADP/N/98/CAN du 18 février 2003; et G/ADP/N/92/CAN du 25 juillet 2002.

81. Le Tribunal peut à tout moment réexaminer ses constatations relatives à l'existence d'un dommage ou ses ordonnances, soit de sa propre initiative ou à la demande du Ministre des finances,

de toute personne ou de tout gouvernement. Comme l'a signalé le TCCE, un réexamen intérimaire peut se justifier lorsque des éléments indiquent de manière raisonnable que des faits nouveaux sont apparus ou qu'il y a eu un changement des circonstances à l'origine de la constatation ou de l'ordonnance, ou lorsqu'il y a des données de fait qui, bien qu'existantes, n'ont pas été mises en évidence lors de l'examen précédent ou de l'enquête et ne pouvaient être connues par l'exercice d'une diligence raisonnable à ce moment-là.<sup>66</sup> De mars 2002 à mars 2006, le TCCE a procédé à onze réexamens intérimaires. Dans deux cas, les constatations/ordonnances ont été annulées; dans six, elles ont été confirmées avec des amendements; et dans trois, elles ont été confirmées sans amendement.<sup>67</sup>

82. De mars 2002 à mars 2006, le TCCE a reçu deux demandes d'enquête en matière d'intérêt public à la suite de ses constatations dans une affaire concernant des fils en acier inoxydable en provenance de Corée, de Suisse et des États-Unis. En mars 2005, le Tribunal a fait connaître au Ministre des finances qu'il estimait qu'il n'était pas dans l'intérêt public de continuer à imposer un droit antidumping pouvant aller jusqu'à 181 pour cent sur les fils pour courroies et les câbles en provenance des États-Unis (mais pas de Corée et de Suisse), et il a recommandé que le taux du droit soit ramené à 35 pour cent.<sup>68</sup> Le gouvernement a par la suite ramené le taux de droit antidumping à 35 pour cent sur toutes les importations de fils pour courroies et de câbles ayant fait l'objet de l'ordonnance antidumping du TCCE (Corée, Suisse et États-Unis).<sup>69</sup>

83. Depuis 2003, le Canada a été partie dans trois affaires concernant des mesures antidumping devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC, chaque fois à titre de plaignant.<sup>70</sup>

84. De juillet 2002 à fin juillet 2006, le Canada a ouvert sept enquêtes en matière de droits compensateurs. Dans trois cas, des droits provisoires ont été imposés, mais pas de mesures définitives. Il s'agissait du maïs en grain en provenance des États-Unis, mais aucun dommage n'a été constaté; des barbecues en provenance de Chine; et des éléments de fixation en acier en provenance du Taipei chinois, qui avaient bénéficié d'importantes subventions. Des droits définitifs ont été appliqués dans trois cas: éléments de fixation en acier (avec exclusion de certains articles) en provenance de Chine, planchers laminés en provenance de Chine, et fils en acier inoxydable (avec exclusion de certains articles) en provenance d'Inde.

85. Fin juin 2006, on comptait cinq ordonnances d'imposition de droits compensateurs en vigueur, contre dix à l'époque du dernier rapport de la politique commerciale du Canada de 2003, et six à celle du rapport de l'année 2000 (tableau III.5).

---

<sup>66</sup> TCCE (2006).

<sup>67</sup> On trouvera plus de détails sur les cas de réexamen intérimaire dans les Rapports annuels du TCCE, à l'adresse: [http://www.citt-tcce.gc.ca/publicat/index\\_e.asp#13](http://www.citt-tcce.gc.ca/publicat/index_e.asp#13).

<sup>68</sup> Rapport annuel du TCCE (2006).

<sup>69</sup> Décret de remise des droits antidumping sur les produits de fils ronds en acier inoxydable, DORS/2005-392 du 28 novembre 2005, *Gazette du Canada*, Vol. 139, No. 25. 14 décembre 2005.

<sup>70</sup> DS234, États-Unis - Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention; DS264, États-Unis - Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada; et DS277, États-Unis - Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.

**Tableau III.5**  
**Mesures compensatoires en vigueur au 30 juin 2006**

Pays	Produit	Date de la constatation
Chine	Éléments de fixation en acier	07.01.05
	Planchers laminés	16.06.05
Communautés européennes	Sucre raffiné	06.11.95 (03.11.00) (02.11.05)
Inde	Tôles en acier au carbone laminées à chaud	17.08.01
	Fils en acier inoxydable	30.07.04

Note: Une date ultérieure est indiquée entre parenthèses si la constatation d'existence du dommage a fait l'objet d'un réexamen et a été confirmée.

Source: Document de l'OMC G/SCM/N/144/CAN du 4 septembre 2006.

86. Depuis 2003, le Canada a été partie à trois affaires concernant des mesures compensatoires devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC, chaque fois à titre de plaignant.<sup>71</sup>

b) Mesures de sauvegarde

87. Le Canada a notifié ses lois, réglementations et procédures administratives relatives aux mesures de sauvegarde au Secrétariat de l'OMC en août 2004.<sup>72</sup> Les mesures de sauvegarde peuvent revêtir la forme de surtaxes au titre de la Loi sur le tarif des douanes et de restrictions quantitatives au titre de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation. La Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur régit la mise en œuvre des dispositions en matière de sauvegarde de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, de l'ALENA, de l'Accord de libre-échange Canada-Israël, de l'Accord de libre-échange Canada-Chili et de l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica. Des produits peuvent faire l'objet simultanément de mesures antidumping et compensatoires et de mesures de sauvegarde.

88. Des enquêtes en matière de sauvegarde sont menées par le TCCE au titre de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur. Ces enquêtes peuvent être ouvertes sur plainte de producteurs nationaux ou à la demande du gouvernement canadien. Dans son rapport d'enquête, le TCCE peut soumettre des recommandations à l'attention du gouvernement. Le Parlement n'est saisi du rapport d'enquête du TCCE que lorsque le gouvernement a ordonné au TCCE de faire porter son enquête sur une question particulière. Les décisions du TCCE établissant l'existence d'un dommage dans le cadre des mesures de sauvegarde peuvent faire l'objet d'un réexamen devant la Cour d'appel fédérale.

89. Dans ses enquêtes globales en matière de sauvegarde, le TCCE examine l'incidence des importations de toutes origines sur les producteurs nationaux. Si le Tribunal établit l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, il doit aussi déterminer si les importations des pays avec lesquels le Canada est lié par un accord bilatéral de libre-échange (à l'exception du Costa Rica) comptent pour une part "substantielle" et "contribuent de manière importante" au

<sup>71</sup> DS257, États-Unis - Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada; DS277, États-Unis - Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada (concernait le dommage allégué causé par des importations ayant bénéficié à la fois de dumping et de subventionnement); DS311, États-Unis - Réexamens du droit compensateur concernant le bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.

<sup>72</sup> Document de l'OMC G/SG/N/1/CAN/3 du 10 août 2004.

dommage grave.<sup>73</sup> Si tel n'est pas le cas, les importations en provenance du pays en question doivent être exclues de l'application des mesures de sauvegarde globales. Les autorités indiquent que si la législation canadienne ne prévoit pas de dispositions spécifiques qui reprennent celles de l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes, dans les deux enquêtes de sauvegarde globales conduites par le pays depuis la création de l'OMC, les recommandations du TCCE ont pris en compte les obligations du Canada au titre dudit article 9.<sup>74</sup>

90. En septembre 2002, la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur a été modifiée pour tenir compte des dispositions en matière de sauvegarde du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC, et elle fixe les politiques et les procédures du TCCE relatives aux enquêtes de sauvegarde sur la désorganisation du marché (y compris les demandes de prorogation en cas de désorganisation du marché) et les mesures visant les importations chinoises vers un autre Membre de l'OMC qui causent ou menacent de causer un important détournement des échanges vers le marché intérieur du Canada.<sup>75</sup> Ces dispositions de sauvegarde bilatérales resteront en vigueur jusqu'au 11 décembre 2013.<sup>76</sup>

91. Le Canada a ouvert trois enquêtes de sauvegarde globales depuis la création de l'OMC, dont deux au cours de la période considérée. De plus, le TCCE a entrepris une enquête visant expressément la Chine sur les importations de barbecues en provenance de ce pays. Le gouvernement a décidé de ne pas imposer de mesures de sauvegarde à la suite de cette enquête ni de celle concernant les importations de bicyclettes chinoises, bien que le TCCE ait établi l'existence d'un dommage (voir tableau III.6). Selon les autorités, le gouvernement, après avoir étudié l'ensemble du dossier, a décidé que l'application de tarifs protecteurs temporaires ne constituerait pas une solution concurrentielle à long terme dans ces deux cas.<sup>77</sup>

**Tableau III.6**  
**Enquêtes en matière de mesures de sauvegarde, 2003-2006**

Objet de l'enquête (année d'ouverture)	Origine de la plainte	Constatations et recommandations du Tribunal	Mesure prise
<b>Enquêtes globales</b>			
Bicyclettes et cadres de bicyclettes; et cadre de bicyclettes peints et finis (2005)	Canadian Bicycle Manufacturers Association	Le TCCE a établi qu'un accroissement brusque et important des importations de bicyclettes était une cause principale de dommage grave pour les producteurs nationaux, et a recommandé qu'une surtaxe fixée à 30 pour cent la première année d'application, à 25 pour cent la deuxième et à 20 pour cent la troisième, soit imposée sur les importations de bicyclettes présentant certaines caractéristiques. Il a recommandé que certains articles soient exclus, et que devraient également l'être les	Aucune <sup>a</sup>

<sup>73</sup> Les termes "substantielle" et "contribuent de manière importante" sont définis à l'article 802 de l'ALENA, à l'article 4.6 de l'ALECI et à l'article F-02 de l'ALECC.

<sup>74</sup> Voir, par exemple, les paragraphes 247 à 251 et l'Appendice V du rapport du TCCE sur les bicyclettes et les cadres de bicyclettes. Adresse consultée: <http://www.citt-tcce.gc.ca/safeguar/global/finalrep/g2e001-e.asp>.

<sup>75</sup> Dans TCCE (2003) on trouve, entre autres, une définition de la désorganisation du marché et des indications sur la façon dont la désorganisation est déterminée par le Tribunal; les procédures relatives aux enquêtes sur les demandes de prorogation en cas de désorganisation du marché; et l'objet des enquêtes sur le détournement des échanges et des indications sur la façon dont le détournement est déterminé par le Tribunal.

<sup>76</sup> TCCE (2003) décrit les procédures de base que le Tribunal devra suivre.

<sup>77</sup> Ministère des finances, Communiqué du 29 mai 2006.

Objet de l'enquête (année d'ouverture)	Origine de la plainte	Constatations et recommandations du Tribunal	Mesure prise
Tabac séché à l'air chaud jaune clair de Virginie brut (2005)	Ontario Flue-Cured Tobacco Growers Marketing Board	importations en provenance des partenaires du Canada au titre des accords de libre-échange et de certains pays en développement. Le TCCE n'a pas estimé que les importations de cadres de bicyclettes peints et finis constituaient une menace de dommage grave pour les producteurs nationaux.  Le TCCE a constaté une importante augmentation des importations du produit de 2001 à 2005, qui causait ou menaçait de causer un dommage grave aux producteurs nationaux. Toutefois, en février 2006, le Ontario Flue-Cured Tobacco Growers Marketing Board a fait savoir au Tribunal que ses membres ne désiraient plus participer à l'enquête et qu'ils ne déposeraient pas d'éléments de preuve à l'appui de leur plainte	Enquête terminée (février 2006) <sup>b</sup>
<b>Enquête de sauvegarde – importations en provenance de Chine</b>			
Barbecues (2005)	Onward Manufacturing Company Limited	Le TCCE a établi que les importations de barbecue en provenance de Chine étaient une importante cause de désorganisation du marché pour les producteurs nationaux. Il a recommandé que le gouvernement impose une surtaxe de 15 pour cent durant trois ans sur les importations de barbecues en provenance de Chine.	

a Mesure notifiée dans le document de l'OMC G/SG/N/9/CAN/3 du 7 juin 2006.

b Mesure notifiée dans les documents de l'OMC G/SG/N/9/CAN/2 du 23 février 2006 et G/SG/N/9/CAN/2/Corr.1 du 6 mars 2006.

c Mesure notifiée dans le document de l'OMC G/SG/N/16/CAN/1/Suppl.1 du 7 juin 2006.

Source: Secrétariat de l'OMC.

92. À la fin 2006, le Canada n'avait été partie à aucune affaire concernant des mesures de sauvegarde devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC, que ce soit à titre de requérant ou de défendeur, pas plus qu'il n'avait pris de mesures de sauvegarde spéciales, comme le lui permet l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, pour ce qui est des importations de produits faisant l'objet de contingents tarifaires.<sup>78</sup> Le Canada n'a jamais imposé de mesures de sauvegarde spéciales sur les importations de textiles et de vêtements au titre de l'article 6 de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements.

### viii) Règlements techniques, évaluation de la conformité et normes

93. En vertu du régime fédéral du Canada, les autorités publiques fédérale, provinciale et territoriale ont le pouvoir d'adopter des règlements techniques (et des normes sanitaires et phytosanitaires). Le gouvernement fédéral est responsable de la mise en œuvre des obligations commerciales internationales. La Loi sur les textes réglementaires, le Règlement sur les textes réglementaires, la politique du Cabinet et la Politique de réglementation du gouvernement du Canada régissent l'élaboration et l'adoption des règlements fédéraux, qui comprennent les règlements techniques adoptés par les autorités fédérales. Le Secrétariat du Conseil du Trésor élabore actuellement une nouvelle Directive de gouvernement sur les activités de réglementation.<sup>79</sup>

94. Le Secrétariat du Conseil du Trésor contrôle la gestion et à la coordination de la politique fédérale relative aux règlements techniques et autres. Son Secrétariat des affaires réglementaires

<sup>78</sup> Pour les dernières notifications à l'OMC, portant sur les années civiles 2003-2005, voir le document de l'OMC G/AG/N/CAN/59 du 2 mars 2006.

<sup>79</sup> Le projet de Directive a été consulté à l'adresse: <http://www.regulation.gc.ca>. Les autorités canadiennes indiquent que d'autres documents directeurs ont été élaborés par Industrie Canada et le Conseil canadien des normes. Voir Industrie Canada (2004) et Conseil canadien des normes (2006b).

veille à ce que les règlements proposés par les ministères fédéraux soient en conformité avec la politique de réglementation. Comité du Cabinet, le Conseil du Trésor approuve en dernier ressort les règlements fédéraux.

95. Le Ministère des affaires étrangères et du commerce international (MAECI) est chargé de la mise en œuvre de l'Accord OTC.<sup>80</sup> La dernière mise à jour de la notification du Canada concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC remonte à septembre 2002.<sup>81</sup> Par délégation du MAECI, le Conseil canadien des normes (CCN) assure le fonctionnement du point d'information du Canada et la fonction de notification. Société d'État fédérale, le CCN est le point central pour la normalisation au Canada.

96. Le CCN relève dans la *Gazette du Canada*, le journal officiel du gouvernement canadien, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité qui doivent être notifiées à l'OMC.<sup>82</sup> Il fait de même avec les gazettes des gouvernements de province pour ce qui est des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité adoptés au plan provincial. Les autorités canadiennes font observer que les règlements provinciaux ne sont généralement pas notifiés à l'OMC parce qu'ils n'ont pas de portée internationale. Elles indiquent par ailleurs que la question de la notification de ces textes est à l'étude, et qu'elles s'emploient activement à sensibiliser les provinces à l'importance d'une plus grande transparence en matière réglementaire. Dans ce contexte, le CCN examine avec les organismes provinciaux de réglementation les approches qui faciliteraient le processus de notification au plan sous-national, d'autant que dans de nombreuses provinces, les règlements sont publiés dans les gazettes une fois adoptés et non pas sous leur forme de projet.

97. Le Canada a présenté à l'OMC 119 notifications de règlements techniques de juillet 2002 à mi-août 2006.<sup>83</sup> Environ 52 pour cent d'entre elles émanaient de Santé Canada, 22 pour cent de Transports Canada, 13 pour cent d'Environnement Canada, 8 pour cent d'Industrie Canada et 6 pour cent d'autres instances. Une seule concernait un règlement technique adopté en raison de problèmes urgents.<sup>84</sup> Dans leur très grande majorité, les règlements techniques notifiés visaient à protéger la santé et la sécurité des personnes ou l'environnement.

98. De plus, le Canada a présenté 37 notifications de procédures d'évaluation de la conformité au cours de la période (deux en 2002, neuf en 2003, 12 en 2004, onze en 2005 et trois en 2006).<sup>85</sup> Elles émanaient d'Industrie Canada pour une moitié environ, et de Santé Canada, Transports Canada, Environnement Canada, Ressources naturelles Canada et de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, pour l'autre. Le Canada a aussi notifié un accord de reconnaissance mutuelle, qui porte sur

---

<sup>80</sup> Document de l'OMC G/TBT/2/Add.6/Rev.1 du 9 septembre 2002.

<sup>81</sup> Document de l'OMC G/TBT/2/Add.6/Rev.1 du 9 septembre 2002.

<sup>82</sup> Document de l'OMC G/TBT/2/Add.6 du 4 juin 1996.

<sup>83</sup> Documents de l'OMC G/TBT/N/CAN/42 à 170, à l'exclusion des notifications figurant dans les documents de cette série dont la cote se termine par "Add" et/ou "Corr". La répartition annuelle des notifications est la suivante: dix en 2002, 25 en 2003, 28 en 2004, 39 en 2005 et 17 en 2006.

<sup>84</sup> Document de l'OMC G/TBT/N/CAN/78 du 17 octobre 2003.

<sup>85</sup> Ces mesures ont pour la plupart été notifiées également en tant que règlements techniques.

les certificats délivrés par l'Australie pour attester des bonnes pratiques de fabrication des médicaments.<sup>86</sup>

99. Le Canada a notifié une seule proposition de règlement technique émanant d'une autorité provinciale/territoriale (le Ministère de l'environnement de l'Ontario) depuis mi-2002.<sup>87</sup>

100. De juillet 2002 à août 2006, aucun problème commercial n'a été soulevé devant le Comité OTC en ce qui concerne des règlements techniques ou des normes adoptés par le Canada.

101. Plusieurs autorités fédérales et provinciales élaborent des règlements, y compris des règlements techniques, dans le cadre de leur mandat. Ce faisant, les autorités fédérales doivent consulter "sans tarder" toutes les parties intéressées<sup>88</sup>, la portée des consultations devant être proportionnelle à l'impact de chaque règlement. Les autorités fédérales doivent publier les projets de règlements techniques qui touchent aux échanges commerciaux dans la partie I de la *Gazette du Canada* et ménager une possibilité de formuler des observations.<sup>89</sup> À la demande d'une autorité fédérale, le Conseil du Trésor peut lever l'obligation de prépublication ou raccourcir le délai durant lequel les observations sont recevables.

102. Pour les règlements techniques qui touchent aux échanges commerciaux, la période ouverte pour les observations devrait être d'au moins 75 jours, sauf en "cas d'urgence".<sup>90</sup> Les autorités canadiennes notent qu'il est très exceptionnel qu'un règlement technique ayant une incidence sur le commerce international puisse être soustrait à la période de préavis. Elles font savoir en outre que les "cas d'urgence" seraient définis en conformité avec les dispositions de l'Accord OTC.

103. Les propositions de règlement doivent être accompagnées d'un "résumé de l'étude d'impact", qui expose les avantages et les coûts attendus, des résultats des consultations avec les parties prenantes menées par l'autorité qui parraine la proposition, ainsi que des instruments de suivi et d'application du règlement.<sup>91</sup> Le résumé doit être révisé à la lumière des observations reçues durant la période de publication préalable. Le Conseil du Trésor donne son approbation finale au règlement après avoir pris en compte les résultats de l'étape préalable à la publication. Une fois approuvé par le Conseil du Trésor, le règlement est signé par le Gouverneur général et enregistré par le Registraire des règlements. Les règlements entrent normalement en vigueur immédiatement après leur enregistrement, mais ils ne peuvent être appliqués qu'une fois publiés dans la partie II de la *Gazette du Canada*, ce qui doit intervenir dans les 23 jours suivant l'enregistrement.<sup>92</sup>

104. Aux termes de la Politique de réglementation, les autorités fédérales doivent utiliser les normes, lignes directrices et recommandations internationales existantes "lorsqu'elles permettent d'atteindre l'objectif de la réglementation" poursuivi par le Canada. Les exigences réglementaires

<sup>86</sup> Document de l'OMC G/TBT/10.7/N/48 du 10 janvier 2006.

<sup>87</sup> Document de l'OMC G/TBT/N/CAN/137 du 21 juillet 2005.

<sup>88</sup> Appendice B, Politique de réglementation du gouvernement du Canada, novembre 1999.

<sup>89</sup> Appendice A, Politique de réglementation du gouvernement du Canada, novembre 1999.

<sup>90</sup> Appendice A, Politique de réglementation du gouvernement du Canada, novembre 1999.

<sup>91</sup> Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (2004).

<sup>92</sup> Sections 9 à 11 de la Loi sur les textes réglementaires.

doivent être, "dans la mesure du possible", définies en fonction du rendement plutôt qu'en fonction de la conception ou de caractéristiques descriptives. Les autorités fédérales doivent "envisager positivement" d'accepter la reconnaissance de règlements techniques étrangers dans la mesure où ceux-ci répondent aux objectifs des règlements techniques canadiens.<sup>93</sup> Les autorités indiquent qu'il n'existe pas de système de collecte de données sur les règlements techniques étrangers reconnus par le Canada, mais qu'elles réfléchissent aux moyens d'en créer un.

105. Le Canada ne tient pas de catalogue des règlements techniques. Cependant, la *Gazette du Canada* offre un index codifié des textes réglementaires fédéraux, y compris des règlements techniques, publiés depuis janvier 1955.<sup>94</sup> De surcroît, le CCN gère une base de données interrogeable en ligne (Réguvision) qui recense toutes les normes incorporées aux règlements fédéraux canadiens.<sup>95</sup> Il n'existe pas de catalogue des règlements techniques adoptés par les provinces.

106. Certaines provinces et territoires ont adopté des règlements techniques additionnels pour tel ou tel produit - dont la margarine, l'eau en bouteille et le sirop d'érable.<sup>96</sup>

107. L'élimination des règlements techniques doit suivre le même processus que leur adoption. Les autorités indiquent qu'elles mettent au point un cadre pour le réexamen des règlements qui ne remplissent plus leur office.

108. Le Discours du Trône de 2002 a introduit la Réglementation intelligente, initiative de réforme réglementaire.<sup>97</sup> Dans ce contexte, le gouvernement a créé le Comité externe sur la réglementation intelligente en mai 2003, qui, entre autres, a recommandé que la coopération internationale constitue "un volet distinct de la politique étrangère"; que soit créé un contexte réglementaire "plus uniforme" entre les autorités fédérales, provinciales et territoriales; qu'il y ait une meilleure coordination entre les autorités réglementaires fédérales; que soit mise au point une approche de la gestion du risque à l'échelle de l'administration fédérale dans son ensemble; et, enfin, que soit élaborée une nouvelle politique de réglementation fédérale.<sup>98</sup> Le Comité a aussi fait remarquer que l'absence de coopération entre les autorités réglementaires fédérales et provinciales, et entre les autorités réglementaires provinciales, entraîne des "coûts importants" pour l'économie canadienne.<sup>99</sup> Selon les autorités, diverses actions sont en cours pour remédier à cette situation: par exemple, les parties à l'Accord sur le commerce intérieur négocient actuellement les principes qui devraient régir les règlements et les normes qui visent les échanges commerciaux entre les provinces.

<sup>93</sup> Appendice A, Politique de réglementation du gouvernement du Canada, novembre 1999.

<sup>94</sup> *Gazette du Canada*. Adresse consultée: <http://canadagazette.gc.ca>.

<sup>95</sup> Renseignements en ligne du CCN. Adresse consultée: [http://www.scc.ca/en/news\\_events/subscriptions/regwatch.html](http://www.scc.ca/en/news_events/subscriptions/regwatch.html).

<sup>96</sup> Renseignements en ligne de l'ACIA, "Guide relatif à l'importation commerciale de produits alimentaires". Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/english/fssa/imp/guide1e.shtml>.

<sup>97</sup> Renseignements en ligne du Bureau du Conseil privé, "Discours du Trône ouvrant la deuxième session de la 37e législature du Canada." Adresse consultée: [http://www.pco-bcp.gc.ca/default.asp?Language=F&Page=sftddt&doc=sftddt2002\\_f.htm](http://www.pco-bcp.gc.ca/default.asp?Language=F&Page=sftddt&doc=sftddt2002_f.htm) [4 septembre 2006].

<sup>98</sup> Comité externe sur la réglementation intelligente (2004).

<sup>99</sup> Comité externe sur la réglementation intelligente (2004).

109. Le processus d'élaboration et d'adoption des procédures d'évaluation de la conformité obligatoire est le même que pour les règlements techniques (voir ci-dessus). Les autorités peuvent mentionner dans leurs règlements les normes ISO/CEI adoptées à l'échelon national, et se reposer sur les organismes accrédités par le CCN pour l'évaluation de la conformité. Les autorités fédérales et provinciales peuvent aussi procéder directement aux évaluations de la conformité obligatoires.

110. Le CCN est l'organe d'accréditation national du Canada. Il accrédite les organismes d'élaboration de normes, les laboratoires d'essais et d'étalonnage, les organismes de certification, les registraires de systèmes de gestion de la qualité et de systèmes de gestion environnementale, les organismes d'inspection, les organismes de certification des personnes et des prestataires des cours de formation des auditeurs. Il s'acquitte de ces tâches en appliquant des politiques et des procédures qui sont les mêmes que celles utilisées pour les normes internationales ou s'en inspirent.<sup>100</sup>

111. En règle générale, l'homologation est utilisée pour les produits à faible risque, tandis que la certification est préférée pour les produits à niveau de risque plus élevé, tels que les appareils médicaux. L'évaluation de la conformité volontaire est l'affaire des organismes accrédités par le CCN, qui sont pour la plupart des entités privées. L'activité du CCN en matière d'évaluation de la conformité concerne principalement l'évaluation par tierce partie. Les autorités font observer que le Canada a recours à tout un éventail de stratégies pour assurer le respect des règlements techniques.<sup>101</sup>

112. Il existe 31 organismes de certification de produits accrédités par le CCN (12 au Canada et 19 aux États-Unis), à côté de sept organismes d'inspection accrédités (cinq au Canada et deux aux États-Unis) et de 364 laboratoires accrédités (351 au Canada, un au Pérou et 12 aux États-Unis).<sup>102</sup>

113. Le Canada a négocié plusieurs accords de reconnaissance mutuelle aux plans bilatéral et multilatéral en matière d'évaluation de la conformité (tableau AIII.3). Les systèmes internationaux de certification des produits sont utilisés pour les matériels électriques; trois organismes de certification canadiens sont membres du Système multilatéral CEI pour les essais de conformité et la certification des équipements électriques. La déclaration de conformité du fournisseur est utilisée dans les domaines de la compatibilité électromagnétique et des accessoires pour terminaux de télécommunication.<sup>103</sup>

114. Quatre organismes sont accrédités par le CCN pour procéder à l'élaboration de normes (volontaires): l'Office des normes générales du Canada, l'Association canadienne de normalisation, le Laboratoire des assureurs du Canada et le Bureau de normalisation du Québec. Ces organismes gèrent les comités techniques qui définissent la teneur des normes (et des procédures d'évaluation de la conformité volontaire). Le CCN est chargé d'examiner les normes soumises par les organismes à activité normative et, après que celles-ci aient fait l'objet des révisions qui ont pu être recommandées, de les approuver en tant que Normes nationales du Canada. Ces normes doivent être conformes aux normes internationales et aux normes nationales "pertinentes" ou les intégrer, et elles doivent être

---

<sup>100</sup> Conseil canadien des normes (2006a).

<sup>101</sup> Voir, par exemple, Conseil canadien des normes (non daté).

<sup>102</sup> Renseignements en ligne du CCN, "Répertoire des organismes de certification accrédités de produits et de services. Adresse consultée: [http://www.scc.ca/en/programs/product\\_cert/accredited\\_clients.shtml](http://www.scc.ca/en/programs/product_cert/accredited_clients.shtml) [23 August 2006].

<sup>103</sup> Document de l'OMC G/TBT/W/210 du 20 juin 2003.

prises à la disposition du public aux fins d'examen au cours de leur élaboration.<sup>104</sup> Les organismes accrédités par le CCN pour élaborer des normes doivent faire en sorte que le public dispose d'au moins 60 jours pour examiner un projet de norme. Les deux tiers environ des 921 normes nationales du Canada approuvées par le CCN entre les exercices budgétaires 2002-2003 et 2005-2006 reprenaient en tous points des normes internationales ou s'en inspiraient. Chacun des organismes à activité normative accrédités par le CCN pour élaborer des normes publie des avis d'examen public de projets de normes et des avis d'adoption de normes.<sup>105</sup> Le CCN gère un service de messagerie électronique (AlertoNorm) qui renseigne sur les modifications apportées aux normes canadiennes (et internationales).<sup>106</sup>

115. Le CCN a adopté l'annexe 3 de l'Accord OTC en 1999.<sup>107</sup> Chacun des organismes à activité normative accrédités par le CCN et au nom desquels le Conseil a notifié son acceptation du Code de pratique tient à disposition son programme de travail.<sup>108</sup> Les autorités canadiennes font savoir que l'annexe 3 de l'Accord OTC a été intégrée aux Documents canadiens de procédures (CAN-P) sur lesquels le CCN se fonde pour accréditer ces organismes.

#### **ix) Mesures sanitaires et phytosanitaires**

116. Santé Canada est responsable de l'élaboration de la politique et de la normalisation dans le domaine de la sécurité et de la qualité nutritionnelle de toutes les denrées alimentaires en vente au Canada. Plus précisément, Santé Canada participe aux recherches, à l'évaluation des risques en matière de sécurité alimentaire, à l'examen et à l'étude avant commercialisation de tout ce qui concerne la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi qu'à la réglementation et à l'enregistrement des produits pesticides et des médicaments vétérinaires administrés aux animaux destinés à l'alimentation humaine. Santé Canada est également chargé d'évaluer l'efficacité des activités de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) concernant la sécurité alimentaire. L'ACIA a pour mission de faire respecter les normes et les politiques en matière de sécurité alimentaire et de qualité nutritionnelle fixées par Santé Canada, et d'assurer tous les services fédéraux d'inspection des aliments, d'observation et de quarantaine. L'ACIA établit et fait appliquer les réglementations relatives à la santé animale et à la protection des végétaux.

117. Le principal instrument qui régit la sécurité alimentaire au niveau fédéral est la Loi sur les aliments et drogues, complétée par les Règlements sur les aliments et drogues. D'autres lois fédérales peuvent y faire référence et stipuler des prescriptions supplémentaires. Citons à ce propos la Loi sur les produits antiparasitaires, la Loi sur les produits agricoles au Canada, la Loi sur l'inspection des viandes, la Loi sur l'inspection du poisson, la Loi sur les semences, la Loi sur les engrais et la Loi relative aux aliments du bétail. La Loi sur la santé des animaux et la Loi sur la protection des

---

<sup>104</sup> Conseil canadien des normes (1992).

<sup>105</sup> Ces avis sont disponibles sur le site du CCN. Adresse consultée: [http://www.scc.ca/en/news\\_events/public-review/index.shtml](http://www.scc.ca/en/news_events/public-review/index.shtml).

<sup>106</sup> Renseignements en ligne du CCN. Adresse consultée: [http://www.scc.ca/en/news\\_events/subscriptions/standards\\_alert.shtml](http://www.scc.ca/en/news_events/subscriptions/standards_alert.shtml).

<sup>107</sup> Document de l'OMC G/TBT/CS/N/110/Rev.1 du 27 octobre 1999.

<sup>108</sup> ISO/CEI (2006).

végétaux et les règlements qui les accompagnent sont les principaux instruments qui régissent les questions liées à la santé des animaux et des végétaux.

118. Le CCN est le point d'information et l'autorité nationale de notification au titre de l'Accord SPS (section viii).<sup>109</sup> Le Canada a présenté à l'OMC nombre de notifications portant sur des mesures SPS de juillet 2002 à mi-août 2006 (tableau III.7); il n'a notifié aucune mesure SPS adoptée à l'échelon sous-fédéral car, aux dires des autorités, ces mesures n'ont pas plus de portée que les mesures fédérales. Dans le même ordre d'idées, les autorités notent que les pouvoirs publics fédéraux, provinciaux et territoriaux discutent des mesures SPS et échangent des informations sur un large éventail de questions touchant à la santé des animaux et des végétaux ainsi qu'à la sécurité alimentaire par le biais de différents comités, comme par exemple le Comité fédéral/provincial/territorial des sous-ministres adjoints chargés de la réglementation et le Comité fédéral/provincial/territorial de l'inspection agroalimentaire. Par ailleurs, les autorités font remarquer que de nombreux groupes de travail sectoriels, dont le Groupe national de liaison sur la qualité du lait et des produits laitiers, regroupent des représentants des autorités fédérales, provinciales et territoriales, de l'industrie et du monde universitaire.

**Tableau III.7**  
Notifications de mesures SPS présentées à l'OMC, juillet 2002-mi-août 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre total des notifications <sup>a</sup>	18	38	47	26	21
Dont:					
Mesures d'urgence	1	6	6	7	4
Normes internationales <sup>b</sup>	2	6	7	4	1
Organismes responsables (en % du total):					
Santé Canada <sup>c</sup>	86	61	80	50	71
ACIA	11	39	18	48	29
Autres	3	0	2	2	0
Objectifs (en % du total):					
Sécurité alimentaire	83	63	78	54	71
Protection des végétaux	17	34	15	35	24
Protection des animaux	0	3	5	10	5
Autres	0	0	2	2	0

a À l'exclusion des notifications figurant dans les documents dont la cote se termine par "Add" et/ou "Corr".

b Normes identiques à des normes internationales ou s'en inspirant.

c Y compris l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire.

Source: Secrétariat de l'OMC.

119. Environ 23 pour cent des mesures sanitaires et phytosanitaires notifiées par le Canada depuis juillet 2002 sont des Avis d'autorisation de mise en marché provisoire (AMP). Il s'agit d'instruments habilitants qui permettent aux producteurs et aux manufacturiers de vendre des produits alimentaires qui ne sont pas conformes à certaines dispositions des Règlements sur les aliments et drogues au cours

<sup>109</sup> Documents de l'OMC G/SPS/ENQ/19 du 25 janvier 2006 et G/SPS/NNA/8 du 20 décembre 2004.

de la période de révision de ces règlements.<sup>110</sup> Selon les autorités canadiennes, l'AMP n'est accordée que lorsque les études scientifiques ont conclu que la consommation du produit n'est pas nuisible à la santé du consommateur. Le recours à un AMP ne se justifie qu'en cas d'accroissement de l'utilisation d'additifs alimentaires; de drogues vétérinaires; de produits agrochimiques; et de vitamines, minéraux nutritifs et acides aminés dont la liste figure déjà dans les Règlements sur les aliments et drogues. Les AMP sont publiés à la rubrique Avis du gouvernement de la partie I de la *Gazette du Canada* et prennent effet le jour de leur publication.

120. Le Taipei chinois a soulevé un problème commercial devant le Comité SPS au sujet d'une mesure phytosanitaire prise par le Canada à l'encontre des importations de supports de culture. Le Taipei chinois s'inquiétait de l'application de cette mesure aux champignons Enoki.<sup>111</sup> Les autorités des deux pays ont indiqué qu'elles s'employaient à résoudre le problème.

121. Le Canada est membre de la Commission du Codex Alimentarius et de l'Office international des épizooties (OIE) et est partie contractante à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV). Les autorités canadiennes indiquent que conformément à la Politique de réglementation du gouvernement du Canada et à ses obligations au titre de l'Accord SPS, les organismes fédéraux de réglementation doivent recourir aux normes, lignes directrices et recommandations internationales existantes lorsque ces instruments répondent à l'objectif de réglementation poursuivi par le Canada.

122. Dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la santé animale et végétale, l'ACIA conclut souvent avec des gouvernements étrangers des arrangements, et notamment des mémorandums d'accord et des protocoles, portant sur des produits spécifiques. Il n'existe pas de liste exhaustive de ces instruments.

123. L'ACIA dispose d'une base de données interrogeable consacrée aux exigences auxquelles doivent répondre les importations d'animaux et de végétaux et de leurs produits.<sup>112</sup> Des autorisations liées aux aspects sanitaires et phytosanitaires sont requises pour l'importation de certains produits; elles précisent les conditions dans lesquelles l'importation au Canada peut avoir lieu: traitement dans le pays d'origine, essais, inspection, quarantaine et/ou certification, etc.

124. Les exigences SPS visant les importations sont fixées en fonction du risque de maladie ou d'infection parasitaire qui y est associé. Selon les autorités, les exigences qui prévoient une évaluation approfondie du risque sont le plus souvent celles qui ont trait à la santé des animaux et des plantes. En règle générale, les autorités procèdent à une évaluation du risque avant que l'animal, le végétal ou le produit d'origine animale ou végétale ne soit importé pour la première fois de tel ou tel pays.

125. L'ACIA est l'organisme chef de file pour l'évaluation des risques en matière de santé des animaux et de protection des végétaux. Elle demande à Santé Canada d'effectuer une évaluation du risque dans les cas où se pose un problème de sécurité alimentaire qui ne relève pas de lignes

---

<sup>110</sup> Autorisation de mise en marché provisoire (AMP), Annexe 923. Adresse consultée: [http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/legislation/ima-amp/interim\\_market\\_authorization-autorisation\\_mise\\_marche\\_e.html](http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/legislation/ima-amp/interim_market_authorization-autorisation_mise_marche_e.html).

<sup>111</sup> Document de l'OMC G/SPS/GEN/204/Rev.6/Add.1 du 19 mai 2006.

<sup>112</sup> Renseignements en ligne de l'ACIA, "Système automatisé de référence à l'importation (SARI)". Adresse consultée: <http://airs-sari.inspection.gc.ca/airs/airs-sari.asp>.

directrices, de politiques ou de normes établies par Santé Canada. Les cadres utilisés par l'ACIA et Santé Canada pour gérer les risques sont mis à la disposition du public.<sup>113</sup> Selon les autorités canadiennes, ces cadres sont tous deux conformes aux démarches mises au point par la Commission du Codex Alimentarium, l'OIE et la CIPV. De temps à autre, les provinces procèdent à leurs propres évaluations du risque en matière de santé des végétaux pour déterminer s'il y a lieu d'appliquer les prescriptions provinciales, mais elles s'en remettent généralement aux évaluations effectuées par les instances fédérales. Des représentants de l'ACIA peuvent se rendre dans le pays d'exportation dans le cadre de l'évaluation du risque.

126. L'ACIA a élaboré une procédure pour établir le degré de priorité à assigner aux demandes d'importation qui appellent une évaluation du risque. La priorité est fixée en fonction de l'estimation de l'incidence immédiate du produit importé sur la santé. Pour les importations qui ne sont pas susceptibles d'avoir une incidence immédiate sur la santé, l'ACIA prend en compte d'autres facteurs "pertinents", et notamment les "répercussions sur le secteur qui est à l'origine de la demande et sur celui qui est à l'origine du risque", les "répercussions économiques et sociales sur le grand public", l'"impact sur le commerce" et l'"urgence".<sup>114</sup>

127. L'examen d'une demande d'importation d'animaux ou de produits d'origine animale qui nécessite une évaluation du risque peut prendre jusqu'à un an<sup>115</sup>; les textes pertinents ne précisent pas de délai maximum. Au nombre des facteurs qui déterminent la durée de la procédure figure l'existence d'évaluations déjà réalisées de combinaisons de produits et de pays présentant les mêmes risques que les produits qui font l'objet de la demande, ainsi que la qualité des renseignements disponibles. Normalement dans les trois semaines qui suivent la réception de la demande, l'ACIA fait savoir à la personne qui en est à l'origine si une évaluation complète du risque s'impose. Une partie du coût de l'évaluation est à la charge du demandeur. Les autorités canadiennes n'ont pas de données sur le coût des évaluations du risque.

128. L'ACIA tient des listes de pays exempts des maladies inscrites à la Liste A de l'OIE<sup>116</sup>, qui sont généralement établies à la lumière de ses évaluations par pays. Les autorités indiquent que le Canada prend en compte les listes OIE des pays reconnus exempts de la fièvre aphteuse, de la peste bovine, de l'ESB et de la péripneumonie contagieuse bovine, mais se réserve le droit de pratiquer ses propres évaluations du risque sur une base scientifique, au cas par cas, pour l'ensemble des maladies. Bien que l'ACIA évalue normalement les risques zoonosaires à l'échelle du pays, il lui arrive de reconnaître certaines régions d'un même pays comme "exemptes de maladies".<sup>117</sup> L'ACIA publie aussi une liste des dangers zoonosaires associés à certaines espèces ou produits.<sup>118</sup> Selon les autorités canadiennes, les Listes A et B de l'OIE sont celles qui servent le plus fréquemment pour

---

<sup>113</sup> ACIA (non daté a) et Santé Canada (2000).

<sup>114</sup> ACIA (non daté a).

<sup>115</sup> ACIA (2006).

<sup>116</sup> Renseignements en ligne de l'ACIA, "Pays reconnus indemnes de maladies". Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/english/anima/heasan/disemala/recotab/listae.shtml>.

<sup>117</sup> Document de l'OMC G/SPS/GEN/613 du 16 décembre 2005.

<sup>118</sup> Renseignements en ligne de l'ACIA, "Dangers zoonosaires associés à l'importation d'animaux". Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/english/sci/ahra/rianfrwk/appe.shtml>.

identifier les dangers liés à l'importation d'animaux et de produits d'origine animale; d'autres critères sont utilisés à cette fin au cas par cas.

129. L'ACIA tient des listes de plantes et de matières végétales de certains pays qui ne doivent pas être importées au Canada, et de parasites réglementés.<sup>119</sup> Les autorités font savoir que la Liste des végétaux et matériel végétal interdits en provenance de régions autres que la zone continentale des États-Unis est conforme aux directives de la CIPV relatives à l'analyse des risques parasitaires et que la Liste des parasites réglementés par le Canada répond à la norme pertinente de la CIPV.<sup>120</sup>

130. En fonction des résultats de l'évaluation du risque, l'ACIA peut autoriser les importations, sous réserve de certaines exigences sanitaires ou phytosanitaires. Pour les animaux et les produits d'origine animale, ces exigences sont souvent énoncées dans les protocoles d'importation; pour les végétaux et les produits d'origine végétale, l'ACIA publie normalement des circulaires D.<sup>121</sup> Pour faire face aux situations d'urgence qui appellent des mesures de protection de la santé, par exemple en cas de contamination chimique de produits alimentaires, Santé Canada peut formuler des principes directeurs qui facilitent l'interprétation de la Loi sur les aliments et drogues.

131. Les règlements énoncent d'autres exigences SPS, dont la conception et l'adoption sont alors soumises aux conditions, y compris en matière d'avis au public, prévues dans la Politique de réglementation (voir section viii)). Des organes consultatifs ad hoc temporaires ou permanents (comme le Comité consultatif canadien pour la protection des végétaux) peuvent être créés pour recueillir l'avis des parties prenantes sur les propositions de règlement SPS.

132. On ne trouve pas au Canada de mécanisme formel qui permette de contester les exigences SPS. Les autorités indiquent que les parties intéressées peuvent faire connaître leurs observations aux organismes responsables via leurs sites Internet. Ces organismes organisent aussi régulièrement des réunions et des consultations avec les associations représentatives des milieux professionnels et des parties prenantes. De plus, Santé Canada a mis en place, dans le domaine de la sécurité et de la gestion alimentaires, des comités qui examinent les problèmes rencontrés avec les règlements en vigueur et qui recommandent les modifications qui pourraient y être apportées.

133. Les importations de viandes sont soumises à un système d'approbation spécial administré par l'ACIA.<sup>122</sup> Sur demande, l'ACIA étudie l'ensemble de la législation qui régit le système d'inspection des viandes d'un pays. Si cette législation est jugée équivalente, elle effectue une inspection sur place de différents abattoirs ou établissements de traitement des viandes. Les établissements homologués par l'ACIA doivent soumettre des échantillons, des recettes et des étiquettes qui seront enregistrés avant que les produits puissent être exportés vers le Canada. L'ACIA procède à un contrôle périodique des établissements homologués. L'Agence a approuvé les systèmes d'inspection des

---

<sup>119</sup> Renseignements en ligne de l'ACIA, "Végétaux et matériel végétal interdits en provenance de régions autres que la zone continentale des États-Unis". Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/english/plaveg/oper/prohibintere.shtml>; et "Parasites réglementés par le Canada". Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/english/plaveg/protect/listpspare.shtml>.

<sup>120</sup> Secrétariat de la CIPV, "Directives sur les listes d'organismes nuisibles réglementés" (NIMP No. 19), avril 2003.

<sup>121</sup> Renseignements en ligne de l'ACIA, "Directives sur la protection des végétaux". Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/english/plaveg/protect/dir/directe.shtml>.

<sup>122</sup> ACIA (non daté b).

viandes de 38 pays et territoires.<sup>123</sup> Le Canada exige que tous les envois de viande soient inspectés à la frontière.

134. Les autorités canadiennes font savoir qu'avant d'être autorisé à la vente au Canada, un produit agricole issu de la biotechnologie doit subir un processus qui évalue le risque qu'il peut présenter pour l'environnement et la santé des humains et des animaux. L'ACIA réglemente les nouveaux produits agricoles (tels que végétaux, aliments pour le bétail, engrais et compléments, produits biologiques vétérinaires), y compris ceux issus de la biotechnologie, selon une procédure qui stipule les données qui doivent être fournies par ceux qui cherchent à faire approuver leur produits, et la façon dont les scientifiques de l'ACIA doivent exploiter ces données. Santé Canada réglemente les nouveaux produits alimentaires, y compris ceux issus d'organismes génétiquement modifiés, grâce à un système de notification obligatoire avant commercialisation, ainsi que le prescrivent les Règlements sur les aliments et drogues. Les Lignes directrices de Santé Canada relatives à l'évaluation de l'innocuité des aliments nouveaux dérivés de plantes et de micro-organismes énoncent des critères spécifiques pour l'évaluation de l'innocuité des aliments issus de modifications génétiques. D'après les autorités, les Lignes directrices s'inspirent de principes scientifiques internationalement acceptés et sont conformes aux principes d'analyse du risque et aux directives mises au point par le Groupe spécial intergouvernemental du Codex sur les aliments dérivés des biotechnologies.

135. Santé Canada procède au suivi, à l'évaluation et au contrôle de la sûreté, de l'efficacité et de la qualité des médicaments vétérinaires, fixe des normes en la matière et encourage l'utilisation raisonnée de ces médicaments. Les autorités font observer que les médicaments vétérinaires ne sont autorisés à la vente au Canada qu'une fois établi que, utilisés dans le respect du mode d'emploi, ils ne présentent pas de risque excessif pour les humains qui consomment les produits alimentaires dérivés d'animaux traités. Santé Canada a approuvé l'utilisation de six stimulateurs de croissance hormonaux chez les bovins. Les autorités indiquent que cette décision s'appuie sur les études et les recommandations du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires et de Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments.

136. L'ACIA est responsable de l'ensemble des services fédéraux d'inspection liés à la salubrité des produits alimentaires et à la santé des animaux et des végétaux, à l'exception des inspections initiales à la frontière, qui incombent à l'Agence des services frontaliers du Canada. L'ACIA facture ses services selon l'Avis sur les prix de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Le caractère plus ou moins approfondi de l'inspection à la frontière dépend des résultats de l'évaluation du risque effectuée par l'ACIA. En appui de son rôle en matière d'application des règlements, l'ACIA gère plusieurs laboratoires.

### **3) MESURES TOUCHANT DIRECTEMENT LES EXPORTATIONS**

#### **i) Procédures**

137. En vertu de la Loi sur les douanes, les marchandises exportées du Canada doivent être déclarées au gouvernement du Canada. Les trois principaux objectifs de cette disposition sont de

---

<sup>123</sup> Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Porto Rico, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, République tchèque, Thaïlande et Uruguay. Renseignements en ligne de l'ACIA, "Directives de l'hygiène des viandes pour l'année 2006". Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/english/anima/meavia/mmopmmhv/direct/directe.shtml>.

contrôler l'exportation de marchandises stratégiques et dangereuses, ainsi que d'autres marchandises contrôlées et réglementées; de recueillir des renseignements précis sur les exportations canadiennes; et de contrôler la sortie des marchandises qui transitent par le Canada.<sup>124</sup>

138. Les produits exportés vers les États-Unis à des fins de consommation n'ont pas à faire l'objet d'une déclaration d'exportation.<sup>125</sup> Cependant, s'il s'agit de produits exportés contrôlés, réglementés ou prohibés (c'est-à-dire si leur exportation est restreinte) par d'autres ministères ou organismes publics, le permis requis doit être présenté à l'Agence des services frontaliers du Canada.

139. Les exportations de marchandises non restreintes d'une valeur de 2 000 dollars canadiens ou plus à destination de pays autres que les États-Unis doivent faire l'objet d'une déclaration de douane. Quelle que soit leur valeur, les marchandises restreintes destinées à des pays autres que les États-Unis doivent être déclarées par l'exportateur, qui remet la déclaration d'exportation et le permis requis à l'ASFC. Les moyens de transports (tels que véhicules, cyclomoteurs et bateaux) qui sont exportés de façon permanente vers des destinations autres que les États-Unis doivent être déclarés en produisant, en sus de la déclaration d'exportation, les documents indiquant le numéro d'identification du véhicule (NIV), le numéro d'identification de coque (NIC) ou le numéro de série du véhicule. Certaines exportations échappent à l'obligation de déclaration.<sup>126</sup>

140. Le numéro d'entreprise est nécessaire pour remplir la déclaration d'exportation. Les exportateurs de marchandises commerciales, y compris les exportateurs non résidents, doivent obtenir un numéro d'entreprise et un compte de programme pour importation/exportation (c'est-à-dire un identificateur de compte RM), activé pour les exportations. La déclaration d'exportation peut être soumise sous l'une ou l'autre des quatre formes suivantes: la Déclaration d'exportation canadienne automatisée (DECA); la Déclaration d'exportation par échange de données informatisées (EDI) du G7; le formulaire B13A, Déclaration d'exportation; ou la Déclaration sommaire.<sup>127</sup> Il revient à

---

<sup>124</sup> Pour plus de renseignements sur les exportations du Canada, voir Mémoire D20-1-0. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d20-1-0/README.html>; ASFC (non daté a); Mémoire D20-1-1. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d20-1-1/README.html>; et Mémoire intérimaire D20-1-1. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d20-1-1-interim/README.html>.

<sup>125</sup> La déclaration d'exportation n'est pas exigée pour les marchandises exportées vers les États-Unis, Porto Rico et les Îles Vierges américaines, sauf pour les exportations de trains. La Canada obtient les renseignements sur les exportations à destination des États-Unis directement à partir des statistiques américaines sur les importations, dans le cadre d'un accord bilatéral entre les deux pays. Les marchandises qui transitent par les États-Unis en direction d'un autre pays sont soumises aux mêmes exigences que si elles étaient acheminées directement vers cet autre pays.

<sup>126</sup> Pour la liste détaillée des exceptions à l'obligation de déclarer, voir la section 6 du Mémoire D20-1-0. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d20-1-0/README.html>; Mémoire D20-1-1, paragraphes 30 à 32. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d20-1-1/d20-1-1-e.pdf#search=Memorandum%20D2011>.

<sup>127</sup> La déclaration papier se fait à l'aide du formulaire B13A; les deux formes de déclaration électroniques disponibles sont la Déclaration d'exportation canadienne automatisée (DECA) et la Déclaration d'exportation par échange de données informatisées (EDI) du G7. Le Programme de déclaration sommaire est réservé aux exportateurs de marchandises à faible risque qui exportent de façon régulière et qui ont satisfait à certaines exigences de l'ASFC.

l'exportateur en dernier lieu de s'assurer que les marchandises ont été déclarées. L'exportateur est tenu de conserver un dossier détaillé de ses déclarations au Canada pendant six ans.

141. Les déclarations et les licences d'exportation ainsi que tout autre document requis doivent être produits dans les délais spécifiés par le Règlement sur la déclaration des marchandises exportées. Ces délais varient selon le mode de transport utilisé pour exporter les marchandises à partir du Canada. Pour les animaux vivants, les marchandises périssables, les marchandises en vrac, les marchandises homogènes et les marchandises d'utilité temporaire, ces délais par modes ne s'appliquent pas et la déclaration peut se faire immédiatement avant l'exportation, s'il ne s'agit pas de marchandises contrôlées, réglementées ou prohibées.

142. Les transporteurs et les prestataires de services douaniers sont également soumis aux exigences de déclaration.<sup>128</sup> En vertu de la Loi sur les douanes, les agents de l'ASFC peuvent inspecter les marchandises déclarées au gouvernement du Canada.

143. En cas de non-respect des exigences de déclaration, les exportateurs et/ou les transporteurs sont passibles de sanctions pécuniaires au titre du Régime de sanctions administratives pécuniaires (RSAP). Les sanctions vont de 100 à 25 000 dollars canadiens selon la gravité de l'infraction et le nombre de récidives.<sup>129</sup>

## **ii) Taxes, impositions et prélèvements à l'exportation**

144. Des droits à l'exportation sont imposés sur les produits du tabac de fabrication canadienne et, depuis le 12 octobre 2006, sur le bois d'œuvre résineux à destination des États-Unis. Au titre de la Loi sur les exportations, des droits peuvent aussi frapper certains minerais, mais ce n'était pas le cas à la mi-2006.<sup>130</sup>

145. Comme indiqué dans le rapport du Secrétariat sur le dernier examen de la politique commerciale du Canada, au titre de la Loi sur la taxe d'accise, les exportations de cigarettes, de bâtonnets de tabac et autre tabac transformé de fabrication canadienne vers tous les pays sont soumises à une taxe à deux niveaux, avec des taux différents pour les exportations qui représentent au plus 1,5 pour cent de la production annuelle d'un fabricant (0,075 dollar canadien par cigarette) et pour les exportations qui dépassent ce seuil (0,178 dollar canadien par cigarette). La taxe sur les exportations qui ne dépassent pas le seuil de 1,5 pour cent est remboursable à l'importateur étranger et au fabricant canadien sous réserve de la preuve du paiement des taxes. La taxe sur les exportations qui dépassent le seuil de 1,5 pour cent n'est pas remboursable et est proche du montant total des taxes fédérales et provinciales qui seraient autrement applicables au taux le plus bas au Canada. L'objectif

---

<sup>128</sup> Mémoire D20-1-0 de l'AFSC, Règlement sur la déclaration des marchandises exportées, paragraphes 9 à 14. Voir aussi le Mémoire D3-1-8, Transport du fret-Exportations, à l'adresse suivante: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/formspubs/menu-e.html>.

<sup>129</sup> Pour de plus amples renseignements sur les sanctions pécuniaires liées aux exportations, voir à l'adresse suivante: [http://www.cbsa-asfc.gc.ca/export/amps\\_export\\_mpd-e.pdf](http://www.cbsa-asfc.gc.ca/export/amps_export_mpd-e.pdf).

<sup>130</sup> Loi sur les exportations. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/E-18/55273.html>.

du régime de taxe à l'exportation est de réduire l'intérêt qu'il y aurait à faire revenir clandestinement au Canada les produits du tabac de fabrication canadienne exportés à l'étranger.<sup>131</sup>

146. Le 12 septembre 2006, le Canada et les États-Unis ont signé un accord concernant les exportations de bois d'œuvre résineux, mettant fin à un différend commercial de longue date touchant aux droits antidumping et compensateurs américains sur les importations de bois d'œuvre résineux canadiens, qui avait été porté devant les tribunaux des États-Unis et fait l'objet de recours au titre du Mémorandum d'accord de l'OMC sur le règlement des différends et du chapitre 19 de l'ALENA. L'Accord est entré en vigueur le 12 octobre 2006, après modification des dispositions relatives à l'annulation de certains litiges et au remboursement des droits en dépôt. Dans le cadre de cet accord, les États-Unis ont révoqué leurs ordonnances d'imposition de droits antidumping et compensateurs, et ont remboursé 80 pour cent des droits en dépôt prélevés depuis 2002. Les exportateurs canadiens de bois d'œuvre résineux doivent désormais payer des droits à l'exportation lorsque le prix de référence convenu du bois est équivalent ou inférieur à 355 dollars EU par millier de pieds planche. Les régions canadiennes concernées par l'accord (Colombie britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario et Québec) peuvent choisir entre deux régimes: soit un droit à l'exportation variant en fonction du prix, soit un droit à l'exportation moins élevé assorti d'une limitation de volume, avec un taux du droit et une limitation du volume variant en fonction du prix. Les recettes provenant des droits à l'exportation sont collectées par le gouvernement du Canada et reversées aux provinces en fonction de l'origine du bois. Les fonds ne peuvent être remboursés aux secteurs d'activité auprès desquels ils ont été prélevés. Certaines exemptions et exclusions sont prévues.<sup>132</sup>

147. Au titre de l'ALENA et des accords de libre-échange qui le lient au Chili (ALECC), au Costa Rica (ALECCR) et à Israël (ALECI), le Canada s'est engagé à ne pas maintenir de droits, taxes ou autre imposition sur l'exportation d'un produit vers le territoire de l'(des) autre(s) partie(s), à moins que ces droits, taxes ou imposition ne soient adoptés ou maintenus à l'égard de ce produit lorsqu'il est destiné à la consommation intérieure.<sup>133</sup> Au titre de l'ALECI, cependant, le Canada a prévu certaines exceptions à cette disposition, en ce qui concerne notamment les exportations de billes de bois et de poisson non transformé (ce conformément à la législation de certaines provinces).

### **iii) Prohibitions, restrictions et régime de licence à l'exportation**

148. Au Canada, la plupart des mesures de contrôle à l'exportation sont appliquées en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, administrée par la Direction générale des licences d'exportation et d'importation. Les autres mesures en ce domaine sont du ressort respectif de la Commission canadienne du blé, de Santé Canada, d'Agriculture Canada, de Patrimoine Canada, du Superintendant des institutions financières, de Ressources naturelles Canada et d'Environnement Canada.

149. La section 3 de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (Liste des marchandises d'exportation contrôlée - LMEC) (tableau III.8) contient les articles dont l'exportation est contrôlée à

<sup>131</sup> Communiqué du 5 avril 2001, "Le gouvernement annonce une stratégie détaillée visant à décourager l'usage du tabac". Adresse consultée: <http://www.fin.gc.ca/news01/01-039e.html>.

<sup>132</sup> Renseignements en ligne des Affaires étrangères et commerce international. Adresse consultée: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/eicb/softwood/SLA-main-en.asp>.

<sup>133</sup> ALENA, article 314 et annexe 314; ALECC, article C-12; ALECCR, article III.10 et annexe III.10; et ALECI, article 4.7 et annexe 4.1.

l'une ou l'autre des fins suivantes: s'assurer que les mesures prises pour favoriser et encourager la transformation au Canada d'une ressource naturelle d'origine canadienne (figurant dans le groupe 5 des marchandises d'exportation contrôlée) ne deviennent pas inopérantes du fait d'une exportation incontrôlée de cette ressource; limiter, en période de surproduction et de chute des cours, les exportations de matières premières ou transformées d'origine canadienne (figurant dans le groupe 5 des marchandises d'exportation contrôlée), sauf les produits agricoles, ou en conserver le contrôle; mettre en œuvre un accord ou un engagement intergouvernemental; s'assurer d'un approvisionnement et d'une distribution de l'article en quantité suffisante pour répondre aux besoins du Canada, notamment en matière de défense; ou contrôler les exportations d'armes, de munitions, de matériel ou armements de guerre ou les articles ayant une nature ou valeur stratégique dont l'emploi pourrait être préjudiciable à la sécurité du Canada.<sup>134</sup>

150. L'essentiel des exportations soumises à des mesures de contrôle le sont en vertu d'accords internationaux signés par le Canada. Les amendements apportés en 2003 et 2006 à la Liste des marchandises d'exportation contrôlée visaient pour la plupart à honorer les engagements du pays au titre de divers accords internationaux. De plus, en 2003, des marchandises ont été ajoutées au groupe 5 de la LMEC.<sup>135</sup> En 2006, l'un des amendements majeurs a consisté à supprimer le groupe 8, où figuraient les produits chimiques servant à la fabrication de drogues illicites, Santé Canada ayant été chargé d'assurer le contrôle de l'exportation de tous ces produits à compter de janvier 2004. De surcroît, les produits de bois d'œuvre résineux dont la province de première transformation était l'Ontario, le Québec, la Colombie britannique ou l'Alberta (article 5104)<sup>136</sup>, ont été éliminés par suite de l'expiration de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis (1996-2001).<sup>137</sup>

151. Une licence est nécessaire pour exporter un article figurant sur la LMEC (tableau III.8), sauf (dans la plupart des cas) s'il est destiné au marché américain.<sup>138</sup> Les exportateurs peuvent obtenir en ligne leurs licences ou certificats grâce au Système des contrôles des exportations en direct (CEED),

<sup>134</sup> Renseignements en ligne des Affaires étrangères et commerce international. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/E-19/237065.html>.

<sup>135</sup> Notamment les armes à laser aveuglant, les réacteurs de fusion nucléaire, les mines antipersonnel et d'autres marchandises et produits stratégiques destinés à certaines utilisations. L'amendement le plus récent a été introduit par le Décret modifiant la liste des marchandises d'exportation contrôlée, DORS/2006-196 du 20 septembre 2006. Adresse consultée: <http://canadagazette.gc.ca/partII/2006/20060920/html/sor196-e.html>. Au nombre de ces accords internationaux, citons l'Arrangement de Wassenaar, la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions et d'explosifs et d'autres matériels connexes; le Groupe des fournisseurs nucléaires, le Régime de contrôle de la technologie des missiles et le Groupe de l'Australie.

<sup>136</sup> Comme précisé dans la Liste, la "province de première transformation" est celle où est située la scierie qui a effectué la première transformation en un produit de bois d'œuvre.

<sup>137</sup> Article 5105 (produits de bois d'œuvre) demeure en vigueur et sera modifié pour tenir compte de la portée de l'Accord de 2006 sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis; il deviendra l'article 5104.

<sup>138</sup> Le matériel et l'équipement servant à la production d'énergie atomique, les armes automatiques, les billes de bois, le bois d'œuvre résineux, le bois à pâtes, les harengs rogués et les billons et blocs de cèdre rouge comptent parmi les marchandises dont l'exportation est assujettie à l'obtention d'une licence (Renseignements en ligne du Ministère des affaires étrangères et du commerce international. Adresse consultée: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/eicb/military/epe-en.asp>).

qui a remplacé le système précédent en 2006.<sup>139</sup> Des droits symboliques sont prélevés pour les licences d'exportation, qui ont par ailleurs des durées de validité variables.<sup>140</sup> En sus des exigences en matière de licence d'exportation, les personnes qui souhaitent exporter la plupart des marchandises du groupe 2 et la totalité de celles du groupe 6 ainsi que celles mentionnés à l'article 5504 de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée doivent s'enregistrer auprès du Programme des marchandises contrôlées du Ministère des travaux publics et des services gouvernementaux du Canada.<sup>141</sup> En plus des mesures de contrôle prévues par la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, les exportateurs de marchandises des groupes 3 et 4 (non-prolifération nucléaire et double usage dans le secteur nucléaire) doivent se conformer aux obligations qu'impose la Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires.<sup>142</sup>

**Tableau III.8**  
**Liste des marchandises d'exportation contrôlée, 2006**

	Produits
Groupe 1 – Marchandises à double usage	Matières de pointe; transformation de matières; matériel électronique; ordinateurs; matériel de télécommunication; sécurité de l'information; détecteurs et lasers; matériel de navigation et matériel aéronautique; matériel marin; matériel de propulsion
Groupe 2 – Matériel de guerre	Tout matériel de guerre
Groupe 3 – Non-prolifération nucléaire	Toutes fournitures ou technologie destinées à la production nucléaire
Groupe 4 – Double usage dans le secteur nucléaire	Toutes fournitures ou technologie liées à la production nucléaire
Groupe 5 – Marchandises diverses	Glandes pancréatiques de bovins et de veaux (toutes destinations); sérum albumine (humain) (toutes destinations); billes de toutes essences de bois (toutes destinations); bois à pâtes de toutes essences de bois (toutes destinations); blocs, billons, ébauches, planches et tout autre matériau ou produit de cèdre rouge propres à être utilisés pour la fabrication de bardeaux ordinaires ou de bardeaux de fente (toutes destinations); produits de bois d'œuvre (États-Unis); beurre d'arachides classé dans le n° tarifaire 2008.11.10 de la liste 1 du Tarif des douanes (toutes destinations); harengs rogués (toutes destinations); produits contenant du sucre (États-Unis); sucres, sirops et mélasses (États-Unis et zones franches des États-Unis); marchandises provenant des États-Unis (toutes destinations autres que les États-Unis); marchandises en transit; armes prohibées; réacteurs de fusion nucléaire; mines antipersonnel; marchandises stratégiques; marchandises destinées à certaines utilisations
Groupe 6 – Régime de contrôle de la technologie des missiles	Articles qui sont ou pourraient être utilisés dans la prolifération des vecteurs d'armes chimiques, biologiques et nucléaires
Groupe 7 – Non-prolifération des armes chimiques et biologiques	Produits chimiques, précurseurs de produits chimiques, agents biologiques et matériel connexe, y compris les équipements à double usage

Source: Ministère des affaires étrangères et du commerce international 2005, "Guide des contrôles à l'exportation du Canada". Adresse consultée: <http://www.international.gc.ca/eicb/military/documents/exportcontrols-fr.pdf>.

<sup>139</sup> Renseignements en ligne du Ministère des affaires étrangères et du commerce international. Adresse consultée: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/eicb/EXCOL/intro-en.asp>.

<sup>140</sup> Renseignements en ligne du Ministère des affaires étrangères et du commerce international. Adresse consultée: Viewed at: <http://laws.justice.gc.ca/en/E-19/SOR-97-204/100299.html>. Le montant des droits est indiqué dans la Loi sur les licences d'importation et d'exportation du 19 mai 1995 (DORS/95.245). Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/E-19/SOR-05-245/text.html>. Les règles d'administration financières sont énoncées dans l'Avis n° 138 du 16 mai 2003. Adresse consultée: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/eicb/notices/ser138-en.asp>.

<sup>141</sup> Renseignements en ligne du Ministère des affaires étrangères et du commerce international. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/E-19/SOR-97-204/100299.html>.

<sup>142</sup> Renseignements en ligne de la Commission canadienne de sûreté nucléaire. Adresse consultée: [http://www.nuclearsafety.gc.ca/eng/regulatory\\_information/regulations/index.cfm](http://www.nuclearsafety.gc.ca/eng/regulatory_information/regulations/index.cfm).

152. Aux termes de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, des mesures de contrôle peuvent être appliquées aux exportations vers certains pays figurant sur la Liste des pays visés. À la fin 2006, le Myanmar et le Bélarus étaient les seuls pays à y figurer, ce dernier y ayant été ajouté en décembre 2006 (l'Angola en a été retiré en 2003). De plus, la Loi vise la réexportation de produits originaires des États-Unis afin d'assurer le respect des restrictions appliquées par les États-Unis aux exportations des produits contrôlés ainsi que de l'embargo imposé par les États-Unis à certains pays. Les armes à feu ne peuvent être exportées que vers les pays avec lesquels le Canada a conclu un arrangement intergouvernemental en matière de défense, de recherche-développement et de production, et qui figurent sur la Liste des pays désignés (armes automatiques) (LPDAA).<sup>143</sup> En outre, le Canada ne peut vendre de matériel militaire au Pakistan en vertu d'une interdiction de principe.<sup>144</sup> La vente de matériel militaire est également prohibée en vertu de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, que le Canada met en œuvre par le biais de divers règlements au titre de la Loi sur les Nations Unies; à la fin 2006, ces prohibitions concernaient la République du Congo et la République populaire démocratique de Corée.<sup>145</sup>

153. Les restrictions à l'exportation à des fins de protection de l'environnement sont généralement maintenues dans le cadre d'accords environnementaux multilatéraux (AEM) ou de programmes nationaux de protection de l'environnement et de conservation des ressources. De plus, l'exportation de certaines substances est restreinte au titre de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE). Les substances visées figurent sur la Liste des substances d'exportation contrôlée, qui est annexée à la LCPE.<sup>146</sup> Les obligations du Canada au titre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) sont mises en œuvre dans le cadre de la Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial.<sup>147</sup> Les provinces et les territoires appliquent aussi des mesures de contrôle pour certaines espèces de faune et de flore sauvages.<sup>148</sup>

154. Le Règlement sur l'exportation et l'importation de déchets dangereux et de matières recyclables dangereuses (Règlement sur l'exportation et l'importation), adopté en vertu de la LCPE, permet au Canada de respecter ses obligations en matière de mouvement transfrontière de déchets et

---

<sup>143</sup> Renseignements en ligne de la LDPA. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/E-19/SOR-91-575/text.html>. Les pays énumérés sont les suivants: Allemagne; Arabie saoudite; Australie; Belgique; Botswana; Danemark; Espagne; États-Unis; Finlande; France; Grèce; Italie; Lettonie; Nouvelle-Zélande; Norvège; Pays-Bas; Pologne; Portugal; Royaume-Uni; et Suède.

<sup>144</sup> Renseignements en ligne du Ministère des affaires étrangères et du commerce international. Adresse consultée: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/eicb/military/IndiaDisclaim-en.asp>.

<sup>145</sup> Renseignements en ligne du Ministère des affaires étrangères et du commerce international. Adresse consultée: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/sanctions-en.asp>.

<sup>146</sup> Renseignements en ligne d'Environnement Canada. Adresse consultée: [http://www.ec.gc.ca/CEPARRegistry/subs\\_list/Export.cfm](http://www.ec.gc.ca/CEPARRegistry/subs_list/Export.cfm).

<sup>147</sup> Liste de contrôle CITES du Canada. Adresse consultée: <http://www.cites.ec.gc.ca/listedecontrôle/index.cfm?lang=e&fuseaction=cList.swOptions>.

<sup>148</sup> Voir Mémoire D19-13-1 du 15 juin 2001. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d19-13-1/d19-13-1-e.html>.

de matières recyclables dangereux.<sup>149</sup> Ce règlement est entré en vigueur en 2005, en remplacement de l'ancien Règlement sur l'exportation et l'importation des déchets dangereux (REIDD). Les règlements d'application de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances<sup>150</sup> assujettissent l'exportation de certaines substances et produits chimiques précurseurs à l'obtention d'une licence par le distributeur autorisé.<sup>151</sup> Les licences d'exportation sont délivrées par le Bureau des substances contrôlées. Le Canada participe au Régime de certification prévu par le Processus de Kimberley aux fins du commerce international des diamants bruts.<sup>152</sup>

155. Conformément à la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels et à son Règlement d'application<sup>153</sup>, une licence est requise pour l'exportation des biens figurant dans la Nomenclature des biens culturels canadiens à exportation contrôlée.

#### iv) Système de financement, d'assurance et de garantie des exportations

156. Exportation développement (EDC) est l'organisme canadien officiel de crédit à l'exportation. Société d'État, EDC relève du Ministre du commerce international et est régi par la Loi sur le développement des exportations.<sup>154</sup> EDC a pour mandat de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international.<sup>155</sup> Il offre divers programmes de financement, d'assurance et de cautionnement liés aux opérations d'exportation (tableau III.9).

---

<sup>149</sup> Les obligations en question découlent en particulier de la Convention de Bâle, de la Décision du Conseil de l'OCDE sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets destinés à la valorisation et de l'Accord entre le Canada et les États-Unis concernant le déplacement transfrontière des déchets dangereux. Voir aussi les renseignements en ligne d'Environnement Canada. Adresse consultée: [http://www.ec.gc.ca/tmb/eng/tmbregs\\_e.html](http://www.ec.gc.ca/tmb/eng/tmbregs_e.html).

<sup>150</sup> Loi réglementant certaines drogues et autres substances. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/C-38.8/index.html>.

<sup>151</sup> Ces règlements d'application sont notamment les suivants: Règlement sur les benzodiazépines et autres substances ciblées; Règlement sur le chanvre industriel; Règlement sur les stupéfiants; et Règlement sur les précurseurs. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/C-38.8/index.html>.

<sup>152</sup> Renseignements en ligne de Ressources naturelles Canada. Adresse consultée: [http://mmsd1.mms.nrcan.gc.ca/kimberleyprocess/note\\_e.asp](http://mmsd1.mms.nrcan.gc.ca/kimberleyprocess/note_e.asp).

<sup>153</sup> Règlement sur l'exportation de biens culturels. Adresse consultée: <http://pch.gc.ca/progs/mcp-bcm/regs-e.cfm>; Nomenclature des biens culturels canadiens à exportation contrôlée. Adresse consultée: <http://www.pch.gc.ca/progs/mcp-bcm/list-e.cfm>.

<sup>154</sup> Loi sur le développement des exportations. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/E-20/57033.html>.

<sup>155</sup> EDC (2005).

**Tableau III.9**  
**Programmes de financement, d'assurance et de garantie d'EDC, 2006**

Produits	Description
<b>Assurance</b>	
Assurance-comptes clients	Protège les assurés contre les risques de crédit commercial, tels que le non-paiement de la part des acheteurs, que ce soit en raison d'insolvabilité, de défaut de paiement, du refus de prendre livraison des marchandises ou de résiliation d'un contrat, de même que contre les risques politiques tels que les difficultés à obtenir la conversion ou le transfert de devises, l'annulation de la licence d'exportation ou d'importation, et contre les risques liés aux conflits armés. Les entreprises de toutes tailles ont accès à ces produits, dont certains ont été simplifiés pour mieux répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises
ProtEXPORT	Fournit une couverture en ligne à l'égard d'une transaction unique conclue avec un acheteur étranger
Assurance-crédits documentaires	Protège au Canada les banques qui confirment ou négocient des lettres de crédit irrévocables (LDI) émises par des banques étrangères au bénéfice d'exportateurs de biens et services canadiens. L'assurance couvre contre le risque que la banque étrangère ne rembourse pas la banque assurée des paiements effectués pour l'exportateur au titre de la LCI. Au lieu de s'adresser à la banque de son acheteur à l'étranger, l'exportateur peut ainsi obtenir son paiement auprès d'une banque du Canada
Assurance non-exécution de contrat	Fournit une protection sur mesure à l'égard de contrats de biens, de services et de projets
Assurance-risques politiques	Protège les sociétés canadiennes qui investissent dans des pays étrangers et/ou les institutions de prêt qui financent des investissements de sociétés canadiennes à l'étranger. La police traditionnelle permet aux investisseurs et aux prêteurs de se prémunir contre les difficultés de conversion et/ou de transfert de devises, et les risques d'expropriation par le gouvernement du pays d'accueil et de violence politique. Ce type d'assurance permet aussi aux sociétés de mobiliser davantage de crédits pour financer leurs projets. Le programme d'assurance couvre entre autres le non-respect par une entité souveraine de l'obligation de paiement envers un prêteur; le refus de paiement à un investisseur à la suite d'une décision arbitrale à l'encontre d'une entité souveraine; et les risques à l'égard des droits liés aux actifs mobiles. Par ailleurs, EDC a apporté des aménagements au programme pour l'adapter aux petites transactions commerciales
<b>Financement</b>	
Lignes de crédit	Permettent aux exportateurs de réaliser des ventes selon des modalités de financement convenues à l'avance entre EDC et des banques ou sociétés étrangères. En d'autres termes, EDC peut soit accorder un crédit à une banque étrangère pour qu'elle fasse, en retour, un prêt à des acheteurs de biens ou services exportés du Canada, soit ouvrir une ligne de crédit à une importante société étrangère cliente d'un ou de plusieurs exportateurs canadiens
Prêts	Des prêts peuvent être consentis par EDC à un acheteur/emprunteur pour tout type d'opération d'exportation. Deux principaux types de prêt sont disponibles: <p>i) le crédit acheteur prévoit un accord entre EDC et un acheteur (ou un emprunteur distinct agissant pour le compte de l'acheteur) visant à financer des exportations canadiennes généralement liées à un contrat d'exportation spécifique</p> <p>ii) le crédit fournisseur, lorsque les transactions sont structurées de manière à permettre à l'exportateur (fournisseur) d'accorder à son acheteur de longues durées de paiement</p> <p>EDC peut offrir un financement préexpédition à l'exportateur, conjointement avec sa banque, pour couvrir les frais directement associé à l'exécution du contrat d'exportation. EDC peut aussi accorder des crédits aux sociétés canadiennes pour appuyer leur activité d'exportation ou leurs investissements à l'étranger</p>
Financement de projets	Financement à recours limité visant des projets industriels et d'infrastructure dans plusieurs secteurs, à l'appui d'exportations canadiennes destinées à ces projets ou d'investissements accordés par des parrains canadiens à ces projets. EDC mène aussi des opérations de financement de projets en coopération avec d'autres institutions de prêt
Garanties	EDC peut garantir un prêt accordé par une institution financière à un emprunteur étranger pour l'achat de biens ou services canadiens ou à un exportateur pour appuyer son activité d'exportation ou ses investissements à l'étranger
Capital-actions et autres formes d'investissement connexes	Assure un investissement en capital-actions et/ou d'autres formes d'investissement connexes (y compris le placement de fonds) pour appuyer les exportateurs canadiens de la nouvelle génération et aider les sociétés canadiennes actuelles à se placer sur le marché mondial

Produits	Description
<b>Cautionnement</b>	
Garanties pour cautionnement bancaire	Offre à la banque une protection contre tous appels de garanties émises pour le compte d'un exportateur
Assurance pour cautionnement bancaire	Protège l'exportateur contre les appels injustifiés de ses lettres de garantie bancaires
Garantie de facilité de change	Fournit à l'institution financière une garantie à seconde demande pour le cautionnement qui lui est apporté au titre du contrat de change à terme conclu par l'exportateur, au cas où celui-ci n'exécuterait pas le contrat à la "date de règlement"
Garantie de sûreté financière	Assure à la banque une garantie à seconde demande pour les obligations des exportateurs à l'égard des fournisseurs et pour les facilités de fonds de roulement à l'étranger
Partage des risques liés aux cautionnements	Lorsqu'un exportateur dont la capacité de cautionnement est limitée doit déposer un cautionnement d'assurance au lieu d'une lettre de garantie bancaire, EDC offre une assurance-cautionnement sous forme de réassurance à des cautions accréditées afin de faciliter l'émission de ce type d'instrument
Services de prête-nom pour cautions	Offerts aux exportateurs dont le profil financier et le volume d'activités ne répondent pas aux critères habituels en matière d'assurance-cautionnement. Des cautions accréditées émettent alors des cautionnements d'assurance avec l'appui total d'EDC, ce qui permet aux petits exportateurs d'avoir accès à un marché du cautionnement qui ne leur est normalement pas ouvert

Source: Exportation développement Canada.

157. EDC finance ses activités en facturant des commissions sur ses services, en prélevant des intérêts sur ses prêts et en empruntant sur le marché commercial sous garantie du gouvernement. Il peut en outre demander au Ministre des finances l'autorisation d'emprunter auprès du Trésor. EDC ne paie pas d'impôt sur le revenu ni d'impôt sur les sociétés, ne verse en principe pas de dividendes et bénéficie d'une cote de la dette du Canada. Le volume d'activités à bénéficier des programmes d'EDC est passé de près de 51 milliards de dollars canadiens en 2002 à un peu plus de 57 milliards en 2005.<sup>156</sup>

158. En 2005, 6 828 sociétés canadiennes ont reçu l'aide d'EDC, 90 pour cent environ de ses clients étant de petites et moyennes entreprises. Les principaux secteurs destinataires des prêts commerciaux et des portefeuilles d'assurance d'EDC sont indiqués dans le tableau III.10. Le total des engagements d'EDC par marché géographique n'a relativement pas évolué depuis 2003. En 2005, l'Amérique du Nord et les Caraïbes représentaient 68 pour cent; l'Europe 9 pour cent; l'Asie/Pacifique 8 pour cent; le Moyen-Orient/Afrique 8 pour cent; et l'Amérique du Sud/Amérique centrale 7 pour cent.<sup>157</sup>

**Tableau III.10**  
**Principaux domaines des engagements financiers d'EDC; prêts commerciaux et portefeuilles d'assurance, 2002-2005**  
(Pour cent)

	2002	2003	2004	2005
<b>Prêts commerciaux</b>				
Aéronautique	33	34	33	33
Transports de surface	21	21	35	35
Énergie (équipement)	13	14	13	13
<b>Assurance à court terme</b>				

<sup>156</sup> EDC (2005).

<sup>157</sup> EDC (2005).

	2002	2003	2004	2005
Sylviculture	29	35	33	28
Produits de base et produits semi-manufacturés	30	23	19	22
Technologie de pointe (et industrie de transformation)	21	9	23	9

Source: EDC.

159. EDC tient deux comptes, le Compte de la Société et le Compte du Canada. Le premier peut concurrencer les offres de financement du secteur privé ou peut fournir des services que ce dernier n'assure généralement pas, tels que les services d'assurance et de garantie à l'intention des petites et moyennes entreprises (PME). EDC publie tous les trimestres un rapport sur l'ensemble de ses activités dans les domaines de l'assurance et du financement (à l'exclusion des activités du Compte du Canada)<sup>158</sup>, et divulgue aussi certaines informations particulières concernant les opérations d'aide financière faisant l'objet d'un contrat signé.

160. Le Compte du Canada a été utilisé pour soutenir des opérations que le gouvernement fédéral estime être dans l'"intérêt national", mais qu'EDC ne peut soutenir au titre du Compte de la Société pour des raisons de capacité et de risque. L'intérêt national met en jeu des considérations telles que les emplois créés ou maintenus grâce à l'opération; l'importance de l'opération pour l'exportateur; ses incidences sur la politique étrangère; et l'importance du marché pour le Canada. Chaque opération du Compte du Canada nécessite une autorisation ministérielle et celles dont le montant dépasse 50 millions de dollars canadiens ou qui revêtent un caractère sensible requièrent l'approbation du Cabinet. Il y a eu onze opérations d'aide à l'exportation portées au Compte du Canada entre octobre 2001 et fin novembre 2006. La plus importante par le montant a été celle concernant la vente d'aéronefs de la société Bombardier aux États-Unis.<sup>159</sup>

161. Le soutien apporté par le Canada à l'industrie aéronautique régionale a fait l'objet de deux plaintes au titre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC, avec le Brésil comme plaignant.<sup>160</sup>

162. En 2001, un nouveau différend a surgi lorsque le Brésil a allégué que des garanties subventionnées de crédits et de prêts à l'exportation avaient été accordées à l'industrie aéronautique régionale du Canada à la fois par le Compte de la Société et par le Compte du Canada, en particulier dans le cas de la vente d'aéronefs de la société Bombardier à Air Wisconsin Airlines Corporation des États-Unis. Le Groupe spécial avait constaté notamment que cinq des onze transactions contestées par le Brésil, y compris le financement accordé par le Compte du Canada à Air Wisconsin et à Air Nostrum et trois transactions au titre du Compte de la Société avec Comair, constituaient des subventions à l'exportation prohibées. À la réunion de l'Organe de règlement des différends du 22 mai 2002, le Canada avait indiqué qu'il considérait ne pas avoir à prendre de nouvelles mesures pour se conformer aux recommandations de l'ORD en ce qui concernait les aéronefs livrés avant le

<sup>158</sup> EDC communique des données globales sur le volume de ses activités: par secteur de l'économie canadienne, par pays ou région où la Société est présente; par région du Canada pour les exportateurs; et par type d'aide accordée. Pour de plus amples renseignements sur la politique de divulgation d'EDC, voir à l'adresse suivante: <http://www.edc.ca/english/disclosure.htm>.

<sup>159</sup> Renseignements en ligne d'EDC. Adresse consultée: [http://www.edc.ca/english/disclosure\\_9239.htm](http://www.edc.ca/english/disclosure_9239.htm).

<sup>160</sup> Voir OMC (2003).

20 mai 2002, mais qu'il était prêt à travailler avec le Brésil pour parvenir à une solution tournée vers l'avenir tout en honorant ses engagements relatifs à la livraison des nouveaux appareils dans le cadre des contrats existants.<sup>161</sup> À l'occasion du présent examen, les autorités ont fait observer que le Canada n'avait pas modifié les termes des contrats qu'il avait passés avant que l'ORD n'adopte ses recommandations, mais qu'à l'avenir, la politique du gouvernement canadien consisterait à dire que toutes les transactions au titre du Compte du Canada devraient être conformes à ses obligations internationales. À la suite de la décision arbitrale, en mars 2003, le Brésil avait été autorisé par l'ORD à suspendre l'application des obligations énoncées à l'article VI:6 a) du GATT de 1994 et dans l'Accord sur les procédures de licences d'importation, et de concessions tarifaires et d'obligations connexes au titre du GATT de 1994 portant sur des échanges d'un montant total de 247 797 000 dollars EU.<sup>162</sup> À la mi-2006, le Brésil n'avait pas imposé de mesures de rétorsion.

163. À l'issue d'un réexamen de l'ensemble de la stratégie d'EDC et de ses activités, deux groupes de travail ont été chargés d'étudier les questions stratégiques touchant au programme d'assurance à court terme et aux garanties bancaires. L'exercice a permis d'établir qu'EDC pouvait s'employer davantage à encourager la participation des banques dans le domaine du financement des échanges commerciaux, et des modifications ont été apportées au programme de garanties bancaires. S'agissant du programme d'assurance à court terme, à la lumière du réexamen, EDC a conclu avec COFACE, en 2005, un accord visant à offrir une aide supplémentaire aux exportateurs pour la gestion de leurs créances au Canada et sur les marchés étrangers.<sup>163</sup> EDC coopère aussi avec des assureurs du secteur privé pour qu'ils jouent un rôle plus actif vis-à-vis des besoins des sociétés canadiennes en matière d'assurance-comptes clients.

164. Des garanties à l'exportation sont également fournies par la Corporation commerciale canadienne (CCC), qui est une société d'État. Son rôle principal est d'assurer aux entreprises canadiennes un accès direct aux marchés de la défense et de l'industrie aérospatiale des États-Unis dans le cadre de l'Accord canado-américain de partage de la production de défense, ce qui représente 67 pour cent environ des facturations de contrats de la CCC.<sup>164</sup> Bien qu'elle soit spécialisée dans les ventes aux gouvernements étrangers et aux organisations internationales, la CCC aide également les exportateurs canadiens à conquérir des marchés du secteur privé. Dans ce domaine, la CCC offre aux acheteurs étrangers une garantie d'exécution de contrat par les pouvoirs publics, grâce à son Service de maître d'œuvre international.<sup>165</sup> Jusqu'à l'exercice budgétaire 2005/2006, la CCC a fourni aussi des crédits à l'exportation dans le cadre de son Programme de paiements progressifs, qui été interrompu durant l'exercice 2005/2006 pour éviter un chevauchement avec les services offerts par l'EDC.

165. Des initiatives visant à offrir aux exportateurs des services de financement, d'assurance et de garantie ont également été prises au niveau des provinces. C'est ainsi que le Programme financement PME d'Investissement Québec assure des prêts et des garanties de prêt (couvrant jusqu'à 80 pour cent

---

<sup>161</sup> Document de l'OMC WT/DSB/M/124 du 13 juin 2002.

<sup>162</sup> Document de l'OMC WT/DSB/M/145 du 7 mai 2003.

<sup>163</sup> Le groupe Coface est une société du secteur privé qui offre des services de gestion du risque commercial. Adresse consultée: <http://www.coface.com>.

<sup>164</sup> CCC (2006), *Rapport annuel 2005-2006*.

<sup>165</sup> Renseignements en ligne de la CCC. Adresse consultée: [http://www.ccc.ca/eng/abo\\_aboutCCC\\_CCCGuarantee.cfm](http://www.ccc.ca/eng/abo_aboutCCC_CCCGuarantee.cfm).

des pertes nettes) pour une série de projets liés à l'exportation, ainsi que des crédits à l'exportation. Avec ses Services et programmes d'aide au commerce (SPAC), Entreprises Nouveau-Brunswick accorde une aide financière aux entreprises pour qu'elles s'implantent sur de nouveaux marchés d'exportation.<sup>166</sup> Le gouvernement de la Colombie britannique a une participation dans la société Northstar Financement du Commerce International, qui offre des prêts d'un montant se situant entre 100 000 et 5 millions de dollars canadiens pour financer les ventes à l'exportation.<sup>167</sup> La Société d'expansion du Cap-Breton favorise le développement de l'industrie régionale au moyen de contributions remboursables et d'autres formes d'investissement pour des projets qui appuient l'essor économique dans son domaine de compétence. L'une des conditions est que ces projets doivent créer des emplois en dehors du secteur des charbonnages et élargir l'assise économique locale. S'agissant de l'agro-alimentaire, les conditions prévoient en particulier que le marché auquel est destinée la production doit être axé sur le remplacement des importations ou les exportations.<sup>168</sup> Nextrade Finance, organisme créé par le Partenariat du commerce et des exportations de la Saskatchewan, offre un financement avant et après expédition d'un montant maximal de 150 000 dollars EU aux exportateurs qui remplissent les conditions requises.<sup>169</sup>

**v) Promotion des exportations et aide à la commercialisation**

166. Il existe au Canada une série de programmes et d'activités qui ont pour but d'encourager les exportations et de fournir une aide à la commercialisation, au niveau fédéral et au niveau provincial. Certains aident les entreprises à se préparer à exporter, d'autres, comme le Service des délégués commerciaux du Canada (voir ci-dessous), se fondent sur ces efforts pour aider les entreprises à ouvrir des marchés à l'étranger, une fois qu'elles sont prêtes à exporter.

167. Un certain nombre de ministères et d'organismes publics se sont réunis pour former un réseau (anciennement appelé Équipe Canada Inc.) et fournir aux exportateurs un point d'accès unique aux services gouvernementaux (fédéraux, provinciaux et municipaux) par le biais du site Web [exportsource.ca](http://exportsource.ca), qui permet de consulter en ligne des renseignements concernant les exportations. Le Centre des occasions d'affaires internationales du Ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI) offre des services de repérage, communique les possibilités d'exportation détectées par les attachés commerciaux en poste dans les bureaux du Canada à l'étranger (voir ci-dessous), et diffuse les occasions d'affaires quotidiennement, via une base de données en ligne dénommée le Délégué commercial virtuel, auprès des entreprises canadiennes des différents secteurs de l'industrie qui y sont inscrites.<sup>170</sup> Par ailleurs, les agents d'Exportation et développement Canada à l'étranger participent activement au repérage et au développement des possibilités d'affaires susceptibles d'intéresser les entreprises canadiennes.

---

<sup>166</sup> Renseignements en ligne d'Entreprises Nouveau-Brunswick. Adresse consultée: <http://www.gnb.ca/0398/menu/abo/fa/TAPS/index-e.asp>.

<sup>167</sup> Renseignements en ligne de Northstar Financement du Commerce International. Adresse consultée: <http://www.northstar.ca/index.php>.

<sup>168</sup> Renseignements en ligne de la Société d'expansion du Cap-Breton. Adresse consultée: <http://www.ecbc.ca/e/aboutecbc.asp>.

<sup>169</sup> Renseignements en ligne de Nextrade. Adresse consultée: <http://www.nextrade.ca>.

<sup>170</sup> Information en ligne du Ministère des affaires étrangères et du commerce international. Adresse consultée: <http://www.e-leads.ca/cancompan>.

168. Le MCAI entre en contact avec les entreprises canadiennes par l'intermédiaire du Service des délégués commerciaux du Canada, qui compte 12 bureaux régionaux (et 100 employés) sur le territoire canadien, et du programme commercial dont sont chargés plus de 140 ambassades et hauts commissariats à l'étranger. Le Service des délégués commerciaux du Canada (SDC) est un réseau mondial composé de plus de 800 professionnels spécialisés dans le développement du commerce international. Le but de cette structure est d'offrir un ensemble complet de services visant à aider ses clients canadiens à prendre de meilleures décisions commerciales pour atteindre leurs objectifs à l'étranger.<sup>171</sup>

169. À l'échelon régional, les bureaux du SDC travaillent de concert avec les agences de développement régional et collaborent à la prestation de services à l'exportation en faveur de leur clientèle. L'Agence de promotion économique du Canada atlantique réalise des activités visant à seconder les entreprises, en particulier les PME, et à renforcer leurs efforts en matière de commercialisation à l'international, ainsi qu'à attirer l'investissement étranger direct. Divers programmes de l'Agence apportent leur soutien à cette stratégie commerciale: le Partenariat pour le commerce et l'investissement au Canada atlantique, le Programme de promotion du commerce extérieur et le Programme de développement des entreprises.<sup>172</sup>

170. La Banque de développement du Canada, en collaboration avec les bureaux régionaux du SDC, propose également une assistance en matière d'efficacité opérationnelle, de stratégie de commercialisation, d'études de marchés, de planification des exportations et d'évaluation du potentiel de croissance.<sup>173</sup>

171. Le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest (DEO) fournit des services de consultation en matière d'exportation aux PME de l'Ouest canadien dans le cadre du Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien. Conjointement avec des partenaires au niveau fédéral et au niveau provincial, ce programme apporte un soutien stratégique à certaines missions commerciales et d'investissement. Il entreprend des études concernant les échanges et les investissements susceptibles de présenter un intérêt particulier pour l'Ouest canadien, et exerce des activités de promotion.

172. L'Agence de développement économique Canada pour les régions du Québec, en partenariat avec le gouvernement du Québec, apporte son assistance aux PME, en les aidant notamment à élargir leurs possibilités commerciales grâce à des avis d'experts, à des séminaires, à des missions commerciales, à la constitution de réseaux et à des orientations. FedNor, une organisation de développement régional appartenant à Industrie Canada, travaille de concert avec des organisations communautaires à but non lucratif, par l'intermédiaire de son Centre de commerce international pour aider les PME du Nord de l'Ontario à acquérir des compétences en matière d'exportation et à élargir leurs possibilités commerciales.

---

<sup>171</sup> Information en ligne du Ministère des affaires étrangères et du commerce international. Adresse consultée: <http://www.infoexport.gc.ca/regions/menu-en.html>.

<sup>172</sup> Programme de promotion du commerce extérieur des Provinces de l'Atlantique du Canada. Adresse consultée: <http://www.acoa-apeca.gc.ca/e/ibda/agreement/agreement.shtml>.

<sup>173</sup> Renseignements en ligne de la Banque de développement du Canada. Adresse consultée: <http://www.bdc.ca>.

173. Les gouvernements provinciaux, souvent en partenariat avec leurs homologues au niveau fédéral et avec le secteur privé, jouent un rôle actif d'aide à la commercialisation et d'assistance dans d'autres domaines, en faveur des exportateurs et des investisseurs potentiels. Pour éviter tout double emploi et chevauchement entre les services fournis aux niveaux fédéral, régional et provincial, des Réseaux régionaux de services aux entreprises ont été créés, dont font partie des représentants des ministères, tels que le MCAI, Industrie Canada, Agriculture et Agroalimentaire, des agences de développement régionales (APECA, DEO, Développement économique Canada et FedNor), des provinces et de certaines associations nationales. Le site Web [exportsource.ca](http://exportsource.ca) fournit des liens vers les services offerts par les membres des réseaux de services aux entreprises, notamment vers l'ensemble des initiatives et des programmes provinciaux d'assistance à l'exportation.<sup>174</sup>

**vi) Autres mesures touchant les exportations**

174. Les marchandises exportées (autres que les marchandises frappées de la taxe d'accise), les services (avec quelques exceptions) et la propriété intellectuelle sont détaxés<sup>175</sup> sous le régime de la TPS/TVH (voir la section 2 v))<sup>176</sup> et au titre des taxes de vente provinciales.

175. Dans le cadre du Programme de centre de distribution des exportations, les personnes répondant aux conditions voulues peuvent obtenir un certificat du Ministre du revenu national les autorisant à importer ou à acheter des marchandises produites dans le pays sans payer la TPS/TVH.<sup>177</sup> Comme l'expose dans les grandes lignes l'Agence du revenu du Canada, l'avantage, pour les entreprises qui exportent la totalité de leur production ou presque, consiste en ce qu'il n'est pas nécessaire de payer la taxe au moment de l'achat ou de l'importation des marchandises, pour la réclamer ultérieurement en tant que crédit de taxe sur les intrants.<sup>178</sup>

---

<sup>174</sup> Pour de plus amples renseignements sur les services offerts au niveau provincial, voir: <http://exportsource.ca/gol/exportsource/site.nsf/fr/es01956.html>.

<sup>175</sup> Les exceptions à la disposition générale concernant la détaxe comprennent les services suivants: les services à un non-résident s'ils ont été fournis à un individu alors qu'il se trouvait sur le territoire canadien; les services de conseil, de consultation ou les services professionnels; les services postaux; les services concernant des biens immobiliers situés sur le territoire canadien; les services concernant des marchandises qui se trouvaient sur le territoire canadien lorsque les services ont été rendus, les services de transport; les services de télécommunication. Toutefois, dans certaines circonstances, ces services peuvent également être exonérés de taxes.

<sup>176</sup> Agence du revenu du Canada (2006a).

<sup>177</sup> Les critères d'admissibilité sont les suivants: la personne ne doit effectuer aucune modification substantielle de la propriété pendant un an; le pourcentage de valeur ajoutée, pour la personne, attribuable à des services autres que des services de base relativement à des produits de clients ne dépasse pas 10 pour cent pour l'année, ou le pourcentage de valeur ajoutée, pour la personne, relativement à ces produits ne dépasse pas 20 pour cent pour l'année, et le pourcentage de recettes d'exportation de la personne est au moins de 90 pour cent pour l'année.

<sup>178</sup> Renseignements en ligne de l'Agence du revenu du Canada. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/E/pub/gm/b-088/b-088-e.html>.

176. Les entreprises de services de fabrication<sup>179</sup> peuvent également prétendre à être exonérées du paiement de la TPS/TVH sur les produits importés qui seront postérieurement exportés, par l'intermédiaire du Programme des exportateurs de services de traitement. En outre, le Programme des maisons de commerce d'exportation permet aux entreprises exclusivement exportatrices de produits d'acheter, sans verser la TPS/TVH, des produits destinés à l'exportation. Les autorités indiquent qu'une série de mesures d'allègement additionnelles concernent des activités d'import-export spécifiques.

177. Le Programme de report des droits met à la disposition des entreprises un grand nombre des mêmes incitations fiscales et tarifaires qui sont offertes dans les zones libres du monde. Le programme offre notamment deux options: le Programme d'exonération des droits et le Programme de drawback. Dans le cadre de l'option de drawback, les entreprises ayant payé les droits de douane et les taxes sur des produits importés puis réexportés peuvent demander le remboursement de ces droits et taxes. Les droits de douane ne peuvent être remboursés qu'après exportation des produits. Dans le cadre du Programme d'exonération des droits, les produits destinés à l'exportation peuvent être importés en franchise de droits, même si ces produits sont soumis à un processus important de transformation et de fabrication pendant leur séjour sur le territoire canadien.<sup>180</sup> La part TPS peut faire l'objet d'une exonération dans le cadre d'un programme TPS, le Programme des exportateurs de services de traitement (chapitre III 3) vi)).

178. Les droits qui font l'objet d'une exonération ou d'un report au titre des programmes de drawback et d'exonération comprennent notamment: les droits de douane, les droits antidumping et compensateurs et les taxes d'accise (autres que la TPS). Certaines marchandises désignées dans la Loi sur les douanes ne sont pas exonérées de la taxe d'accise (c'est le cas de l'essence). Pour bénéficier d'une exonération ou d'un report de droits en vertu de ces deux programmes, les marchandises doivent être exportées dans un délai de quatre ans à compter de la date de leur dédouanement.<sup>181</sup> Les marchandises importées peuvent être exportées soit dans le même état, soit après avoir été utilisées, consommées ou absorbées lors du procédé de fabrication d'autres marchandises.

179. Les obligations acquises au titre de l'ALENA limitent l'usage que les entreprises peuvent faire des deux programmes lorsqu'elles exportent au Mexique ou aux États-Unis. L'exonération des droits de douane est autorisée uniquement pour le montant le moins élevé i) des droits de douane dus sur les marchandises lors de leur importation au Canada ou ii) des droits de douane dus sur les produits finis lors de leur exportation au Mexique ou aux États-Unis.<sup>182</sup>

---

<sup>179</sup> Les entreprises de services de fabrication sont des sociétés qui assurent, contre rémunération, des services tels que le montage, la fabrication, la modification, etc. sur des marchandises ou des matériels dont elles ne sont pas propriétaires. Renseignements en ligne de l'Agence des services frontaliers du Canada. Adresse consultée: [http://cbsa-asfc.gc.ca/import/duty\\_deferral/tab7-e.html](http://cbsa-asfc.gc.ca/import/duty_deferral/tab7-e.html).

<sup>180</sup> Mémoire D7-4-1. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d7-4-1/d7-4-1-e.pdf>.

<sup>181</sup> Les eaux-de-vie importées et utilisées dans la fabrication des eaux-de-vie distillées doivent être exportées dans les cinq ans.

<sup>182</sup> Cette règle fait l'objet des exceptions suivantes: marchandises exportées dans l'état où elles ont été importées, importations originaires de l'ALENA, certains produits spécifiés (par exemple les produits issus des agrumes, entre le Canada et les États-Unis).

180. Certains programmes de remises, notamment le Programme des marchandises canadiennes à l'étranger, prévoient l'exonération partielle ou totale du paiement des droits de douane sur les marchandises réimportées au Canada après avoir été exportées pour réparation, ajout d'équipement ou travaux effectués à l'étranger, sous réserve de certaines conditions.<sup>183</sup>

4) MESURES VISANT LA PRODUCTION ET LE COMMERCE

i) **Cadre juridique de l'activité commerciale**

181. Les principales formes juridiques des entreprises canadiennes sont la société, l'entreprise individuelle, la société de personnes et la coopérative. Les coentreprises, les succursales et les filiales constituent des variantes de ces structures commerciales fondamentales. Une entreprise étrangère peut exercer ses activités au Canada par l'intermédiaire d'une succursale, ou y constituer une société filiale. Les succursales d'entreprises étrangères doivent se conformer à la Loi sur Investissement Canada et respecter les prescriptions en matière d'immatriculation et d'octroi de permis au niveau provincial. Les succursales et les filiales d'entreprises étrangères doivent se conformer à la loi de constitution pertinente et aux prescriptions en matière d'immatriculation et d'octroi de permis au niveau provincial.

182. Une entité peut se constituer en société au niveau fédéral ou dans l'une des juridictions provinciales et/ou territoriales. La Loi canadienne sur les sociétés par actions est le texte législatif fédéral fondamental en matière de constitution de sociétés par actions. La constitution en société au titre de cette loi donne le droit d'exercer une activité commerciale sur l'ensemble du territoire canadien. Tous les types de sociétés peuvent être constitués au titre de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, à l'exception des banques, des compagnies d'assurance et des sociétés de fiducie et de prêt (chapitre IV 6) ii) et iii)). Les sociétés fédérales à but non lucratif sont constituées au titre de la Loi sur les corporations canadiennes. Parfois, les sociétés constituées au niveau fédéral doivent être également enregistrées dans les provinces ou les territoires où elles exercent leur activité.

183. Les formulaires de demande de constitution de sociétés par actions de régime fédéral au titre de la Loi canadienne sur les sociétés par actions peuvent être déposés en ligne.<sup>184</sup> Les droits de dépôt en ligne sont de 200 dollars canadiens, les droits de dépôt par la voie ordinaire (non en ligne) sont fixés à 250 dollars canadiens. Les certificats de constitution sont traités dans les 24 heures au Canada.

184. Les sociétés constituées en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions doivent posséder un siège social au Canada. Le conseil d'administration doit se composer d'au moins 25 pour cent de résidents canadiens et, si la société compte moins de quatre administrateurs, au moins l'un d'entre eux doit être résident canadien.<sup>185</sup> Les administrateurs des sociétés appartenant à des secteurs soumis à des restrictions à la propriété (notamment les compagnies aériennes et les entreprises de

---

<sup>183</sup> Mémorandum D8-2-1. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d8-2-1/d8-2-1-e.html>.

<sup>184</sup> Renseignements fournis en ligne par Corporations Canada. Disponibles à l'adresse suivante: [http://corporationscanada.ic.gc.ca/cgi-bin/sc\\_mrksv/corpdircorpFiling/register.cgi?lang=f](http://corporationscanada.ic.gc.ca/cgi-bin/sc_mrksv/corpdircorpFiling/register.cgi?lang=f).

<sup>185</sup> Loi canadienne sur les sociétés par actions, paragraphe 105 3).

télécommunication) et à certains autres secteurs (extraction d'uranium, édition et distribution de livres, vente de livres, distribution de films et de vidéos) doivent être en majorité résidents canadiens.<sup>186</sup>

185. Les entités peuvent également être constituées au niveau fédéral en tant que coopératives en vertu de la Loi canadienne sur les coopératives. Elles doivent alors être organisées et exploitées selon le principe coopératif, conformément à l'article 7 de la loi.<sup>187</sup> Les prescriptions en matière de citoyenneté et de résidence des administrateurs de coopératives sont les mêmes que pour les administrateurs de sociétés.

186. En 2006, le Canada a été classé quatrième sur 155 économies analysées par la Banque mondiale pour établir l'indice de "facilité à faire des affaires". Les appréciations ont été particulièrement favorables en ce qui concerne la création d'entreprises, la fermeture d'entreprises et la protection des investisseurs.<sup>188</sup>

187. Le gouvernement canadien a mis en place un certain nombre d'initiatives visant à donner une plus grande efficacité et une meilleure transparence à l'environnement économique. On peut citer à titre d'exemples: l'élaboration d'une directive du gouvernement sur les activités de réglementation visant à clarifier les méthodes du gouvernement en matière réglementaire, et le lancement de l'Initiative d'allègement du fardeau de la paperasserie qui a pour objet de réduire le coût des tâches administratives et de l'application des mesures réglementaires pour les petites entreprises. Par ailleurs, le gouvernement a enrichi le service en ligne PerLE qui fournit désormais des listes où figurent de façon personnalisée les permis, licences et droits exigés à tous les niveaux de l'administration pour créer et développer une entreprise.<sup>189</sup>

188. Les entreprises sont assujetties aux impôts établis par les autorités fédérales, provinciales et territoriales. L'Agence du revenu du Canada (ARC) est responsable de l'administration des programmes fiscaux fédéraux et de certains programmes fiscaux provinciaux et territoriaux.<sup>190</sup> La charge fiscale et le produit global de l'impôt varient selon les provinces, du fait des différences existantes entre les taux d'imposition des diverses provinces et le Crédit d'impôt à l'investissement dans la région de l'Atlantique. Ce crédit d'impôt s'applique uniquement aux actifs remplissant les

---

<sup>186</sup> Loi canadienne sur les sociétés par actions, paragraphe 105 3.1).

<sup>187</sup> Les principales caractéristiques des coopératives sont: adhésion ouverte; chaque membre a une voix; aucun membre ne peut voter par procuration; les intérêts sur les prêts aux membres sont limités; les dividendes sur les parts de membres sont limités; autant que faire se peut, les membres fournissent le capital; l'excédent provenant de l'exploitation de la coopérative est utilisé à l'expansion de ses activités commerciales, à la prestation ou l'amélioration de services communs aux membres et à la constitution de réserves (pour le paiement d'intérêts sur les prêts de membres ou de dividendes sur le capital de parts, pour la promotion du bien-être collectif ou pour la répartition entre les membres sous forme de ristourne); la coopérative fournit une formation sur les principes coopératifs.

<sup>188</sup> Renseignements en ligne de la Banque mondiale. Adresse consultée: <http://www.doingbusiness.org/EconomyRankings/Default.aspx>.

<sup>189</sup> Renseignements en ligne du PerLE. Disponibles à l'adresse suivante: <http://www.BizPal.ca>.

<sup>190</sup> Le Québec, l'Ontario et l'Alberta administrent leurs propres systèmes d'impôts sur les sociétés. Les autres provinces et territoires légifèrent en matière d'impôt sur les sociétés, mais l'ARC reste chargée de l'administration des mesures prises.

conditions requises, qui ont été acquis pour être utilisés dans les provinces de l'Atlantique, dans la région québécoise de la Gaspésie, et dans les zones extracôtières correspondantes. Le crédit équivaut à 10 pour cent des frais d'immobilisations en machines et équipements nouveaux et en bâtiments destinés à des activités de fabrication et de transformation, à l'exploitation minière, pétrolière, gazière, forestière, agricole et à la pêche. Les crédits qui dépassent l'impôt fédéral à payer peuvent être appliqués avec effet rétroactif sur les trois années précédentes, ou reportés sur les exercices ultérieurs pendant une durée maximale de 20 ans. Le Crédit d'impôt à l'investissement dans la région de l'Atlantique est remboursable partiellement pour les petites sociétés sous contrôle canadien. C'est l'unique crédit d'impôt régional accordé par le gouvernement fédéral. Les petites entreprises bénéficient de taux d'imposition allégés au niveau fédéral et au niveau provincial.

189. Pendant la période considérée, des réductions de l'impôt sur les sociétés ont été mises en place au niveau fédéral.<sup>191</sup> Le taux général d'imposition des sociétés a été ramené de 28 pour cent à 21 pour cent en 2000, et tombera à 18,5 pour cent avant 2011. En outre, l'impôt fédéral sur le capital a été éliminé en 2006 et la surtaxe des sociétés sera supprimée pour toutes les sociétés en 2008. Des réductions d'impôts ont été aménagées pour les petites entreprises: celles-ci bénéficieront d'une baisse du taux d'imposition qui passera de 12 pour cent à 11 pour cent avant 2009, et d'une hausse du seuil de revenu à partir duquel les petites entreprises sont imposables, qui passera de 300 000 à 400 000 dollars canadiens en 2007. Les sociétés constituées au Canada, ou dont les services centraux de gestion et de contrôle se trouvent au Canada, sont imposables sur leurs bénéfices à l'échelle mondiale. Pour l'exercice 2005/06, les recettes au titre de l'impôt sur les sociétés ont représenté 14,3 pour cent des recettes totales du gouvernement fédéral.

190. Les succursales d'entreprises étrangères sont assujetties à un impôt de succursale de 25 pour cent, à moins que ce taux ne soit réduit en vertu d'une convention fiscale.

191. Selon les autorités, la moyenne pondérée de l'impôt provincial sur les sociétés a été de 12,2 pour cent en 2006.

192. Les autres impôts qui frappent les entreprises comprennent les impôts sur le capital dans certaines provinces<sup>192</sup>, les impôts sur le salaire, l'impôt foncier sur les biens immobiliers à usage industriel et commercial (ainsi que les taxes d'accise et de vente (section III 2 v)). Divers crédits d'impôt sont offerts, tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial (section III 4) ii).

---

<sup>191</sup> Renseignements fournis en ligne par le Ministère des finances. Adresse consultée: <http://www.fin.gc.ca/budget00/pdf/taxe.pdf>.

<sup>192</sup> Les impôts fédéraux sur le capital ont été abolis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Des six provinces qui percevaient des impôts sur le capital au milieu de 2006, quatre ont annoncé leur élimination progressive: le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan d'ici à 2010, et l'Ontario d'ici à 2012. Le Québec est en train de réduire son impôt sur le capital et le Manitoba a annoncé son intention de faire de même si les conditions en matière d'équilibre du budget sont respectées (OCDE, 2006, Étude économique du Canada. Extraits du chapitre II, Fiscalité des entreprises). Adresse consultée: <http://www.oecd.org/dataoecd/29/21/36960925.pdf>.

ii) **Incitations et autres aides accordées aux entreprises**

a) Introduction

193. Selon les autorités, les principaux efforts du gouvernement canadien pour stimuler l'activité économique et la compétitivité de l'économie nationale sont orientés vers les mesures fiscales et l'aide à l'innovation, particulièrement importante en raison du niveau relativement réduit de la recherche et du développement dans le secteur privé. Le Canada a mis en place un certain nombre de programmes d'aide comprenant des avantages fiscaux, des aides spéciales à la recherche et au développement, des mesures de soutien au développement régional, des apports financiers remboursables ou non remboursables, ainsi que des programmes visant des secteurs précis: construction navale, textiles (chapitre IV 4)), défense, pêche et énergie. D'autres programmes ont pour objet de soutenir les priorités culturelles liées à la défense de la langue, de la littérature, du cinéma, de la télévision, des nouveaux médias et de la musique. Plusieurs programmes sont également mis en œuvre par les gouvernements provinciaux, à frais partagés avec le gouvernement fédéral pour certains d'entre eux. La présente section est consacrée aux secteurs autres que le secteur agroalimentaire (pour celui-ci, voir le chapitre IV 2)).

194. Des renseignements concernant les programmes de subvention figurent aussi dans les notifications présentées par le Canada au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. La dernière en date couvre amplement les exercices 2002/03 et 2003/04.<sup>193</sup> Cette notification répertorie environ 50 programmes prévoyant des subventions, tous de niveau fédéral (tableau III.11). Aucun octroi de subventions répondant aux prescriptions de l'Accord sur les subventions et mesures compensatoires en matière de notification n'a été signalé au gouvernement fédéral par les provinces et les territoires.

**Tableau III.11**  
**Programmes notifiés à l'OMC, exercice 2003/04<sup>a</sup>**

Type	Nombre de programmes	Formes de soutien	Total (millions de dollars canadiens)
Programmes industriels	33	Dons et apports non remboursables, prêts et apports non remboursables, conseils et avis techniques; garanties bancaires, assurances-crédits; financement par actions; prises de participation; programmes et services commerciaux et d'information.	141,4
Programmes culturels	5	Prêts, subvention des tarifs postaux, dons.	93,6
Programmes en faveur de la pêche	4	Aide à la transition; retrait de permis de pêche commerciale avec bateaux et engins et délivrance de nouveaux permis aux groupes autochtones; construction de nouveaux bateaux; formation.	46,7

a Ce tableau ne tient pas compte des programmes de subvention aux activités agricoles, analysés au chapitre IV 2).

Source: Document de l'OMC G/SCM/N/123/CAN du 1<sup>er</sup> août 2005.

195. Les Communautés européennes et les États-Unis ont demandé au Canada des explications sur certains aspects des programmes de subvention concernant notamment les constructions navales, la pêche et l'aquaculture, l'industrie aéronautique et l'industrie cinématographique, ainsi que sur les

<sup>193</sup> Document de l'OMC G/SCM/N/123/CAN du 1<sup>er</sup> août 2005.

programmes d'aide à la recherche et au développement, les programmes régionaux d'aide à la transition, et enfin sur les programmes de subvention au niveau provincial.<sup>194</sup> Le Canada a répondu à ces questions.<sup>195</sup>

196. Pour ce qui est de l'aide à la transition, le Règlement sur l'aide générale de transition<sup>196</sup> figure dans la législation mais, selon les autorités, n'est pas utilisé depuis de nombreuses années. Certains programmes d'aide à la transition, qui étaient en vigueur pendant la période considérée en faveur de communautés faisant face à des difficultés économiques particulières à la suite de la fermeture d'industries et d'autres facteurs externes, sont arrivés à leur terme.<sup>197</sup> En vertu du paragraphe 14 de la Loi sur le Ministère de l'industrie (1995), le Ministre de l'industrie peut élaborer et mettre en œuvre des programmes d'assistance spéciale au profit de certaines industries ou de certaines catégories de personnes afin de les aider, entre autres choses, à se restructurer, à s'adapter ou à rationaliser leurs activités. Selon les autorités, aucune aide de ce type n'est accordée.

197. Le Rapport "Dépenses fiscales et évaluations", élaboré par le Ministère des finances, constitue une source de renseignements complémentaires sur l'aide de l'État aux entreprises. Ce rapport fournit des estimations des conséquences des dépenses fiscales (exonérations, déductions, diminutions de taux, abattements, reports, crédits et renvois) sur les recettes.<sup>198</sup> Dans la mesure où les dépenses fiscales révèlent des avantages sélectifs mis à la disposition de certaines entreprises (et individus), le rapport apporte transparence et responsabilisation (voir la section b)).<sup>199</sup>

198. Pendant la période considérée, le Canada a continué à participer activement aux négociations de l'OMC visant à clarifier et à améliorer les disciplines sur les subventions et les mesures compensatoires.<sup>200</sup> Les autorités canadiennes indiquent qu'en ce qui concerne la question des subventions aux pêcheries, spécifiquement mentionnées dans la Déclaration ministérielle de Doha, le

---

<sup>194</sup> Documents de l'OMC G/SMC/Q2/CAN/20 du 24 janvier 2006, G/SCM/Q2/CAN/22 du 26 avril 2006 et G/SCM/Q2/CAN/22/Corr.1 du 15 mai 2006.

<sup>195</sup> Documents de l'OMC G/SCM/Q2/CAN/21 du 15 mars 2006 et G/SCM/Q2/CAN/23 du 12 septembre 2006.

<sup>196</sup> Renseignements en ligne du Ministère de la justice. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/I-9.2/C.R.C.-c.971/92052.html>.

<sup>197</sup> Ces programmes figurent dans le document de l'OMC G/SCM/N/123/CAN du 1<sup>er</sup> août 2005.

<sup>198</sup> Les dépenses fiscales sont décrites comme étant des pertes de recettes fiscales dues à des mesures spéciales d'exonération, de déduction, de diminution de taux, d'abattement, de crédit ou de report entraînant une diminution du montant des impôts qui auraient dû être perçus.

<sup>199</sup> Ministère des finances (2005a).

<sup>200</sup> Documents de l'OMC: TN/RL/GEN/112/Rev.1 du 17 mai 2006; TN/RL/GEN/95 du 19 janvier 2006; TN/RL/GEN/86 du 17 novembre 2005; TN/RL/GEN/85 du 17 novembre 2005; TN/RL/GEN/73 du 17 octobre 2005; TN/RL/GEN/61 du 15 septembre 2005; TN/RL/GEN/111 du 21 avril 2006; TN/RL/GEN/48 du 30 juin 2005; TN/RL/GEN/37 du 23 mars 2005; TN/RL/GEN/26 du 1<sup>er</sup> décembre 2004; TN/RL/GEN/21 du 19 octobre 2004; TN/RL/GEN/14 du 15 septembre 2004; TN/RL/GEN/6 du 14 juillet 2004; TN/RL/GEN/7 du 14 juillet 2004; TN/RL/GEN/3 du 14 juillet 2004; TN/RL/W/112 du 6 juin 2003.

Canada appuie la mise en place de disciplines améliorées et ciblées, qui soient transparentes, exploitables et exécutoires. Les apports du Canada aux subventions aux pêcheries au niveau mondial ne sont pas négligeables.<sup>201</sup>

b) Mesures et programmes fédéraux

199. Le gouvernement fédéral accorde un certain nombre de crédits d'impôts et de déductions applicables à l'impôt sur les sociétés (voir le tableau III.12). Dans le budget pour l'année 2006, le gouvernement a en outre introduit un crédit d'impôt pouvant atteindre 2 000 dollars canadiens pour les employeurs qui embauchent des apprentis, dans le cadre d'une série de mesures conçues pour améliorer la formation et les qualifications de la population active.<sup>202</sup>

**Tableau III.12**  
**Crédits d'impôts et déductions fiscales applicables à l'impôt sur les sociétés, 2001 et 2006**

Programme <sup>a</sup>	Dépense estimée (2001) (Millions de dollars canadiens)	Dépense projetée (2006) <sup>b</sup> (Millions de dollars canadiens)
Inclusion partielle des gains en capital	4 095	2 240
Taux réduit d'imposition des petites entreprises	3 185	3 185
Crédit d'impôt à l'investissement dans la recherche scientifique et le développement expérimental	2 321	2 610
Taux d'imposition des bénéfices de fabrication et de transformation	1 380	- <sup>c</sup>
Exonérations pour les sociétés non résidentes	1 230	1 311
Crédit d'impôt à l'investissement dans la région de l'Atlantique	343	339
Crédits d'impôts et exonérations fiscales applicables au secteur des ressources naturelles (autres que le crédit d'impôt des sociétés pour l'exploration minière)	278	45
Crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne	175	225
Crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique	80	135
Taux réduit d'imposition des coopératives de crédit	75	72
Passation en charges des frais de publicité	63	40
Réduction accélérée du taux d'imposition applicable aux petites entreprises	50	- <sup>c</sup>
Pertes déductibles au titre d'un placement d'entreprise	28	24
Crédit d'impôt pour exploration minière	- <sup>d</sup>	55
Autres mesures	11 451	7 469

a Les dons de bienfaisance, les autres dons et contributions, les accords financiers fédéraux-provinciaux et l'agriculture sont exclus.

b Les dépenses projetées sont provisoires et peuvent être modifiées.

c Ces dépenses fiscales ont été éliminées le 1<sup>er</sup> janvier 2004, lorsque le taux général de l'impôt sur les sociétés a été ramené à 21 pour cent.

d Ce crédit d'impôt a été introduit dans le budget 2003; il est applicable sur l'année 2003 et les exercices fiscaux ultérieurs. Il a été introduit progressivement à un taux de 5 pour cent en 2003, de 7 pour cent en 2004, puis de 10 pour cent les années suivantes.

Source: Ministère des finances; Canada, *Dépenses fiscales et évaluations 2005*. Adresse consultée: [http://www.fin.gc.ca/toce/2005/taxexp05\\_e.html](http://www.fin.gc.ca/toce/2005/taxexp05_e.html).

<sup>201</sup> OMC (2006).

<sup>202</sup> Ministère des finances (2006c).

200. L'un des plus importants programmes du gouvernement fédéral en ce qui concerne la recherche et le développement est Partenariat technologique Canada (PTC), un fonds d'investissement technologique qui effectue des investissements dans des sociétés du secteur privé. Comme cela a été signalé lors du précédent examen du Canada, le PTC a fait l'objet d'une procédure de règlement de différend de l'OMC en 1999, lorsqu'il a été constaté que ce programme octroyait à l'industrie canadienne des avions de transport régional des subventions qui étaient subordonnées aux résultats à l'exportation. À l'issue de cette procédure, le Canada a effectué des ajustements. En septembre 2005, il a été annoncé que le programme de recherche-développement du PTC serait progressivement éliminé, à l'exception du financement des secteurs de l'industrie aérospatiale et de la défense qui serait poursuivi jusqu'à l'expiration des conditions et modalités du programme, le 31 décembre 2006. Au mois de novembre 2006, Industrie Canada passait en revue les possibilités concernant un nouveau programme de recherche-développement. Un programme substitutif potentiel, le Programme des technologies transformatrices, a été mis en sommeil à la suite de cette révision.

201. Le gouvernement fédéral met également en œuvre un régime d'incitations fiscales, le Programme de la recherche scientifique et du développement expérimental (RS&DE) qui encourage les entreprises canadiennes à réaliser au Canada des activités de recherche-développement susceptibles de conduire à la découverte ou à l'amélioration de produits et de procédés de haute technologie. Selon l'Agence du revenu du Canada, ce programme est la source la plus importante de soutien du gouvernement fédéral pour la recherche et le développement industriels.<sup>203</sup>

202. D'autres programmes d'aide du gouvernement fédéral visant la recherche, la technologie et l'innovation sont répertoriés par domaine de recherche dans le tableau AIII.4.

203. Un certain nombre de programmes fédéraux accordent une aide à la croissance économique, à la diversification et au développement des régions.<sup>204</sup> Les autorités font remarquer que l'aide aux PME constitue la caractéristique dominante de ces programmes.

204. Divers programmes fédéraux d'aide aux entreprises du Canada atlantique (Nouveau-Brunswick; Terre-Neuve et Labrador; Nouvelle-Écosse; Île-du-Prince-Édouard) relèvent du cadre législatif de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA). Ils comprennent le Programme de développement des entreprises de l'APECA, le Programme de développement des collectivités pour les provinces de l'Atlantique et un Programme de coopération (qui a pris fin en 2006) dont certaines dépenses relevaient d'une entente fédérale-provinciale sur le partage des coûts. D'autres programmes concernent la région de l'Atlantique, tels que le Fonds d'innovation de l'Atlantique (prolongé de cinq ans en 2005), le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités (arrivé à expiration en 2005, mais pour lequel des dépenses seront engagées jusqu'en 2007) et le Fonds des collectivités innovatrices (programme portant sur cinq ans, qui a pris effet en 2005). Parmi les activités visées par le Programme de développement des entreprises, il faut mentionner l'aide au développement de l'esprit d'entreprise, à l'acquisition de compétences dans le domaine de la gestion des entreprises, et à la mise en place d'objectifs commerciaux et en matière d'investissements. Les financements dans le cadre de ces programmes se sont élevés à 297 millions de dollars canadiens pendant l'exercice budgétaire 2005/06 (sans tenir compte de 29 millions de dollars canadiens correspondant au Programme infrastructures Canada).

<sup>203</sup> Renseignements en ligne de l'Agence du revenu du Canada. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/taxcredit/sred/menu-e.html>.

<sup>204</sup> Document de l'OMC G/SCM/N/123/CAN du 1<sup>er</sup> août 2005.

205. Les programmes d'aide à l'Ouest canadien (Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan et Manitoba) relèvent du cadre législatif de la Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien et comprennent le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest, les Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest, dont les coûts sont partagés entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, le Programme du réseau de prestation de services et le Programme de développement des collectivités de l'Ouest canadien. Aucun engagement d'approbation gouvernementale n'a été prononcé au titre du Programme d'investissement dans l'innovation et les communautés depuis 2005. Le soutien financier accordé dans le cadre de ces programmes pendant l'exercice budgétaire 2005/06 s'est élevé à près de 108 millions de dollars canadiens.

206. L'aide fédérale accordée à l'Ontario comprend le Programme de développement du Nord de l'Ontario<sup>205</sup>, le Programme de développement de l'Est de l'Ontario<sup>206</sup> et le Programme de développement des collectivités de l'Ontario<sup>207</sup> qui couvre les zones rurales et les régions du nord de l'Ontario. Tous ces programmes sont administrés par FedNor (Industrie Canada). Les programmes d'aide aux entreprises du Québec comprennent le Programme Innovation, développement de l'entrepreneuriat et exportations destiné aux PME (IDÉE-PME)<sup>208</sup> et le Programme de développement des collectivités du Québec.<sup>209</sup>

207. Le Programme d'innovation régionale stratégique, qui a notamment effectué des apports remboursables aux PME sur l'ensemble du territoire canadien, a pris fin en 2006. Les dépenses se sont élevées à 94,7 millions de dollars canadiens pour l'exercice budgétaire 2003/04.

c) Programmes d'assistance des provinces

208. Comme cela a été signalé, les provinces offrent aussi une aide, financière et autre, aux entreprises pour soutenir l'emploi, le développement économique, ou à d'autres fins.

209. La plupart des provinces accordent aux entreprises des incitations fiscales qui peuvent prendre la forme de crédits d'impôts, d'exonérations fiscales définitives ou temporaires dans des domaines comme l'industrie du cinéma et de la télévision, pour stimuler l'emploi ou l'investissement, la capacité de fabrication, l'exploration minière, ou pour apporter une aide aux PME. En outre, un certain nombre de provinces et de territoires (par exemple l'Alberta, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, le Nunavut et le Yukon) octroient des exonérations ou des abattements de la

---

<sup>205</sup> Renseignements en ligne du Programme de développement du Nord de l'Ontario. Adresse consultée: [http://www.fednor.ic.gc.ca/epic/internet/infednor-fednor.nsf/en/h\\_fn02348e.html](http://www.fednor.ic.gc.ca/epic/internet/infednor-fednor.nsf/en/h_fn02348e.html).

<sup>206</sup> Renseignements en ligne du Programme de développement de l'Est de l'Ontario. Adresse consultée: [http://www.fednor.ic.gc.ca/epic/internet/infednor-fednor.nsf/en/h\\_fn02359e.html](http://www.fednor.ic.gc.ca/epic/internet/infednor-fednor.nsf/en/h_fn02359e.html).

<sup>207</sup> Renseignements en ligne du Programme de développement des collectivités. Adresse consultée: [http://www.fednor.ic.gc.ca/epic/internet/infednor-fednor.nsf/en/h\\_fn01468e.html](http://www.fednor.ic.gc.ca/epic/internet/infednor-fednor.nsf/en/h_fn01468e.html) ou <http://www.ontcfdc.com>.

<sup>208</sup> Renseignements en ligne du programme IDÉE-PME. Adresse consultée: [http://www.ded-ced.gc.ca/asp/programmesServices/prg\\_idee\\_PME.asp?LANG=EN#1](http://www.ded-ced.gc.ca/asp/programmesServices/prg_idee_PME.asp?LANG=EN#1).

<sup>209</sup> Renseignements en ligne du Programme de développement des collectivités du Québec. Adresse consultée: <http://www.reseau-sadc.qc.ca/en/index.php>.

taxe sur les carburants pour certaines activités commerciales (tableau AIII.5). Par ailleurs, la plupart des provinces apportent un soutien financier aux activités de recherche et de développement.<sup>210</sup>

### iii) Marchés publics

210. C'est en octobre 1998 que le Canada a notifié pour la dernière fois des statistiques annuelles au titre de l'article XIX:5 de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics.<sup>211</sup>

211. En 2004, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, la valeur annuelle estimée des adjudications par les ministères et les organismes du gouvernement fédéral s'est élevée à 19 milliards de dollars canadiens<sup>212</sup>, soit une augmentation de 50 pour cent par rapport à la période 2001-2003. Cette évolution est principalement due à la croissance des passations de marchés du Ministère de la défense nationale. Pendant l'exercice budgétaire 2003/04, les marchés publics totaux passés par les provinces et territoires étaient estimés à 9 milliards de dollars canadiens.<sup>213</sup> Aucune donnée n'était disponible sur les marchés passés par les municipalités, les organismes municipaux, les établissements publics d'enseignement et les établissements de services de santé et de services sociaux (organismes du secteur MESSS).

212. Peu de modifications ont été apportées au cadre institutionnel et juridique général du Canada régissant les marchés publics au niveau fédéral pendant la période considérée. La politique de passation des marchés du Conseil du Trésor a été modifiée en 2005 pour inclure une liste de dix groupes de produits pour lesquels tous les ministères et organismes du gouvernement fédéral doivent obligatoirement utiliser les offres permanentes de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) afin de les acquérir à des prix établis.<sup>214</sup> Les autorités font observer que les offres permanentes permettent au gouvernement fédéral de s'appuyer sur son pouvoir d'achat pour obtenir les meilleurs prix possibles. Elles estiment que les économies ainsi réalisées se montent à 1,1 milliard de dollars canadiens.

213. Selon les autorités, les offres permanentes sont mises en place en régime de concurrence, dans la plupart des cas en accord avec les prescriptions de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, le chapitre 10 de l'ALENA et l'Accord sur le commerce intérieur (ACI). Les avis d'appels d'offres et les

---

<sup>210</sup> Renseignements en ligne d'Industrie Canada. Adresse consultée: [http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inrti-rti.nsf/en/h\\_te02391e.html](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inrti-rti.nsf/en/h_te02391e.html).

<sup>211</sup> Document de l'OMC GPA/21/Add.1 du 16 octobre 1998.

<sup>212</sup> Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (2005).

<sup>213</sup> Marcan (renseignements en ligne). Adresse consultée: [http://www.marcan.net/english/main\\_procedure.htm](http://www.marcan.net/english/main_procedure.htm). Estimations additionnelles transmises par le Canada pour les provinces et les territoires qui ne fournissent pas encore de données.

<sup>214</sup> Ces groupes comprenaient: le traitement de l'information et les services de télécommunication connexes; les services professionnels, administratifs et de soutien à la gestion; les véhicules à effet de sol, les véhicules automobiles, remorques et cycles; les équipements pour le traitement automatique des données à usage général, les logiciels (y compris micrologiciels), comprenant la microprogrammation, les fournitures et l'équipement de soutien; le mobilier; les machines de bureau, les systèmes de traitement de textes et équipement à classement visibles; les fournitures de bureau; les vêtements, équipements individuels et insignes; les carburants, lubrifiants, huiles et cires.

documents de soumission détaillés sont diffusés par le système national électronique d'appels d'offres (MERX). L'intervalle pendant lequel une offre permanente reste en place est fixé au moment de l'appel d'offres et varie en fonction de la nature du produit et des conditions du marché. Les autorités ont indiqué qu'en général cet intervalle ne dépasse pas deux ou trois ans. Le fournisseur qui remporte un appel d'offres dans le cadre d'une offre permanente convient de fournir le produit au prix ou aux prix de soumission et dans les conditions indiquées dans le dossier de soumission, pendant le temps de l'offre permanente, à la demande de l'un quelconque des ministères et organismes du gouvernement fédéral.

214. En avril 2006, le gouvernement a adopté la Loi fédérale sur la responsabilité et le Plan d'action, qui devrait conduire notamment à la nomination d'un Vérificateur de l'approvisionnement.<sup>215</sup> Les attributions du Vérificateur de l'approvisionnement consisteront à examiner les processus d'acquisition du gouvernement afin d'en garantir l'équité et la transparence, et à présenter des recommandations en vue de leur amélioration. Le Vérificateur examinera en outre les plaintes des fournisseurs et organisera une procédure substitutive de règlement pour les différends relatifs aux marchés ne relevant pas de la compétence du Tribunal canadien du commerce extérieur.

a) Cadre institutionnel et juridique

215. La Loi sur l'administration financière est le texte fondamental sur lequel s'appuient toutes les activités de passation de marchés, ainsi que les arrangements financiers et obligations qui sont associés à ces activités. Les principales règles relatives aux marchés publics au Canada sont énoncées dans le Règlement sur les marchés de l'État (RME) et la Politique des marchés du Conseil du Trésor.<sup>216</sup> TPSGC publie le Guide des approvisionnements<sup>217</sup> et le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat.<sup>218</sup> Ces manuels, qui s'appuient sur la Loi sur l'administration financière et sur d'autres lois, règlements et politiques susceptibles d'avoir une incidence sur le marché, fournissent une orientation aux agents d'approvisionnement et aux fournisseurs.

216. La Directive du Conseil du Trésor sur les marchés établit les limites essentielles pour les ministres et définit les pouvoirs spéciaux au-dessus desquels l'approbation du Conseil du Trésor est exigée (tableau AIII.6).

217. Comme le souligne la politique des marchés, l'objectif des marchés publics est de permettre l'acquisition de biens et de services, l'exécution de travaux de construction, qui contribue à accroître l'accès, la concurrence et l'équité, qui soit la plus rentable ou, le cas échéant, la plus conforme aux intérêts de l'État et du peuple canadien. Cette politique précise en outre que les marchés publics doivent être organisés, entre autres choses, de manière à favoriser le développement industriel et régional à long terme et les autres objectifs nationaux pertinents, y compris le développement

---

<sup>215</sup> Renseignements en ligne sur la Loi fédérale sur la responsabilité et le Plan d'action. Adresse consultée: [http://www.faa-lfi.gc.ca/fs-fi\\_e.asp](http://www.faa-lfi.gc.ca/fs-fi_e.asp).

<sup>216</sup> Site d'information en ligne du Conseil du Trésor. Adresse consultée: [http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/dcgpubs/contracting/contractingpol\\_e.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/dcgpubs/contracting/contractingpol_e.asp).

<sup>217</sup> Renseignements en ligne de TPSGC. Adresse consultée: <http://www.pwgsc.gc.ca/acquisitions/text/sm/sm-e.html>.

<sup>218</sup> Renseignements en ligne de TPSGC. Adresse consultée: <http://sacc.pwgsc.gc.ca/sacc/index-e.jsp>.

économique des autochtones, et à respecter les obligations de l'État aux termes des accords nationaux et internationaux pertinents.

218. Le Ministre des travaux publics et des services gouvernementaux a le pouvoir exclusif d'acheter des produits destinés à d'autres ministères, et de déléguer ce pouvoir à d'autres ministres.<sup>219</sup> Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) est le principal organisme officiel de passation des marchés. Les ministères et les organismes doivent passer par TPSGC pour les acquisitions de biens; toutefois, les ministères sont autorisés à acheter des articles d'une valeur monétaire inférieure à 5 000 dollars canadiens (25 000 dollars canadiens dans certains cas). Les ministères sont autorisés à conclure des contrats de services et de travaux de construction jusqu'à concurrence des valeurs de seuil signalées dans le tableau AIII.6. Il n'est pas obligatoire de passer par TPSGC pour les marchés relatifs aux services et aux travaux de construction. En mars 2004, le gouvernement a annoncé une nouvelle politique concernant la publication obligatoire de marchés dépassant 10 000 dollars canadiens.<sup>220</sup>

219. Pour les marchés qui ne sont visés ni par le chapitre 10 de l'ALENA ni par l'Accord sur les marchés publics, le gouvernement fédéral est d'avis que ses activités de passation de marchés doivent être compatibles avec les objectifs nationaux en matière de développement industriel et régional, de développement économique des autochtones et d'environnement, ainsi qu'avec les autres objectifs socioéconomiques approuvés, et qu'elles doivent appuyer ces objectifs. À cette fin, il exige que toutes les acquisitions fédérales de plus de 2 millions de dollars canadiens fassent l'objet d'un examen permettant d'en déterminer les avantages éventuels sur le plan du développement industriel et régional. La majeure partie de cet examen est effectuée administrativement par un comité interministériel d'examen des acquisitions.

220. Le Canada est partie à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996.<sup>221</sup> Le Canada accorde le traitement national aux fournisseurs étrangers pour ce qui est des marchés publics visés par l'AMP et le chapitre 10 de l'ALENA. Certaines dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur influent également sur la passation des marchés publics au Canada (tableau III.13). Un chapitre relatif aux marchés publics a été signé dans le cadre de l'accord de libre-échange entre le Canada et le Chili, mais il n'était pas encore entré en vigueur en novembre 2006. L'Accord Canada-Corée sur les achats de matériel de télécommunications a été abrogé le 1<sup>er</sup> septembre 2005 en raison de la privatisation de l'entité visée, Korea Telecom. En outre, le Canada a souscrit des mémorandums d'accord relatifs à la sécurité industrielle avec 12 pays, ce qui permet aux entreprises du secteur privé des pays signataires de participer aux marchés et projets sensibles de leurs gouvernements réciproques.<sup>222</sup>

---

<sup>219</sup> Ce pouvoir est fondé sur la Loi sur le Ministère des travaux publics et des services gouvernementaux. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/p-38.2/text.html>.

<sup>220</sup> Site d'information en ligne du Conseil du Trésor. Adresse consultée: [http://www.tbs-sct.gc.ca/pd-dp/index\\_e.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pd-dp/index_e.asp).

<sup>221</sup> Le Canada a notifié au Comité des marchés publics sa législation nationale visant à mettre en œuvre l'Accord sur les marchés publics en mars 1997. Document de l'OMC GPA/13 du 27 mars 1997.

<sup>222</sup> Ces pays sont l'Allemagne, l'Australie, les États-Unis, la France, Israël, l'Italie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

**Tableau III.13**  
**Accords visant les marchés publics**

Accord	Champ d'application, exclusions et principales caractéristiques	Valeurs de seuil
ACI (chapitre 5)	<p>Préserve l'égalité des possibilités d'accès aux marchés publics pour les fournisseurs "canadiens" (c'est-à-dire ceux qui disposent d'un établissement au Canada, comme défini à l'article 518 de l'ACI). Vise 97 ministères et organismes du gouvernement fédéral, dix gouvernements provinciaux et deux territoires (le Nunavut n'est pas inclus). Vise aussi les organismes du secteur MESSS (sauf au Yukon). Vise 38 des 43 sociétés d'État fédérales. N'est pas applicable aux marchés liés aux industries culturelles ou à la culture autochtone. Concerne les marchés non soumis à l'AMP ou à l'ALENA: les appels d'offres peuvent être limités aux produits ou aux fournisseurs canadiens; par ailleurs, une préférence (allant jusqu'à 10 pour cent) pour la valeur ajoutée canadienne peut être exigée. Les provinces peuvent posséder leurs propres organismes d'approvisionnement, et établir leurs propres valeurs de seuil et leurs politiques dans le cadre général de l'ACI. (Annexe 502.3 pour les entités de type commercial ou industriel ou qui ont reçu des droits exclusifs (annexe "Sociétés d'État"); annexe 502.4 pour le secteur MESSS).</p>	<p><b>Ministères et organismes fédéraux</b></p> <p><b>Produits:</b> 25 000 dollars canadiens</p> <p><b>Services et travaux de construction:</b> 100 000 dollars canadiens</p> <p><b>Sociétés d'État fédérales</b></p> <p><b>Produits et services:</b> 500 000 dollars canadiens</p> <p><b>Travaux de construction:</b> 5 000 000 de dollars canadiens</p> <p><b>Organismes du secteur MESSS</b></p> <p><b>Produits et services:</b> 100 000 dollars canadiens</p> <p><b>Travaux de construction:</b> 250 000 dollars canadiens</p>
ALENA (chapitre 10)	<p>Préserve l'égalité des possibilités d'accès aux marchés publics sous réserve des seuils et exclusions. Vise 100 ministères et organismes du gouvernement fédéral et onze des 43 sociétés d'État. Ne concerne pas les marchés publics passés par les provinces et les territoires. Ne concerne pas un certain nombre de produits et de services spécifiques (tout comme dans le cas de l'AMP, ci-dessous).</p>	<p><b>Ministères et organismes fédéraux</b></p> <p><b>Produits:</b> 32 400 dollars canadiens (Canada-États-Unis); 84 000 dollars canadiens (Canada-Mexique)</p> <p><b>Services:</b> 84 000 dollars canadiens</p> <p><b>Travaux de construction:</b> 10 900 000 dollars canadiens</p> <p><b>Sociétés d'État</b></p> <p><b>Produits et services:</b> 420 000 dollars canadiens</p> <p><b>Travaux de construction:</b> 13 400 000 dollars canadiens</p>
AMP (OMC)	<p>S'applique uniquement aux marchés fédéraux et non aux marchés infrafédéraux, aux organismes du secteur MESSS et aux sociétés d'État. Outre des exceptions générales, ne concerne pas un certain nombre de produits et de services spécifiques<sup>b</sup>. Le Canada fait également profiter les pays moins avancés des avantages de l'AMP.</p>	<p><b>Produits et services:</b> 130 000 DTS (245 000 dollars canadiens)<sup>c</sup></p> <p><b>Contrats de travaux de construction</b> 5 000 000 de DTS (9 400 000 dollars canadiens)<sup>c</sup></p>

a Les organismes du secteur MESSS comprennent les municipalités, les établissements scolaires et universitaires, les services sociaux et les services de santé. Les dispositions de l'ACI ne sont pas toutes applicables aux organismes du secteur MESSS (les exceptions à la règle de non-discrimination font l'objet de la partie F.2 de l'annexe 502.4 de l'ACI.) Dans certaines circonstances (parties I et L de l'annexe 502.4), et à des fins de développement économique dans des circonstances exceptionnelles (partie K de l'annexe 502.4), les marchés peuvent être exemptés de l'obligation d'appliquer les dispositions de l'annexe.

b Il s'agit notamment des produits et services suivants: construction navale et services de réparation; chemins de fer et matériel de transport urbains; services de transport; certain matériel de communication et matériel de détection des radiations et d'émission de rayonnement cohérent; achats de pétrole liés à des besoins de réserves stratégiques; achats réalisés à l'appui de mesures de sécurité visant des matières nucléaires; travaux de dragage; certain matériel de bureau et certaines machines industrielles spéciales pour les Ministères des transports, des communications et des pêches et des océans; recherche-développement; services publics; services de santé et services sociaux, services financiers, services de communications, services photographiques et services de cartographie, d'imprimerie et de publication.

c Valeurs de seuil en monnaie nationale pour 2006-2007 telles que notifiées par les autorités canadiennes à l'OMC (document de l'OMC GPA/W/295/Add.3).

Source: Secrétariat de l'OMC et autorités canadiennes.

## b) Processus d'appel d'offres

221. Comme le signale expressément le Règlement sur les marchés de l'État (article 5), l'autorité contractante doit lancer un appel d'offres avant la conclusion de tout marché, bien que certaines exceptions soient admises.

222. La passation de marchés sur appel d'offres peut prendre l'une des trois formes suivantes: i) appel d'offres ouvert par voie électronique: les avis sont diffusés par le biais du service électronique d'appels d'offres gouvernemental (SEAO, exploité sous le nom de MERX); ii) appel d'offres traditionnel dans le cadre duquel, dans la plupart des cas, les soumissionnaires sont directement invités à présenter leur soumission ou leurs annonces dans les journaux ou dans les publications commerciales; et iii) préavis d'adjudication de contrat. Les préavis d'adjudication de contrat sont utilisés lorsque l'on estime qu'un seul fournisseur est en mesure de réaliser les travaux. L'appel d'offres électronique est utilisé lorsque les accords commerciaux l'exigent. Cette méthode est encouragée pour tous les marchés impliquant des niveaux de délégation plus élevés (voir le tableau AIII.6). Le procédé d'appel d'offres traditionnel peut être utilisé lorsqu'il est compatible avec les accords commerciaux et lorsque les conditions du marché le rendent plus efficace que l'appel d'offres électronique.

223. Il est possible de conclure des marchés à fournisseur unique, ou d'avoir recours à des appels d'offres restreints en cas d'urgence pressante; lorsque la dépense estimative est inférieure à 25 000 dollars canadiens pour les biens et services ou à 100 000 dollars pour les services d'ingénieurs ou d'architectes ou dans le cas de marchés de services pour l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ayant trait à des programmes ou à des projets de développement international, lorsqu'il n'est pas dans l'intérêt public de faire appel à la concurrence ou lorsqu'un seul fournisseur est en mesure de réaliser les travaux. Les autorités font observer que, du fait des engagements internationaux du Canada, il est possible que ces facteurs ne soient pas pris en compte pour certains marchés.

224. En 2004, la valeur totale des marchés adjugés inférieurs à 25 000 dollars canadiens a été d'environ 1,3 milliard de dollars canadiens; la valeur des adjudications n'ayant pas fait l'objet d'appels d'offres ouverts a atteint approximativement 1,4 milliard de dollars canadiens et la valeur des adjudications résultant d'appels d'offres ouverts s'est élevée à près de 16,3 milliards de dollars canadiens. S'agissant des marchés passés par voie d'adjudication publique, environ 7,5 milliards de dollars canadiens correspondent à des appels d'offres électroniques, 5,9 milliards de dollars canadiens à des appels d'offres traditionnels et 710 millions de dollars canadiens à des préavis d'adjudication de contrats.<sup>223</sup>

225. Un certain nombre de programmes, comme par exemple Accès entreprises Canada<sup>224</sup>, aident les fournisseurs à avoir accès à la passation des marchés fédéraux. D'autres, tels que le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest<sup>225</sup> et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, aident les entreprises dans des régions particulières du pays. Dans l'Ouest canadien, le

<sup>223</sup> Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (2005).

<sup>224</sup> Renseignements en ligne d'Accès entreprises Canada. Adresse consultée: <http://www.contractscanada.gc.ca/en/partne-e.htm>.

<sup>225</sup> Renseignements en ligne du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest. Adresse consultée: <http://www.wd.gc.ca>.

Programme de diversification de l'économie de l'Ouest collabore avec le secteur public et le secteur privé et cherche à obtenir, pour les sociétés de la région, des opportunités découlant des marchés publics. Il existe des programmes de marchés réservés aux entreprises autochtones.

c) Règlement des différends

226. Les plaintes au sujet de violations présumées de l'ACI, de l'AMP et de l'ALENA peuvent être portées devant le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) par des fournisseurs potentiels. Lorsque le bien-fondé d'une plainte est reconnu, la détermination du TCCE peut contenir des recommandations comme un nouvel appel d'offres, une réévaluation ou le versement d'une indemnité. Le Tribunal peut aussi accorder une somme raisonnable à l'adjudicataire en dédommagement des frais de procédure, ou au plaignant pour la préparation de la soumission. À cet égard, de nouvelles directives ont été publiées pour les plaintes déposées après le 31 janvier 2004.<sup>226</sup> La durée de la procédure d'examen est généralement de 90 jours ou, en cas de procédure accélérée, de 45 jours. Le TCCE ne connaît que des plaintes relatives aux marchés du gouvernement fédéral et non pas celles qui concernent les marchés des provinces ou du secteur MESSS.

227. Pendant les exercices budgétaires 2003 à 2006, le TCCE a reçu en moyenne 68 nouvelles plaintes par an. Selon les autorités, deux ou trois plaintes sont déposées d'ordinaire chaque année par des fournisseurs étrangers (tableau III.14). La plupart des déterminations quant au bien-fondé des plaintes ont concerné des violations de l'ACI et, en second lieu, des violations de l'ALENA, et enfin des violations de l'AMP.

**Tableau III.14**  
**Activités du TCCE en matière d'examen des marchés publics (exercices 2003-2006)**

	2003/04	2004/05	2005/06
<b>Nombre de plaintes</b>			
Reportées de l'exercice précédent	15	11	8
Reçues pendant l'exercice	83	62	58
Décisions renvoyées	3	1	1
Total	101	74	67
<b>Affaires réglées</b>			
Retirées ou réglées par les parties	8	6	4
Abandonnées pendant le dépôt	s.o.	3	2
Sous-total	8	9	6
<b>Plaintes n'ayant pas fait l'objet d'enquêtes</b>			
Absence de compétence	7	2	3
Dépôt tardif ou non conforme	14	16	14
Aucun fondement valable/aucune indication raisonnable de violation/plainte prématurée	27	20	20
Sous-total	48	38	37
<b>Résultats des enquêtes</b>			
Rejetées	3	s.o.	3
Plaintes non fondées	14	6	4
Plaintes fondées ou partiellement fondées	15	10	10
Décisions renvoyées	2	3	s.o.
Sous-total	34	19	17
En suspens à la fin de l'exercice	11	8	7

s.o. Sans objet.

Source: Rapport annuel du TCCE. Adresse consultée: [http://www.citt-tcce.gc.ca/publicat/index\\_e.asp#4](http://www.citt-tcce.gc.ca/publicat/index_e.asp#4).

<sup>226</sup> Renseignements en ligne du TCCE. Adresse consultée: [http://www.citt-tcce.gc.ca/publicat/index\\_e.asp#4](http://www.citt-tcce.gc.ca/publicat/index_e.asp#4).

228. Le Conseil de règlement des différends contractuels (CRDC) de TPSGC agit en qualité d'organisme de recours ou d'examen pour tout différend lié aux marchés publics et pour toute réclamation relative à d'éventuels frais supplémentaires découlant de marchés de produits et de services, de travaux de construction et de services d'architecture ou d'ingénierie, exception faite des contestations concernant l'attribution des contrats. Le CRDC administre le Conseil de règlement des contrats (CRC) et le Conseil consultatif de règlement des différends contractuels (CCRDC). Le CRC est un organisme d'examen indépendant qui règle les différends soumis par les entrepreneurs relativement à des réclamations de coûts supplémentaires dans le cadre de contrats de biens et de services conclus avec TPSGC. Le CCRDC est un comité d'examen indépendant qui assure un arbitrage non exécutoire dans les différends contractuels soumis au ministre. Ce processus vise essentiellement les services de construction, d'architectes et d'ingénieurs-conseils. Outre les recours devant les tribunaux pour les questions de droit contractuel, les fournisseurs, qu'ils soient canadiens ou étrangers, peuvent faire appel à la Cour fédérale du Canada pour demander un examen judiciaire de l'équité administrative de toute mesure contractuelle.

229. La passation des marchés au niveau infrafédéral est régie par les lois et règlements appliqués dans ce domaine par les autorités des provinces ou des autres gouvernements infrafédéraux. Dans le cadre de l'annexe 2 de ses engagements au titre de l'AMP, le Canada a initialement offert d'inclure dans sa liste des entités des dix provinces sur la base des engagements obtenus des gouvernements provinciaux. La première liste des entités provinciales devait être spécifiée le 15 avril 1994 ou avant, et la liste finale dans les 18 mois suivant la conclusion de l'Accord sur les marchés publics.<sup>227</sup> Depuis lors, le Canada a indiqué qu'il n'était disposé à présenter une offre au niveau sous-central que si les autres parties sont prêtes à inclure les secteurs présentant un intérêt primordial pour les fournisseurs canadiens, comme ceux de l'acier et des transports, et à accepter de limiter le recours aux marchés réservés aux petites entreprises et autres mesures de ce type. En particulier, le Canada estime qu'avant de présenter une liste au niveau infrafédéral, il faudra examiner les politiques des autorités fédérales américaines, afin de faire en sorte que les fournisseurs des États et des administrations municipales des États-Unis aient accès aux marchés et jouissent d'un traitement non discriminatoire.<sup>228</sup>

230. Dans le cadre général de l'ACI, les provinces peuvent avoir leurs propres organismes acheteurs et leurs propres valeurs de seuil en matière d'acquisition, ainsi que leurs propres politiques de passation des marchés. Pour les marchés entrant dans le champ d'application de l'ACI, les provinces accordent des conditions d'accès similaires aux fournisseurs des autres provinces, mais ne les étendent pas automatiquement aux fournisseurs étrangers. Certaines provinces accordent des préférences provinciales ou régionales pour des marchés ne relevant pas de l'ACI ni d'autres accords sur les marchés intérieurs, ces pratiques n'étant couvertes ni par l'Accord sur les marchés publics ni par l'ALENA.<sup>229</sup>

---

<sup>227</sup> Document de l'OMC WT/Let/330 du 1<sup>er</sup> mars 2000.

<sup>228</sup> Document de l'OMC WT/GPA/51 du 18 juin 2001.

<sup>229</sup> Pour de plus amples renseignements sur la passation de marchés par les gouvernements provinciaux, voir le document de l'OMC WT/TPR/S/112/Rev.1 du 19 mars 2003, chapitre III 4) v).

iv) **Entreprises commerciales d'État, entreprises d'État et privatisation**

a) **Entreprises commerciales d'État**

231. Les entreprises commerciales d'État canadiennes ont été notifiées au Groupe de travail des entreprises commerciales d'État de l'OMC en 2002. Elles comprennent la Commission canadienne du blé (CCB), la Commission canadienne du lait (CCL), l'Office canadien de commercialisation du poisson d'eau douce et la Commission ontarienne de commercialisation des haricots (tableau III.15).<sup>230</sup> Les activités de la CCB et de la CCL sont décrites au chapitre IV.

**Tableau III.15**  
**Caractéristiques essentielles des entreprises commerciales d'État**

Entreprise commerciale d'État et législation applicable	Caractéristiques essentielles
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce détient le droit exclusif de commercialiser et de vendre (dans le cadre des échanges entre provinces et à l'exportation) des poissons pêchés dans les eaux relevant de l'accord (nord-ouest de l'Ontario, Alberta, Saskatchewan et Manitoba). Il ne joue aucun rôle en matière d'importations et entre en concurrence avec les commerçants privés pour ce qui concerne le poisson provenant de zones non visées par l'accord et le poisson importé. L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce est tenu à l'autonomie financière.
Régies des alcools	En vertu de la Loi sur l'importation des boissons enivrantes (ILA) <sup>a</sup> , chaque province et deux territoires sont seuls habilités à introduire toute boisson alcoolisée sur leur territoire, que ce soit de l'étranger ou d'une autre province. Cette loi dispose que toute boisson alcoolisée, y compris le vin, qui est considérée comme enivrante en vertu de la législation de la province ne peut être importée que par un fonctionnaire ou un organisme officiel habilité à vendre de la boisson enivrante. En outre, les régies provinciales des alcools ont généralement seules le droit de fournir aux importateurs des services de distribution et d'entreposage. La Loi sur l'importation des boissons enivrantes a été inscrite sur la liste des restrictions quantitatives constituant des exceptions aux dispositions de libre-échange de l'ALENA et des accords de libre-échange avec le Chili et le Costa Rica. L'Alberta Gaming and Liquor Commission ne prend pas de décision commerciale concernant le choix des boissons alcoolisées importées ni sur les quantités de ces produits.
Loi sur l'importation des boissons enivrantes (ILA), 1928	Comme cela a été signalé dans le dernier examen <sup>b</sup> du Canada, huit des 12 régies provinciales des alcools du Canada font payer des frais de services plus élevés pour les produits importés. Selon les autorités, la différence est due aux coûts d'inactivité plus élevés (par exemple le coût de l'intérêt lié au maintien du produit en stock), ainsi qu'aux frais d'exploitation plus élevés qu'entraînent les produits importés.
Commission ontarienne de commercialisation des haricots	La Commission achète la totalité de la récolte de haricots communs produits en Ontario. Elle livre ensuite le produit à des entreprises de distribution appartenant à des particuliers et gérées par ceux-ci. Ces distributeurs vendent le produit sur le marché intérieur ou à l'exportation en fonction de la conjoncture. La Commission est seule habilitée à commercialiser les haricots communs de l'Ontario. Le gouvernement canadien fournit des garanties de paiement. La Commission n'effectue pas d'importations et ne détient aucun monopole à l'exportation du haricot commun du Canada.

a Renseignements en ligne du Ministère de la justice. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/I-3/247874.html>.  
b Document de l'OMC WT/TPR/S/112/Rev.1 du 19 mars 2003.

Source: Document de l'OMC G/STR/N/4/CAN du 5 novembre 2002.

b) **Entreprises d'État**

232. Comme signalé par l'OCDE, le Canada compte environ 100 entreprises d'État dont la valeur patrimoniale dépassait 50 milliards de dollars EU (à parité de pouvoir d'achat) en 2003, soit plus de 5 pour cent du PIB.<sup>231</sup>

<sup>230</sup> Document de l'OMC G/STR/N/4/CAN du 5 novembre 2002.

<sup>231</sup> OCDE (2005c).

233. Les entreprises d'État canadiennes comprennent 44 sociétés d'État mères et trois filiales réputées sociétés mères, dont le capital est détenu en totalité par l'État (tableau III.7). Aucune information n'est disponible concernant les entreprises d'État au niveau infrafédéral. Les sociétés d'État exercent leurs activités dans divers domaines de l'économie canadienne et relèvent de la responsabilité de différents ministères. Les sociétés d'État les plus importantes sont la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Financement agricole Canada, la Banque de développement du Canada et Exportation et développement Canada. Ces quatre entreprises détenaient près de 90 pour cent du patrimoine total des sociétés d'État en 2003/04. La plupart des sociétés d'État sont autofinancées. Toutefois 25 d'entre elles reçoivent des transferts financiers du gouvernement fédéral.<sup>232</sup> La "qualité de mandataire" est conférée à certaines sociétés d'État, ce qui signifie qu'elles bénéficient des immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels dont jouit l'État, notamment de l'immunité en matière d'imposition fédérale et provinciale.

234. Le gouvernement fédéral possède également un intérêt dans deux entreprises dont le capital est détenu en partie par d'autres échelons du gouvernement.<sup>233</sup> Depuis la privatisation complète de Petro-Canada en septembre 2004, date à laquelle l'État a cédé les actions qu'il conservait dans la société, soit 18,5 pour cent, le gouvernement canadien ne possède plus de participation dans des entreprises conjointement avec des parties du secteur privé.

235. Conformément à la Loi sur l'administration financière, le Président du Conseil du Trésor doit présenter un rapport annuel au Parlement concernant les sociétés d'État et les autres participations du Canada dans des entreprises.<sup>234</sup> Les sociétés d'État relevant des dispositions de cette loi sont également tenues de réaliser un examen de leurs propres activités tous les cinq ans.

#### **v) Politique de la concurrence et questions réglementaires**

236. Le cadre juridique et institutionnel régissant la concurrence et les questions réglementaires au Canada n'a fait l'objet d'aucune modification importante depuis le précédent examen. Le Canada continue de rechercher des instruments de coopération avec les pays tiers et participe activement aux forums concernant la concurrence internationale.

237. L'OCDE a décrit en grand détail la politique du Canada en matière de concurrence.<sup>235</sup> Comme l'indique le rapport de 2002 de l'OCDE, l'application du droit de la concurrence a connu une

---

<sup>232</sup> Près de 80 pour cent du financement total a été attribué à six des 25 sociétés d'État en 2003/04: la Société canadienne d'hypothèques et de logement (le bénéficiaire le plus important), la Société Radio-Canada, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, VIA Rail Canada Inc., Postes Canada et Énergie atomique du Canada limitée.

<sup>233</sup> Ces entreprises sont North Portage Development Corporation et Lower Churchill Development Corporation Limited, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (2004). *Rapport annuel au Parlement – Les sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts*. Adresse consultée: [http://www.tbs-sct.gc.ca/report/CROWN/04/cc-se-04\\_f.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/report/CROWN/04/cc-se-04_f.asp).

<sup>234</sup> On trouvera de plus amples renseignements sur les politiques et lignes directrices des sociétés d'État à l'adresse [http://www.tbs-sct.gc.ca/ccpi-pise/polgui\\_f.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/ccpi-pise/polgui_f.asp), et sur les rapports au Parlement à l'adresse [http://www.tbs-sct.gc.ca/ccpi-pise/parl\\_f.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/ccpi-pise/parl_f.asp).

<sup>235</sup> Pendant la période considérée, l'OCDE a notamment publié les rapports suivants: Maher et Shaffer (2005) et OCDE (2002), (2004a), (2004b), (2004c) et (2005).

amélioration notable à la suite de la publication de la Loi sur la concurrence de 1986. La procédure de présentation de requêtes au Tribunal de la concurrence en cas d'infraction a été assouplie. Le rapport signale toutefois que l'application de la Loi sur la concurrence du Canada reste difficile dans le domaine des accords horizontaux dans la mesure où les termes "indûment" et "déraisonnablement", utilisés dans le texte de la loi, compliquent l'obtention des preuves. L'OCDE a également attiré l'attention sur des décisions concernant des fusions dans les secteurs du transport aérien, des banques et des librairies, et sur la priorité politique qui consiste à promouvoir les intérêts d'un "champion national".

238. Postérieurement, au cours de l'année 2004, le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement et le Comité de la concurrence de l'OCDE ont examiné les textes législatifs et les institutions concernant la concurrence. L'examen du Comité de la concurrence fait suite à l'examen de la réglementation du Canada de 2002. Les nouveaux rapports évaluent la manière dont le Bureau de la concurrence a mis en œuvre les recommandations formulées dans l'examen de 2002, et présentent de nouvelles recommandations sur les moyens d'améliorer la législation canadienne sur la concurrence. Ces recommandations supplémentaires comprennent notamment: une plus grande indépendance du Commissaire en matière de prise de décisions; une amélioration des ressources du Bureau; un élargissement des droits en matière de mesures privées visant à faire appliquer la Loi sur la concurrence; une clarification des dispositions antitrust dans les dispositions de fond; un renforcement des sanctions civiles à l'égard des abus de position dominante et des autres comportements susceptibles d'examen; une clarification de l'utilisation de l'efficacité comme moyen de défense dans les dossiers de fusions; l'autorisation des ordonnances de blocage des actifs et de restitution dans les affaires de publicité mensongère.

a) Cadre institutionnel et juridique

239. Le Commissaire de la concurrence dirige le Bureau de la concurrence; il est chargé de l'administration et de l'application de la Loi sur la concurrence qui est le texte principal régissant les questions de concurrence au Canada.<sup>236</sup> Le Bureau de la concurrence dépend d'Industrie Canada pour les questions administratives.<sup>237</sup> Toutefois, en ce qui concerne les aspects d'application du droit, le Commissaire est indépendant. La loi donne au Commissaire le droit d'intervenir devant les offices de réglementation et les tribunaux fédéraux, et devant les offices de réglementation et les tribunaux provinciaux, sur invitation ou avec le consentement de l'office en question.<sup>238</sup> Le Commissaire n'est pas autorisé par la Loi sur la concurrence à ouvrir à sa propre initiative des enquêtes visant à évaluer l'état de la concurrence dans des secteurs donnés. En revanche, il peut procéder à des enquêtes concernant des entreprises ou des individus, s'il estime, entre autres choses, qu'ils ont probablement enfreint la loi ou qu'ils sont sur le point de le faire.

---

<sup>236</sup> Outre l'administration et l'application de la Loi sur la concurrence, le Commissaire de la concurrence est responsable (officiellement depuis 1999) de l'administration et de l'application de la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation (sauf en ce qui a trait aux produits alimentaires), de la Loi sur l'étiquetage des textiles et de la Loi sur le poinçonnage des métaux précieux.

<sup>237</sup> Renseignements en ligne du Bureau de la concurrence (avec liens vers les textes législatifs concernant la concurrence). Adresse consultée: <http://www.competitionbureau.gc.ca>.

<sup>238</sup> Une liste complète des interventions du Bureau de la concurrence figure dans les rapports annuels. Adresse consultée: <http://www.competitionbureau.gc.ca/internet/index.cfm?itemID=184&lg=e>.

240. En ce qui concerne les mesures visant à encourager la mise en conformité avec les dispositions civiles de la Loi sur la concurrence<sup>239</sup>, le Commissaire a la possibilité d'amorcer des pourparlers pour obtenir une mise en conformité volontaire, ou de déposer une demande d'injonction pour remédier à la situation. En cas de fusions et de pratiques commerciales restrictives, le Commissaire saisit le Tribunal de la concurrence pour obtenir une mesure injonctive. Le Tribunal ne peut pas imposer le versement de dédommagements financiers ou le paiement de dommages et intérêts. En cas de pratiques commerciales trompeuses, le Commissaire peut également saisir une Cour fédérale ou la Cour supérieure de la province afin d'obtenir des mesures correctrices qui peuvent notamment comprendre des injonctions, des déclarations correctives ou des sanctions pécuniaires administratives. Les affaires pénales les plus graves sont transmises par le Bureau de la concurrence au Procureur général du Canada et les sanctions comprennent des amendes et des peines d'emprisonnement.<sup>240</sup>

241. Comme l'indique le rapport établi par le Secrétariat pour le précédent examen de la politique commerciale du Canada, la Loi modifiant la Loi sur la concurrence et la Loi sur le Tribunal de la concurrence a introduit des modifications de fond à la législation canadienne en matière de concurrence. Elle donne notamment aux particuliers le droit de saisir le Tribunal de la concurrence pour des affaires faisant intervenir des refus de vente, des ventes exclusives, des ventes liées et des restrictions de marchés.<sup>241</sup>

242. En 2003, le seuil de notification des fusions est passé de 35 millions à 50 millions de dollars canadiens.<sup>242</sup> La même année, le Bureau de la concurrence a publié des lignes directrices sur l'application du droit des fusions, visant particulièrement les banques.<sup>243</sup> En 2004, une version révisée, plus générale, de ces lignes directrices relatives aux fusions a été distribuée.<sup>244</sup>

243. Deux projets de lois portant modification de la Loi sur la concurrence ont été déposés pendant la période considérée (C-19 et C-249); ces projets ont cependant expiré lors de la dissolution du Parlement.

---

<sup>239</sup> Les dispositions civiles de la Loi sur la concurrence portent notamment sur les pratiques restrictives du commerce, telles que l'abus de position dominante, le refus de fournir, l'exclusivité et les ventes liées. Il existe également des dispositions civiles qui traitent des pratiques commerciales trompeuses.

<sup>240</sup> Les dispositions pénales de la Loi sur la concurrence portent sur les arrangements collusoires visant à réduire indûment la concurrence, le trucage des offres, la discrimination de prix, les pratiques de prix abusif et le maintien des prix. Il existe également certaines dispositions pénales relatives aux indications fausses ou trompeuses et aux autres pratiques commerciales trompeuses.

<sup>241</sup> Document de l'OMC WT/TPR/S/112/Rev.1 du 19 mars 2003. Sous-section III 4) i).

<sup>242</sup> Les commissions liées au dépôt d'une notification de fusion et aux demandes de certificats de décision préalable sont passées de 25 000 à 50 000 dollars canadiens.

<sup>243</sup> Bureau de la concurrence du Canada (2003), *Lignes directrices pour l'application de la loi: Fusionnement de banques*. Adresse consultée: <http://www.competitionbureau.gc.ca/internet/index.cfm?itemID=1253&lg=f>.

<sup>244</sup> Bureau de la concurrence du Canada (2004), *Fusions – Lignes directrices pour l'application de la loi*. Adresse consultée: <http://www.competitionbureau.gc.ca/internet/index.cfm?itemid=1245&lg=f>.

b) Application de la loi

244. Le Bureau de la concurrence a signalé un certain nombre de mesure coercitives prises en 2003/04 et 2004/05, concernant en particulier des pratiques commerciales trompeuses. Des amendes ont été infligées à des contrevenants et des peines d'emprisonnement ont été prononcées. Par ailleurs, de nombreux dossiers ont été réglés sans nécessité d'une enquête approfondie ni de poursuites judiciaires.

245. Après avoir régressé pendant trois années consécutives, les fusions d'entreprises ont repris en 2004/05. Pendant l'exercice 2005/06, le Bureau de la concurrence a ouvert 283 examens dont 20 étaient en cours à la fin de l'année. L'envergure et le champ d'application des fusions étudiées pendant la période sont considérables, tout comme la complexité des problèmes de concurrence que ces opérations ont soulevés, notamment dans le cas de la fusion entre la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et la British Columbia Rail Limited.<sup>245</sup>

246. Les priorités du Commissaire de la concurrence en ce qui concerne la mise en application de la loi et la promotion de la concurrence pour la période 2006/07 sont les suivantes: élimination des cartels, en particulier les cartels nationaux qui nuisent à la concurrence au Canada, lutte contre la fraude par marketing de masse, recherche de nouvelles méthodes pour la mise en application de la Loi sur la concurrence sur le marché électronique, notamment en ce qui concerne les allégations frauduleuses et trompeuses relatives aux produits de santé véhiculés par Internet et par courriels, lutte contre les abus de position dominante.<sup>246</sup> Selon les autorités, les efforts du Commissaire en ce qui concerne la promotion de la concurrence seront axés sur le secteur de la santé publique qui fera l'objet d'une étude concernant les produits génériques, le secteur des télécommunications et les professions autoréglementées. Par ailleurs, le Bureau analyse actuellement les outils qui pourraient être utilisés pour élaborer des textes législatifs visant à limiter l'intervention de l'État aux mesures les moins envahissantes.

c) Coopération internationale

247. Le Canada estime que la coopération internationale et la mise en application de la législation sur la concurrence constituent des éléments importants de la libéralisation des échanges. Au cours de la période considérée, le Canada a renforcé et officialisé sa coopération avec certains organismes de protection de la concurrence à l'étranger. Ainsi, des protocoles de communication de renseignements et des accords ont été signés avec d'autres pays, de même que des ententes de coopération avec des organismes étrangers de protection de la concurrence.<sup>247</sup> Le Bureau de la concurrence a mis en place

---

<sup>245</sup> Bureau de la concurrence du Canada (2005). *Rapport annuel du Commissaire de la concurrence pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005*. Adresse consultée: <http://www.competitionbureau.gc.ca/internet/index.cfm?itemID=2097&lg=f>.

<sup>246</sup> Renseignements en ligne du Bureau de la concurrence. Adresse consultée: <http://www.competitionbureau.gc.ca/internet/index.cfm?itemID=2201&lg=e>>.

<sup>247</sup> Entre janvier 2003 et juin 2006, des accords ont été signés avec les pays suivants (l'année de la signature ou de l'entrée en vigueur de chaque accord figure entre parenthèses): Australie – protocole de communication de renseignements (2004); Japon – accord de coopération (2005); Royaume-Uni – protocole de communication de renseignements (2004) et entente de coopération (2003); États-Unis – accord concernant l'exercice des principes de courtoisie active dans l'application des lois sur la concurrence (2004); Partenariat de l'Alberta contre la fraude transfrontalière (2003); Alliance stratégique de Vancouver contre les pratiques

des outils de coopération concernant des problèmes liés à la concurrence en collaboration avec dix partenaires commerciaux.<sup>248</sup>

248. Le Canada prend part à des forums régionaux et multilatéraux sur la politique de la concurrence dont notamment: la Réunion de travail de l'APEC sur la politique de la concurrence, le Comité de la concurrence et le Comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'OCDE, le Comité de la politique de concurrence et de la déréglementation de l'Organisation de coopération Asie-Pacifique et le Réseau international de la concurrence. Par ailleurs, le Canada a participé activement au Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence de l'OMC avant que les travaux de ce groupe ne soient suspendus. Le Bureau de la concurrence est un membre actif du Réseau international de contrôle et de protection des consommateurs (RICPC).

**vi) Droits de propriété intellectuelle**

249. Au cours de la période considérée, plusieurs modifications législatives ont eu des répercussions sur la protection de la propriété intellectuelle, surtout dans le domaine des brevets. Dans un certain nombre d'examen en cours, des modifications relatives aux conventions internationales signées par le Canada sont envisagées. La législation canadienne a été examinée par le Conseil des ADPIC entre 1996 et 1998<sup>249</sup>, et le Canada a fourni des réponses à la liste des questions concernant les moyens de faire respecter les droits en 1997.<sup>250</sup>

250. Le Canada a mis à jour les informations concernant son point de contact au titre de l'Accord sur les ADPIC en 2004 (il s'agit de la Direction de la politique commerciale sur la propriété intellectuelle, l'information et la technologie, Affaires étrangères et Commerce international Canada).<sup>251</sup> Le Canada n'est impliqué en tant que plaignant ou répondant dans aucune affaire de résolution de différends devant l'OMC depuis 2002.

251. De nombreuses demandes de protection de la propriété intellectuelle, sous différentes formes, ont été déposées au Canada par des étrangers.<sup>252</sup>

---

commerciales trompeuses (2004); Partenariat avec l'Atlantique pour contrer la fraude transfrontalière (2005); Corée – entente de coopération (2006).

<sup>248</sup> Australie, Chili, Costa Rica (par le biais des dispositions de l'Accord de libre-échange), États-Unis, Japon, Corée, Mexique, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et Union européenne.

<sup>249</sup> Documents de l'OMC: moyens de faire respecter les droits (IP/Q4/CAN/1/Rev.1, 12 décembre 1998); brevets, schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, protection de renseignements non divulgués et contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles (IP/Q3/CAN/1, 5 mai 1998); marques de fabrique ou de commerce, indications géographiques et dessins et modèles industriels (IP/Q2/CAN/1, 20 juin 1997); droit d'auteur et droits connexes (IP/Q/CAN/1/Add.1, 23 mai 1997, IP/Q/CAN/1, 24 octobre 1996).

<sup>250</sup> Document de l'OMC IP/N/6/CAN/1 du 18 février 1997.

<sup>251</sup> Document de l'OMC IP/N/3/Rev.8/Add.1 du 24 novembre 2004.

<sup>252</sup> Des données statistiques complètes sur les demandes de protection de la propriété intellectuelle déposées et accordées par pays sont disponibles dans les rapports annuels de l'OPIC. Adresse consultée: [http://strategis.gc.ca/sc\\_mrksv/cipo/corp/allreport-e.html](http://strategis.gc.ca/sc_mrksv/cipo/corp/allreport-e.html).

252. Le Canada continue de participer activement au Conseil des ADPIC. Pendant la période considérée, le pays a fourni, par écrit, une description du fonctionnement de son système de propriété intellectuelle en ce qui a trait à la mise en œuvre de la Décision du 30 août sur les ADPIC et la santé publique<sup>253</sup>, et fait rapport sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC relatif au transfert de technologie vers les pays les moins avancés<sup>254</sup>, ainsi que sur ses activités en matière de coopération technique.<sup>255</sup> Par ailleurs, au cours de la Session extraordinaire du Conseil, le Canada, en même temps que d'autres Membres de l'OMC, a présenté une proposition de projet de décision du Conseil des ADPIC sur l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et les spiritueux.<sup>256</sup>

a) Cadre institutionnel et juridique

253. Le système canadien des droits de propriété intellectuelle est administré par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) qui est un organisme de service spécial d'Industrie Canada.<sup>257</sup> Le Bureau de la protection des obtentions végétales, qui relève de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), administre la Loi sur la protection des obtentions végétales et le Règlement du même nom qui fournissent une protection juridique aux phytogénéticiens lorsqu'ils découvrent de nouvelles variétés végétales.<sup>258</sup>

254. Le tableau III.16 donne des informations succinctes concernant les textes législatifs en vigueur en matière de propriété intellectuelle au Canada, ainsi que les accords internationaux dont le Canada est signataire.

---

<sup>253</sup> Document de l'OMC IP/C/W/480/Add.7 du 20 novembre 2006.

<sup>254</sup> Document de l'OMC IP/C/W/476/Add.7 du 10 novembre 2006.

<sup>255</sup> Document de l'OMC IP/C/W/455/Add.3 du 10 octobre 2005.

<sup>256</sup> Document de l'OMC TN/IP/W/10 du 1<sup>er</sup> avril 2005. Les signataires et coauteurs de ce document sont: l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis, le Honduras, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République dominicaine et le Taipei chinois. Le Paraguay, le Costa Rica et le Nicaragua ont signé par la suite.

<sup>257</sup> Renseignements en ligne de l'OPIC. Adresse consultée: [http://strategis.gc.ca/sc\\_mrksv/cipo/help/faq\\_cipo-e.html](http://strategis.gc.ca/sc_mrksv/cipo/help/faq_cipo-e.html).

<sup>258</sup> Renseignements en ligne de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca>.

Tableau III.16

## Législation nationale et accords internationaux concernant les droits de propriété intellectuelle

Législation et durée de protection	Champ d'application et limitations particulières	Accords internationaux
<b>Brevets</b>		
Loi sur les brevets, 1985 (modifiée)	Champ d'application: toute invention ou tout perfectionnement d'une invention existante présentant le caractère de la nouveauté et de l'utilité. Selon la loi, on entend par invention toute réalisation, tout procédé, toute machine, fabrication ou composition de matières.	Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle. Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.
Règles sur les brevets, 1996 (modifiées)		Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets. Traité de coopération en matière de brevets. Dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets, l'OPIC a commencé ses activités en juillet 2004 en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international. Traité sur le droit des brevets, signé mais non encore ratifié.
Protection jusqu'à 20 ans après le dépôt <sup>a</sup>	Un brevet ne peut être accordé pour un simple principe ou théorème scientifique. Les formes de vie supérieures ne peuvent pas faire l'objet de brevets. <sup>b</sup>	Obligations de prévoir des mesures efficaces visant à faire respecter les brevets dans le cadre de l'ALENA et de l'Accord sur les ADPIC.
Règlement sur les médicaments brevetés (avis de conformité)	Porte sur la mise en application efficace du droit sur les brevets pour les médicaments nouveaux et innovants et sur l'opportunité de la mise sur le marché de produits génériques concurrents.	
<b>Protection des données</b>		
Dispositions concernant les données dans le Règlement sur les aliments et drogues – durée de protection des données de huit ans	Nouveaux produits pharmaceutiques	
Loi sur les produits antiparasitaires	Nouveaux produits chimiques agricoles	
<b>Marques de commerce et indications géographiques</b>		
Loi sur les marques de commerce, 1985 (modifiée)	On entend par marque de commerce, selon le cas: marque employée par une personne pour distinguer, ou de façon à distinguer, les marchandises fabriquées, vendues, données à bail ou louées ou les services loués ou exécutés, par elle, des marchandises fabriquées, vendues, données à bail ou louées ou des services loués ou exécutés, par d'autres; marque de certification; signe distinctif; marque de commerce projetée.	Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.
Règlement sur les marques de commerce, 1996 (modifié)	La Loi sur les marques de commerce donne une liste des marques interdites (articles 9 à 11). Les critères permettant de savoir si une marque peut être enregistrée figurent aux articles 12 à 15.	
Les marques de commerce sont protégées pendant une durée de 15 ans, renouvelable par périodes de 15 ans sur paiement d'un droit de renouvellement. <sup>c</sup>		
La durée de la protection des indications géographiques est la même que celle des marques de commerce.	La loi prévoit la protection des indications géographiques pour les marchandises autres que les vins et spiritueux par le biais de marques de certification (articles 23 à 25) qui établissent une protection de même portée que pour les marques de commerce. Toutefois, le propriétaire de l'indication ne peut pas se livrer à la fabrication, à la vente, à la location à bail, etc. des marchandises signalées par l'indication géographique (article 23).	

Législation et durée de protection	Champ d'application et limitations particulières	Accords internationaux
<b>Droit d'auteur et droits connexes</b>		
Loi sur le droit d'auteur (1985) (modifiée) Règlement sur le droit d'auteur (1997) (modifié)	Porte sur les œuvres littéraires, dramatiques, musicales ou artistiques, les prestations, les signaux de communication et les enregistrements sonores.	Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Convention de Rome sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion. Convention universelle de l'UNESCO sur le droit d'auteur.
La durée de protection est généralement celle de la vie de l'auteur plus 50 ans (elle est de 50 ans à compter de la création pour certaines photographies et pour les œuvres photographiques et cinématographiques non dramatiques). (50 ans à partir de la création pour les enregistrements sonores et les représentations ou exécutions, à partir du décès du dernier auteur pour les œuvres de plusieurs auteurs.)	La protection est étendue aux pays avec lesquels le Canada a souscrit un traité ou un accord. Les exceptions aux violations du droit d'auteur sont décrites aux articles 29 à 32.2 de la loi. Elles concernent notamment les utilisations équitables, les établissements d'enseignement, les bibliothèques, musées ou services d'archives, les programmes d'ordinateur, les enregistrements éphémères et les personnes ayant des déficiences perceptuelles.	Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur. Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes. Traité de l'OMPI sur le registre des films, signé mais non encore ratifié.
<b>Dessins industriels</b>		
Loi sur les dessins industriels, 1985 (modifiée) Règlement sur les dessins industriels, 1999 (modifié)	Porte sur les dessins industriels originaux définis comme étant des caractéristiques ou une combinaison de caractéristiques visuelles d'un objet fini en ce qui touche la configuration, le motif ou les éléments décoratifs.	Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.
Protection limitée à dix ans à compter de la date d'enregistrement du dessin.	La protection ne porte pas sur les caractéristiques résultant uniquement de la fonction utilitaire d'un objet utilitaire ni les méthodes ou principes de réalisation d'un objet.	
<b>Topographies de circuits intégrés</b>		
Loi sur les topographies de circuits intégrés de 1990 (modifiée) Règlement sur les topographies de circuits intégrés de 1993 (modifié)	La protection concerne la configuration tridimensionnelle des matériaux qui forment les circuits intégrés, qu'ils soient ou non incorporés dans une topographie ou un circuit intégré. Des topographies qui définissent uniquement une partie de la structure nécessaire pour remplir une fonction électronique peuvent être enregistrées. La protection est accordée aux ressortissants de pays non Membres de l'OMC sur une base de réciprocité.	Aucun accord.
Protection allant jusqu'à dix ans à compter soit de la date du dépôt, soit de la date de la première exploitation commerciale, la date intervenant le plus tôt étant retenue. La protection prend fin le 31 décembre de la dixième année.	Les exceptions aux droits exclusifs comprennent notamment l'épuisement des droits applicables sur des circuits intégrés commercialisés légitimement dans toute partie du monde avec l'autorisation du titulaire des droits, la copie non autorisée d'une topographie protégée dans le seul but d'en effectuer une évaluation, ou à des fins de recherche ou d'enseignement en ce qui a trait aux topographies, ou l'ingénierie inverse.	

Législation et durée de protection	Champ d'application et limitations particulières	Accords internationaux
<b>Protection des obtentions végétales</b>		
Loi sur la protection des obtentions végétales (1990) (modifiée)	Permet de protéger les obtentions végétales. Les obtentions végétales doivent être des variétés nouvelles, distinctes de toute autre, uniformes et stables. Toutes les espèces végétales, mais non les algues, les bactéries et les champignons, peuvent bénéficier de la protection. Le requérant doit être citoyen ou résident du Canada ou d'un pays membre de l'UPOV, ou y posséder son siège.	Convention de l'UPOV de 1978; modifications de 1991 signées mais non encore ratifiées.
Règlement sur la protection des obtentions végétales (1991) (modifié)		
La durée de la protection est de 18 ans à compter de la date de la délivrance du certificat d'obtention.	Restrictions aux droits du titulaire: les variétés protégées peuvent être utilisées pour sélectionner et développer de nouvelles variétés végétales, et les agriculteurs peuvent conserver et utiliser leurs propres graines de variétés protégées sans porter atteinte aux droits du titulaire (privilège des agriculteurs).	

- a Aux termes des dispositions du paragraphe 46 de la Loi sur les brevets, les brevets dont la demande a été déposée avant le 1<sup>er</sup> octobre 1989 (dénommés "brevets visés par l'ancienne loi") et qui subsistaient en juillet 2001 bénéficient d'une durée de protection de 20 ans à compter de la date du dépôt ou de 17 ans à compter de la date de délivrance, la durée la plus longue étant choisie. Environ 138 000 brevets de ce type étaient en cours de validité en janvier 2001.
- b La Cour suprême a statué à ce sujet en décembre 2002, comme cela a été signalé dans le précédent examen des politiques commerciales du Canada.
- c Même si elles n'ont pas été enregistrées, les marques de commerce restent protégées par la *Common Law* si elles ont été utilisées.

Source: OPIC, FICA.

#### b) Brevets

255. Deux projets de lois portant modification de la Loi sur les brevets ont été adoptés pendant la période considérée: le projet de loi C-9 et le projet de loi C-29. Ces deux amendements ont été notifiés à l'OMC en juin 2005.<sup>259</sup>

256. Le projet de loi C-9<sup>260</sup>, dit Loi de l'engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique et dénommé à présent Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM)<sup>261</sup> et le règlement d'application sur l'usage de produits brevetés à des fins humanitaires internationales<sup>262</sup> sont entrés en vigueur en mai 2005. La loi a pour objet de mettre en œuvre la décision du 30 août 2003 de l'OMC en établissant le cadre législatif permettant aux fabricants canadiens, dans certaines conditions, d'exporter des produits pharmaceutiques fabriqués dans le cadre d'une licence obligatoire vers des pays ayant des capacités de fabrication insuffisantes ou n'en disposant pas dans le secteur pharmaceutique.

<sup>259</sup> Document de l'OMC IP/N/1/CAN/1/Add.2 du 10 juin 2005.

<sup>260</sup> Projet de loi C-9, Loi modifiant la Loi sur les brevets et la Loi sur les aliments et drogues. Adresse consultée: [http://www.parl.gc.ca/PDF/37/3/parlbus/chambus/house/bills/government/C-9\\_4.PDF](http://www.parl.gc.ca/PDF/37/3/parlbus/chambus/house/bills/government/C-9_4.PDF).

<sup>261</sup> Renseignements du RCAM. Adresse consultée: <http://camr-rcam.hc-sc.gc.ca>.

<sup>262</sup> Règlement sur l'usage de produits brevetés à des fins humanitaires internationales. Adresse consultée: <http://canadagazette.gc.ca/partII/2005/20050601/html/sor143-e.html>.

257. L'article 1 du projet de loi C-29 modifiant la Loi sur les brevets<sup>263</sup> place les annexes de l'Engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique dans la Loi sur les brevets, et garantit la participation égale du Sénat canadien en ce qui concerne l'évaluation et la recommandation des candidats qui seront appelés à siéger à un comité consultatif d'experts chargé de conseiller le gouvernement sur les produits pharmaceutiques susceptibles d'être exportés dans le cadre de cette initiative. L'article 1 de la loi est entré en vigueur en mai 2005. L'article 2, qui est entré en vigueur en février 2006, comprend une clarification relative aux dispositions concernant les petites entités et offre une mesure de redressement aux titulaires et aux demandeurs de brevets touchés par la décision de la Cour d'appel fédérale dans l'affaire Dutch Industries, ainsi que des dispositions connexes concernant les remboursements et les exigences en matière d'informations.<sup>264</sup>

258. Comme le signalait le Secrétariat dans le rapport relatif au dernier examen, le Canada est le seul pays qui publie explicitement des règles applicables aux prix des médicaments par l'intermédiaire de sa législation en matière de brevets. La Loi sur les brevets demande que les prix maximaux exigés par les fabricants pour les médicaments brevetés soient réglementés de manière à ce qu'ils ne soient pas excessifs. En vertu du Règlement sur les médicaments brevetés, les titulaires des brevets sont tenus de présenter des renseignements sur les prix et les ventes de leurs produits deux fois par an.<sup>265</sup> Tous les prix sont examinés périodiquement par le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) qui vérifie s'ils sont conformes aux Lignes directrices sur les prix excessifs. Si un prix semble s'écarter des indications des lignes directrices, le CEPMB peut ouvrir une enquête. En novembre 2006, le CEPMB a entamé une révision des Lignes directrices sur les prix excessifs qui met en jeu des consultations formelles.<sup>266</sup> En outre, la mise en place de délais plus précis pour les différentes étapes du processus d'examen des prix, envisagée dans le contexte du projet d'examen des échéanciers du CEPMB, était partiellement achevée en novembre 2006. Comme le fait remarquer le CEPMB, il est nécessaire de moderniser certains domaines du Règlement sur les médicaments brevetés afin que le Conseil puisse s'acquitter de la mission qui lui a été confiée.<sup>267</sup> Selon le CEPMB,

---

<sup>263</sup> Projet de loi C-29 modifiant la Loi sur les brevets. Adresse consultée: [http://www.parl.gc.ca/PDF/38/1/parlbus/chambus/house/bills/government/C-29\\_4.PDF](http://www.parl.gc.ca/PDF/38/1/parlbus/chambus/house/bills/government/C-29_4.PDF).

<sup>264</sup> Voir les renseignements en ligne de l'OPIC. Adresse consultée: [http://strategis.gc.ca/sc\\_mrkv/cipo/patents/c-29\\_intro-e.html](http://strategis.gc.ca/sc_mrkv/cipo/patents/c-29_intro-e.html). Pour encourager les petites entreprises (jusqu'à 50 employés) à utiliser le système de brevets, les taxes payées par les demandeurs et les titulaires de brevets varient en fonction de la taille de l'entité. La décision de 2003 de la Cour d'appel fédérale risquait d'empêcher les demandeurs et les titulaires de brevets de rectifier les erreurs de paiement sans gravité dans le cadre de ce système, ce qui aurait pu compromettre les droits des demandeurs et des titulaires de brevets.

<sup>265</sup> Cette obligation de rendre compte ne s'applique pas aux médicaments vétérinaires brevetés. Après une période d'essai, le CEPMB a décidé en 2003, d'appliquer de manière permanente une approche fondée sur les plaintes pour réglementer les prix des médicaments brevetés à usage vétérinaire. Conformément à cette approche, le CEPMB examine uniquement les prix des médicaments brevetés nouveaux. Les produits existants ne font l'objet d'un examen que si une plainte fondée est reçue.

<sup>266</sup> La publication d'un Guide de discussion aux fins des consultations sur les Lignes directrices du Conseil sur les prix excessifs a signalé le début des consultations formelles. Ce document fournit des renseignements sur l'origine de l'examen et ses objectifs. Adresse consultée: <http://www.pmprb-cepmb.gc.ca/english/documents/DisGuide-e.pdf>.

<sup>267</sup> CEPMB (2004).

les médicaments brevetés représentent près de 70 pour cent du total des ventes de médicaments au Canada.

259. En octobre 2006, le Règlement sur les médicaments brevetés (avis de conformité) (tableau III.16) a été modifié afin de permettre aux fabricants de produits génériques de mieux prévoir le moment où ils pourront mettre sur le marché une version à prix réduit d'un médicament innovant breveté. Selon les autorités, ces modifications accéléreront l'entrée sur le marché des produits génériques après l'expiration des brevets pertinents. En octobre 2006 également, des modifications ont été apportées aux dispositions du Règlement sur les aliments et drogues concernant la protection des données, afin de donner aux médicaments nouveaux et innovants une période minimale garantie de huit ans d'exclusivité sur le marché. Une protection complémentaire de six mois est applicable pour les médicaments ayant fait l'objet d'études pédiatriques. Les autorités soulignent que l'objectif de ces modifications est d'encourager la recherche dans ce domaine et d'améliorer les informations mises à la disposition des pédiatres.

c) Marques de commerce

260. En septembre 2003, un accord sur le commerce des vins et des boissons spiritueuses a été conclu entre le Canada et les Communautés européennes. Un décret portant modification des paragraphes pertinents de la Loi sur les marques de commerce est entré en vigueur en avril 2004.<sup>268</sup> L'accord prévoit l'élimination en trois étapes de l'usage de noms de vins et de spiritueux européens sur les étiquettes canadiennes pour permettre aux producteurs européens de demander la protection de ces noms en tant qu'indications géographiques au Canada. Selon les autorités, en échange de l'engagement d'élimination progressive des appellations génériques de la Loi sur les marques de commerce, le Canada a obtenu des concessions importantes qui permettront aux vins et spiritueux canadiens d'accéder plus facilement au marché européen. Cet accord devrait également assurer la stabilité des pratiques intérieures canadiennes de commercialisation et de distribution et améliorer les relations bilatérales entre le Canada et les Communautés européennes en apportant une solution à des tensions de longue date.<sup>269</sup>

261. En février 2005, l'OPIC a demandé aux professionnels canadiens de la propriété intellectuelle leur avis sur des propositions visant à moderniser la Loi sur les marques de commerce et le Règlement du même nom, et sur l'éventuelle adhésion du Canada au Protocole de Madrid et au Traité sur le droit des marques.<sup>270</sup> Le Canada est actuellement le seul grand pays industrialisé qui n'est pas partie au Protocole de Madrid.

---

<sup>268</sup> Comme le mentionne le Décret modifiant les paragraphes 11.18(3) et (4) de la Loi sur les marques de commerce (SOR/2004-85, 22 avril 2004), les noms suivants ont été supprimés de la liste des vins à la date d'entrée en vigueur de l'accord: Bordeaux, Chianti, Claret, Madeira, Malaga, Marsala, Medoc, Médoc, Mosel et Moselle. Les noms Grappa et Ouzo ont été supprimés de la liste des spiritueux. Le Tokay a été supprimé lors de l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne. Les noms Bourgogne, Burgundy, Rhin, Rine, Sauterne et Sauternes seront éliminés le 31 décembre 2008. Les noms de vins Chablis, Champagne, Port, Porto et Sherry seront supprimés de la liste le 31 décembre 2013.

<sup>269</sup> Renseignements en ligne de la Gazette du Canada. Adresse consultée: <http://canadagazette.gc.ca/partII/2004/20040505/html/sor85-e.html>.

<sup>270</sup> Strategis (2005).

d) Droit d'auteur

262. Comme cela a été signalé dans le précédent examen, le gouvernement du Canada a publié en 2001 un Cadre de révision du droit d'auteur qui décrit le contexte et le processus de réforme et explique son intention d'envisager les modifications qui pourraient s'avérer nécessaires pour suivre l'évolution technologique.<sup>271</sup> Des consultations ont suivi, et des propositions législatives ont été formulées.

263. L'un des résultats de ce processus a été d'adoption d'une modification de la Loi sur le droit d'auteur en décembre 2002. Cette modification empêche les entreprises susceptibles d'effectuer des retransmissions par Internet d'utiliser la licence obligatoire pour retransmettre des programmes radiotélédiffusés. Elle confirme également que les opérateurs de câble et de satellite qui retransmettent des signaux de radiotélédiffusion continueront de bénéficier de la licence obligatoire comme c'est le cas actuellement.<sup>272</sup>

264. D'autres propositions ont été formulées à la suite de l'examen prescrit concernant la Loi sur le droit d'auteur, qui a débuté par un rapport du gouvernement en octobre 2002.<sup>273</sup> Après un examen parlementaire du rapport, suivi d'une déclaration ministérielle, un projet de loi modificatif de la Loi sur le droit d'auteur (projet de loi C-60) a été présenté en juin 2005. Ce projet a toutefois expiré lors de la dissolution du Parlement.

e) Dessins industriels et topographies de circuits intégrés

265. La Loi sur les dessins industriels et la Loi sur les topographies de circuits intégrés n'ont fait l'objet d'aucune modification pendant la période considérée. Un examen des dispositions et de l'application de la Loi sur les topographies de circuits intégrés a toutefois été demandé et effectué. Selon cet examen, le cadre tracé par cette loi ne fait pas obstacle à la croissance de l'industrie des semi-conducteurs et il n'est pas nécessaire de la modifier.<sup>274</sup> Il existe 49 enregistrements actifs au titre de la Loi sur les topographies de circuits intégrés (novembre 2006).

f) Protection des obtentions végétales

266. Des consultations se sont tenues pendant la période considérée à propos d'une éventuelle modification de la Loi sur la protection des obtentions végétales visant à rendre cette loi conforme à la version de 1991 de la Convention de l'UPOV et à permettre au Canada de ratifier cette Convention. Ces consultations ont pris fin en mars 2005 et, en novembre 2006, le Comité consultatif sur la protection des obtentions végétales en analysait les conclusions. Une précédente initiative de modification de la loi figurant à l'ordre du jour en 1999 a expiré. Selon les autorités, le regain

---

<sup>271</sup> Strategis (2001).

<sup>272</sup> Communiqué de presse de l'OPIC, 13 décembre 2002. Adresse consultée: [http://strategis.gc.ca/sc\\_mrksv/cipo/cp/billc11-e.html](http://strategis.gc.ca/sc_mrksv/cipo/cp/billc11-e.html).

<sup>273</sup> Strategis (2002).

<sup>274</sup> Renseignements en ligne de l'OPIC. Adresse consultée: <http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inipdp-dppi.nsf/en/ip00128e.html>.

d'intérêt à l'égard d'une réforme dans ce domaine provient du résultat positif de la Révision décennale de la Loi sur la protection des obtentions végétales de 2002.<sup>275</sup>

g) Autres questions

267. Des dispositions concernant les licences obligatoires liées aux droits de propriété intellectuelle figurent dans la Loi sur les brevets, dans la Loi sur les topographies de circuits intégrés et dans la Loi sur la concurrence. Conformément à la Loi sur les brevets, une licence obligatoire peut être concédée dans les cas d'abus de droits exclusifs. Une seule licence de ce type a été accordée depuis 1996. Sous réserve de certaines conditions, la loi autorise le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux à demander l'usage non exclusif d'inventions brevetées. Par ailleurs, en vertu de la Loi sur les topographies de circuits intégrés, le gouvernement du Canada ou d'une province peut être autorisé à faire usage d'une topographie enregistrée à des fins publiques non commerciales. En application de l'article 32 de la Loi sur la concurrence, la Cour fédérale peut limiter certains droits dont il est fait usage pour restreindre le commerce (droits conférés par des brevets, des marques de commerce, des droits d'auteur ou des topographies enregistrées) lorsque ces droits donnent lieu à des activités anticoncurrentielles injustifiables. Aucune de ces dispositions n'a été appliquée à ce jour.

268. Les autorités font observer que les produits fabriqués dans une autre juridiction par la personne même qui est titulaire de la marque de commerce au Canada ne sont pas considérés comme portant atteinte au droit sur les marques de commerce simplement parce que les produits sont arrivés sur le territoire canadien et que le titulaire de la marque ne souhaite pas qu'ils soient distribués au Canada. Cependant, il est possible de faire obstacle à l'importation parallèle par d'autres mécanismes, notamment les droits contractuels et différentes prescriptions en matière de normes. En ce qui concerne les brevets, la situation est similaire à celle des marques de commerce. Les importations de livres sans l'assentiment du titulaire du droit d'auteur sont interdites. Toutefois, cette disposition fait l'objet de certaines exceptions.

269. Les services douaniers canadiens ne sont pas autorisés à confisquer d'office les importations qui portent atteinte aux droits. La Loi sur le droit d'auteur et la Loi sur les marques de commerce autorisent les fonctionnaires des douanes à retenir des marchandises uniquement sur ordonnance du tribunal rendue à la demande du titulaire des droits de propriété intellectuelle.

---

<sup>275</sup> Document de travail de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/english/plaveg/pbrpov/updatmisee.shtml>.